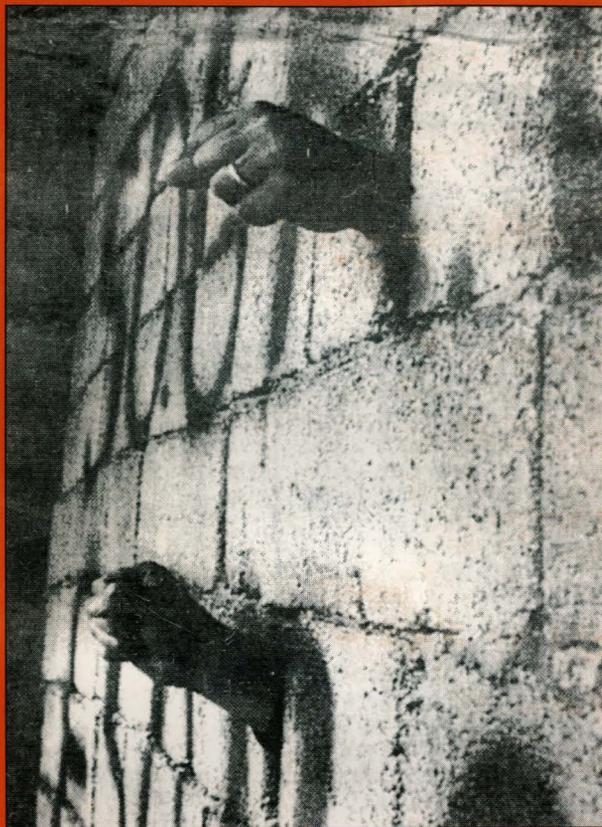


QUATRIEME **INTERNATI~~ONALE~~NALE** PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !



*Travailleurs
calabrais
s'étant emmurés
en défense
de leur emploi.*

GRANDE-BRETAGNE - ITALIE - ETAT ESPAGNOL - FRANCE CRISE MAJEURE EN EUROPE

Q U A T R I E M E
INTERNATI***NALE***

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Sommaire

Introduction	5
<i>par Livio Maitan</i>	
Guerre de classes sur les ruines du thatchérisme	11
<i>par Phil Hearsé</i>	
Italie : crise majeure de la première république	23
<i>par Livio Maitan</i>	
Etat espagnol : de la social-démocratie à la social-technocratie	41
<i>par Alfonso Ortí</i>	
Le paradoxe français	51
<i>par Christian Picquet</i>	
« Globalisation » mondiale contre UEM ?	67
<i>par Claude Gabriel</i>	

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

A nos lecteurs et abonnés

Pendant six ans, notre revue a maintenu le même prix aussi bien pour la vente au numéro que pour les abonnements. Puisque les coûts de revient ont considérablement augmenté depuis 1985, nous avons été obligés d'augmenter notre prix. Nous l'avons fait quand même dans une proportion largement inférieure aux augmentations auxquelles nous avons dû faire face nous-mêmes. Les numéros doubles sont donc désormais vendus au prix de 60 F ou 70 F en fonction du nombre de pages ; les numéros simples, comme celui-ci, sont vendus à 50 F. Nous sommes certains que nos lecteurs et abonnés comprendront.

Abonnements

France et Europe :

150 F pour un an

Autres pays :

160 F pour un an « surface » ; 200 F pour un an « par avion »

Plis fermés :

France : 190 F pour un an ; autres pays : 220 F pour un an

Abonnement de soutien :

300 F pour un an

Chèques bancaires et postaux libellés à l'ordre de PEC
à adresser à *Quatrième Internationale*
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil-sous-Bois, France

Virements bancaires à PEC, BNP, agence Robespierre
153, rue de Paris, 93108 Montreuil-sous-Bois, France
compte n° 2301 79/90

Virements postaux à PEC, CCP n° 232242 T Paris

LIVIO MAITAN

Introduction

La crise monétaire qui a frappé la Communauté européenne a été extrêmement significative, non seulement pour sa portée intrinsèque, mais peut-être encore plus pour les problèmes et les tendances qu'elle a fait plus généralement ressortir. Des conflits assez durs, sinon de véritables affrontements, se sont produits aussi bien entre les différents blocs impérialistes qu'au sein de la CEE elle-même. Des reculs et des tournants assez spectaculaires ont été opérés. Tout cela dans une atmosphère généralisée d'incertitude, de morosité et de désarroi. Essayons d'indiquer synthétiquement les traits marquants de la situation, telle qu'elle s'est précisée dans la deuxième moitié de 1992, en partant justement de la crise monétaire.

Cette crise ne peut être expliquée sans prendre en considération trois facteurs : les tensions et les contradictions structurelles du système communautaire, les tendances économiques aussi bien de longue haleine que conjoncturelles, les vicissitudes des marchés boursiers.

En premier lieu, revenons – un article publié dans ce même numéro de notre revue y revient également – sur deux contradictions fondamentales :

a) à l'époque de la mondialisation de l'économie, le marché européen s'avère trop étroit et, selon certains économistes, la dimension européenne serait désormais secondaire. En fait, les intérêts et les choix des multinationales ont souvent plus de poids que les intérêts et les choix non seulement des gouvernements nationaux, mais de la Communauté elle-même ;

b) en dépit de la mondialisation, l'Etat national reste pour les classes dominantes un instrument essentiel sur le terrain non seulement politique et social, mais aussi économique. Les événements de l'automne dernier l'ont encore une fois confirmé.

En deuxième lieu – c'est un point central à souligner – la crise monétaire est, en dernière analyse, le résultat de la dynamique de l'économie mondiale. Plus concrètement, elle a éclaté dans le cadre de la convergence de deux processus :

a) la persistance de l'onde longue de stagnation, qui dure depuis le milieu des années soixante-dix, et dont rien ne permet à l'heure actuelle d'envisager le dépassement ;

b) une situation conjoncturelle généralisée de stagnation ou de récession. L'année 1989 avait marqué un tournant mettant fin à une conjoncture favorable relativement prolongée ; trois ans plus tard, personne n'ose avancer des pronostics sur l'échéance éventuelle d'une relance un tant soit peu importante, et certains n'hésitent pas à expliquer que toute une série de pays doivent faire face à la situation la plus grave depuis 1945.

Dans ce contexte, il va de soi que tous les pays ne sont pas affectés de la même manière. Les taux de croissance, les niveaux d'endettement, les taux d'inflation, les taux d'intérêt ne sont pas les mêmes et les perspectives à court et à moyen terme non plus. En ce qui concerne les pays de la CEE, les chances de respecter les obligations fixées par le traité de Maastricht sont fortement inégales. Voilà ce qui est à l'origine des déplacements de capitaux, des opérations financières et des mouvements boursiers, qui ont bouleversé le Système monétaire européen.

Il faut attirer l'attention, par ailleurs, sur deux phénomènes majeurs des années quatre-vingt. Le premier est représenté par un dépassement de plus en plus accentué du cadre des marchés financiers nationaux et par l'émergence d'un véritable marché global des capitaux. Le deuxième consiste dans le fait que, sous l'impulsion des idéologies et des pratiques thatchériennes et reaganiennes, les capitaux privés ont acquis, dans les marchés financiers, un poids spécifique écrasant. Pour s'en rendre compte, il suffit de penser que, dans ces marchés, jusqu'à mille milliards de dollars par jour circulent, alors que, par exemple au mois de juin 1992, les réserves en devises des banques centrales des sept principaux pays industrialisés étaient d'environ trois cent cinquante milliards de dollars. En fait, comme des journaux spécialisés, par exemple *The Financial Times*, l'ont expliqué, le pouvoir des gouvernements a été considérablement érodé, de même que celui de leurs banques centrales. Celles-ci ont mobilisé, pendant la crise, une partie importante, voire la presque totalité de leurs réserves, sans atteindre leur but, c'est-à-dire sans éviter la dévaluation d'une série de monnaies et la crise du SME. Encore une fois, ce sont les analystes du *Financial Times* qui l'ont dit : les banques centrales ont perdu une guerre. Plus généralement, les gouvernements et les

banques centrales ont perdu dans une large mesure le pouvoir sur la monnaie, qui appartient de plus en plus à des institutions privées comme les banques et les multinationales. En d'autres termes, comme des économistes l'ont indiqué, nous assistons à une « reprivatisation fondamentale de la monnaie », qui rappelle la situation du xvii^e siècle

Pour revenir aux tendances économiques, la crise monétaire a eu un nouveau rebondissement au mois de novembre, notamment avec la dévaluation de la peseta et de l'escudo et les menaces à l'égard du franc français lui-même. Qui plus est, si les données sur la conjoncture aux Etats-Unis ont indiqué une certaine reprise – dont personne, par ailleurs, ne semble surestimer la portée –, le tableau reste sombre en ce qui concerne la CEE. Des secteurs décisifs, dont la sidérurgie, l'industrie automobile et la chimie, doivent faire face à nouveau à de graves difficultés, voire à de véritables crises. Deux des quatre grands pays communautaires, la Grande-Bretagne et l'Italie, connaissent soit une stagnation prolongée, soit une véritable récession et, entre autres, enregistrent une nouvelle augmentation du taux de chômage, avec la perspective d'une aggravation ultérieure à court terme. Quant à l'Allemagne, malgré la force relative de sa monnaie, elle n'est pas à la veille de surmonter les difficultés multiples créées par une unification mal maîtrisée ; de surcroît, elle est en train de plonger dans une véritable récession.

Comment la bourgeoisie de la CEE réagit-elle ou va-t-elle réagir à cette situation ?

Un problème majeur pour elle réside dans le fait que, en dépit de tous les discours sur la réalisation de l'Acte unique et sur le traité de Maastricht, elle semble de moins en moins capable, à l'heure actuelle, de donner des réponses homogènes et d'agir en conséquence. Ainsi, d'un côté, il y a les partisans d'une espèce de fuite en avant, selon lesquels, loin de remettre en question Maastricht, il faudrait accélérer le processus, le cas échéant avec la seule participation des pays susceptibles de respecter les obligations prévues, en y associant éventuellement des pays non communautaires à devise forte et jouissant d'une situation économique relativement plus stable. Il y a, d'un autre côté, ceux qui, tout en ne le déclarant pas explicitement, voudraient faire, du moins partiellement, marche arrière, en esquissant une communauté plus proche d'une zone de libre échange que d'une véritable union économique.

En pratique, les forces centrifuges se sont multipliées et des replis « nationalistes » ou « protectionnistes » se sont nettement amorcés. Des polémiques assez dures ont même éclaté, pour la première fois depuis des décennies, entre des dirigeants de puissances européennes (par exemple, entre Allemands et Britanniques), chacun voulant trouver des boucs émissaires, en attribuant à d'autres la responsabilité de la crise. Des pays comme l'Etat espagnol, le Portugal et l'Irlande ont pris des mesures limitant temporairement la libre circulation des capitaux. D'autres, dont l'Allemagne elle-même, ont mis l'accent sur le « principe » de la subsidiarité, c'est-à-dire sur la priorité des mécanismes nationaux par rapport aux mécanismes communautaires. Le gouvernement britannique a remis le vote parlementaire décisif sur Maastricht et les partis politiques allemands ont fixé, d'un commun accord, des conditions assez strictes pour l'application du traité¹. Pour sa

part, le président de la Bundesbank est allé jusqu'à déclarer que les mécanismes existants du SME « ne contribuent guère à la stabilité du système, mais sont, au contraire, un stimulant puissant à la spéculation » (*Financial Times*, 2 décembre 1992). Comme l'ont confirmé la querelle entre la France et les Etats-Unis, à propos des accords concernant le « libre » commerce de certains produits agricoles, ou celle entre la CEE et les Etats-Unis à la suite des mesures prises par Washington pour protéger sa sidérurgie, les négociations du GATT risquent de créer des tensions supplémentaires et de stimuler davantage des tendances protectionnistes et nationalistes.

Pour compléter le tableau, se répercutent et ne cesseront de se répercuter sur la CEE les contradictions qui déchirent, bien que sous des formes différentes, tant les pays d'Europe orientale, ex-URSS en premier lieu, que les pays sous-développés. L'espoir, très répandu en 1989-1990, de reconquérir à court ou à moyen terme un marché énorme, en y restaurant le capitalisme, a été suivi dans une large mesure par l'incertitude, la déception et le désarroi. D'un côté, il est absolument clair pour tout le monde que les possibilités d'investissements étrangers rentables restent, somme toute, limitées et aléatoires. De l'autre, l'ouverture des marchés occidentaux aux exportations provenant de pays d'Europe orientale ne se fait ni se fera sans problèmes : il suffit de penser que ces pays peuvent exporter surtout des produits agricoles et des produits de la sidérurgie, c'est-à-dire des produits de secteurs déjà frappés par une crise dans la plupart, sinon dans la totalité des pays de la CEE, pour se rendre compte des difficultés qui en découlent. Finalement, la « menace » d'une immigration gigantesque, nourrie désormais non seulement par les pays du tiers monde, mais aussi par les pays d'Europe orientale, devient le symbole des problèmes dramatiques auxquels devra faire face la CEE, de moins en moins en état de défendre sa condition d'îlot « privilégié » dans un monde profondément déchiré et condamné à une misère croissante.

La situation de la CEE est d'autant plus grave que tous – ou presque tous – ses pays connaissent une crise politique sans précédent depuis des décennies, qui affecte gouvernements, partis, alliances ou coalitions. C'est dans ce cadre, sur l'arrière-fond de la crise économique et sociale, que des formations de droite ou d'extrême droite, nouvellement surgies ou relancées, gagnent du terrain, en remettant en question les équilibres existants. Pour l'instant, aucune de ces formations, dans aucun pays, ne représente une alternative globale. Mais la situation pourrait changer, et même assez rapidement dans certains cas : le rapport de forces pourrait évoluer et l'extrême droite se regrouper et se recomposer sous des formes qu'on ne saurait prévoir dès maintenant.

Les articles que nous publions dans ce numéro de notre revue ² analysent la dynamique économique et les changements sociaux dans quatre pays : Grande-Bretagne, France, Italie et Etat espagnol. Ils analysent également, cela va de soi, les réactions des classes exploitées et du mouvement ouvrier. Ici, limitons-nous, pour conclure, à deux considérations rapides sur les perspectives.

La question n'est pas tellement de savoir s'il y aura des ripostes ouvrières, mais quelle sera leur ampleur, leur continuité et leur efficacité. Au cours des quatre derniers mois de 1992, après la vague de grèves en Grèce, il y a eu des mobilisa-

tions multiples et puissantes en Italie et des manifestations massives autour de la lutte des mineurs en Grande-Bretagne. Mais cela n'a pas été suffisant pour arrêter l'offensive bourgeoise, même si, dans le cas de la Grande-Bretagne, le gouvernement Major a dû partiellement reculer. A l'heure actuelle, le problème s'est posé et se pose surtout en Italie. Comme le souligne l'article que nous publions sur ce pays, les grèves réalisées jusqu'ici, y compris une grève nationale de quatre heures, n'ont pas ébranlé la volonté du gouvernement d'imposer des mesures anti-ouvrières drastiques. A la limite, on peut douter que même une grève générale de huit heures puisse changer les choses. Il faut donc envisager des méthodes de lutte plus radicales, allant jusqu'à une grève générale illimitée, et une organisation démocratique du mouvement à tous les niveaux, dans les instances syndicales et en dehors de ces instances. Quelques expériences significatives ont déjà été faites à ce sujet.

Ensuite, la faiblesse majeure du mouvement ouvrier réside dans son incapacité à représenter une alternative politique d'ensemble. Pourtant, il est impératif que le mouvement ouvrier n'apparaisse pas comme partie intégrante lui aussi de régimes politiques de plus en plus rejetés par les masses. S'il n'est pas capable de le faire, s'il ne se rend pas compte qu'aujourd'hui il est à nouveau possible, face à la crise de la CEE et du capitalisme à l'échelle mondiale, de mener, avec des chances d'être écouté, une propagande anticapitaliste, le risque est grand que le terrain soit occupé par des démagogues populistes, réactionnaires, sinon carrément fascistes, et que la vague raciste et xénophobe s'étende davantage.

Les jeux ne sont pas faits. Mais il est urgent de préparer et lancer la contre-attaque.

décembre 1992

1. La décision a été prise que toute démarche future impliquant un transfert de souveraineté nationale à la CEE ne pourra être adoptée qu'à la majorité des deux tiers. Les Länder auront, pour leur part, un droit de participation et de regard en ce qui concerne la législation européenne.

2. Trois des articles que nous publions ont été écrits par des collaborateurs habituels de notre revue, un quatrième par un membre de LCR française et un cinquième, celui sur l'Etat espagnol, par Alfonso Ortí, enseignant à l'Université autonome de Madrid.

PHIL HEARSE

Guerre de classes sur les ruines du thatchérisme

Le 28 septembre 1992, la livre sterling est tombée sous les coups des « spéculateurs » internationaux, dont beaucoup de banques britanniques parmi les plus importantes. La Grande-Bretagne a été obligée de quitter l'European Exchange Rate Mechanism (ERM/EMS). C'était le premier d'une série d'événements qui ont secoué de fond en comble le gouvernement conservateur de John Major. Celui-ci n'a pu survivre que grâce à une majorité de trois voix, lors d'un vote sur le traité de Maastricht (trente députés conservateurs, inspirés par Margaret Thatcher, refusant de l'appuyer).

Au même moment, des manifestations gigantesques, rassemblant environ deux cent mille personnes, ont eu lieu pour protester contre la décision de fermer trente et une mines de charbon avec la suppression de trente mille emplois. Pour la deuxième fois, le gouvernement a été sauvé de justesse au Parlement. D'autres protestations ont été provoquées par la décision de fermer douze hôpitaux londoniens. Finalement, le gouvernement a été impliqué dans une grave affaire de vente d'armes à l'Irak, survenue à la veille de la guerre du Golfe.

Voilà quelques-uns des épisodes les plus spectaculaires du crescendo d'un effondrement économique en train de bouleverser une industrie déjà durement frappée. En automne 1992, trente mille emplois ont été supprimés par semaine. Un déficit gigantesque du budget a conduit le gouvernement à proclamer le blocage des salaires de cinq millions de fonctionnaires. Toutes les prévisions de dépenses nationales ont été drastiquement réduites.

Bref, tous les traits caractéristiques de la crise britannique ont réapparu quelques mois après les élections législatives, où les conservateurs avaient gagné en promettant une croissance économique à court terme. En l'espace de quelques mois, l'histoire a exprimé son premier jugement sur la période de onze années de gouvernement Thatcher (1979-1990).

Pourquoi le thatchérisme était arrivé au pouvoir

Le déclin historique de la Grande-Bretagne capitaliste, qui, après avoir été la principale puissance industrielle mondiale, est devenue une puissance de troisième ordre, n'est pas une nouveauté. Les années décisives à l'origine de la crise actuelle avaient été celles du gouvernement conservateur d'Edward Heath (1970-1974). Le but principal de Heath avait été de frapper le « pouvoir des syndicats » par l'adoption du fameux Industrial Relations Act (loi sur les relations industrielles), qui interdisait les grèves de solidarité et imposait d'autres restrictions aux droits des ouvriers. En même temps, Heath s'était engagé à limiter l'intervention de l'Etat dans l'économie en donnant le feu vert aux forces du marché et en permettant la faillite des sociétés en crise.

Or, aucun de ces projets n'avait été réalisé. Les crises de désespoir des entrepreneurs britanniques avaient fait perdre le contrôle de la situation au gouvernement, et l'avaient amené à rétablir les subsides de l'Etat aux secteurs menacés. En même temps, la législation antisyndicale s'était écroulée entre 1972 et 1974 dans le cadre de la vague la plus puissante de militantisme des travailleurs industriels depuis les années vingt. En 1974, le gouvernement avait été renversé par la deuxième grève des mineurs en l'espace de deux ans. C'était la première fois dans l'histoire moderne d'Europe occidentale qu'un gouvernement était renversé par un soulèvement ouvrier. Dans la même année, le Labour Party (LP) avait gagné les élections.

Toujours est-il que le gouvernement Heath avait laissé un héritage durable, bien que durement contesté : la décision de provoquer un tournant pro-européen du capitalisme britannique par l'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE).

La crise gouvernementale de 1974 avait coïncidé avec le commencement de la récession économique mondiale (1974-1975). C'est la combinaison de ces deux événements qui a bouleversé, en 1975, le Parti conservateur, en provoquant la défaite de Heath aux élections pour le *leadership* du parti et son remplacement par Margaret Thatcher. Celle-ci a promis de propulser un programme bourgeois tout à fait nouveau visant à écraser les syndicats, à renouveler complètement l'industrie,

en acceptant l'hégémonie sans limite du marché, et à réduire drastiquement le rôle de l'Etat au niveau aussi bien national que local. Thatcher a été la première au monde parmi les dirigeant(e)s d'un parti bourgeois à avancer un programme néolibéral d'ensemble pour arriver au pouvoir.

L'échec du « thatchérisme tardif »

Le gouvernement travailliste de 1974-1979 a été un fiasco : il avait été lui-même victime du militantisme des travailleurs industriels pendant l'« hiver de mécontentement », en 1978-1979. A partir de l'époque du prêt massif du Fonds monétaire international (FMI), en 1976, il n'avait fait rien d'autre qu'imposer des mesures d'austérité croissantes.

Depuis 1979, le thatchérisme au pouvoir a développé un programme qui évoluait et s'approfondissait, en changeant brusquement de direction à la moitié des années quatre-vingt.

La période allant jusqu'en 1984-1985 a été une période de monétarisme sans limite et de déflation délibérément choisie. Cela a eu des conséquences économiques désastreuses : le chômage est passé d'un million à trois millions de personnes. Le poids spécifique de l'industrie manufacturière, notamment des secteurs basés sur l'acier et l'industrie automobile, s'est réduit très considérablement. Des tentatives vigoureuses ont été faites pour réduire les dépenses de l'Etat. En même temps, des lois antisyndicales de plus en plus draconiennes ont été adoptées. Par ailleurs, après l'élection de Reagan, la politique étrangère britannique, tout en ne renonçant pas à la CEE, s'est orientée très nettement vers les Etats-Unis.

Il est clair que, dans sa première phase, le thatchérisme a eu pour but de rétablir la situation de l'industrie manufacturière par un « bouleversement », par l'application de la politique que Heath avait dû abandonner, c'est-à-dire de permettre aux sociétés les plus faibles de faire faillite, en accroissant par ce biais la productivité moyenne. La productivité s'est effectivement accrue grâce à une sérieuse érosion du pouvoir des syndicats à cause du chômage, et à la faillite des sociétés les plus faibles. Mais, d'un point de vue plus général, cela n'a pas du tout contribué à relancer l'industrie manufacturière d'une économie déprimée. Au lieu de reconnaître l'échec, les partisans de Thatcher ont commencé à le théoriser implicitement.

Cet échec aurait dû provoquer la défaite de Thatcher aux élections de 1987. Mais une chose l'a sauvée : le boom spéculatif et inflationniste de l'économie des Etats-Unis, transféré rapidement en Grande-Bretagne par une dérégulation des marchés financiers, qui renforçait la place de Londres comme principal marché mondial des changes.

Vers la fin des années quatre-vingt, un boom extraordinaire de style *yuppie*, basé sur le secteur financier, les services et les propriétés immobilières, s'est développé dans le sud de l'Angleterre à l'avantage des classes moyennes. Les revenus des gens qui travaillaient ont augmenté. C'est sur cette base que les partisans de Thatcher ont proclamé une nouvelle philosophie : selon eux, la Grande-Bretagne pouvait rester une puissance capitaliste importante, malgré le déclin de son

industrie manufacturière, grâce à son rôle considérable dans la finance mondiale, aux profits de ses investissements à l'extérieur et à une main-d'œuvre bon marché susceptible d'attirer des investissements du Japon et des Etats-Unis.

C'est cette illusion qui est en train d'être balayée par la crise actuelle. Au fur et à mesure que l'économie mondiale, et notamment l'économie des Etats-Unis, a plongé encore une fois dans la récession, le boom *yuppie* s'est épuisé, de même que les illusions maniaques du « thatchérisme tardif ».

Les guerres entre conservateurs

Tout au long des années de Thatcher, un clivage fondamental s'est opéré. Le modèle d'accumulation prôné par le thatchérisme tardif a donné des coups supplémentaires à la bourgeoisie industrielle. Historiquement, il a existé en Grande-Bretagne, qui reste le plus international des principaux pays impérialistes, un secteur rentier excessivement puissant, basé sur les banques et la finance aussi bien que sur les investissements extérieurs. Cela explique le paradoxe d'une économie nationale en déclin rapide avec une bourgeoisie encore richissime.

La très forte orientation « atlantiste », pro-américaine, de Thatcher correspondait parfaitement aux intérêts du secteur de la bourgeoisie qui investissait son argent aux Etats-Unis à la fin des années quatre-vingt. En revanche, le marché le plus important pour les produits industriels britanniques n'était pas celui des Etats-Unis, mais celui de l'Allemagne. Voilà pourquoi Thatcher a essayé un jeu d'équilibre unique : maintenir la Grande-Bretagne dans la CEE et, en même temps, lui faire jouer un rôle charnière entre le bloc commercial émergent en Amérique du Nord et l'Europe.

Toutefois, l'accélération du processus d'intégration européenne, et notamment la perspective d'une politique extérieure et militaire commune, était inacceptable pour les Etats-Unis et risquait de lier la Grande-Bretagne à une option pro-européenne. Voilà la base matérielle fondamentale des conflits gigantesques qui ont déchiré le Parti conservateur à propos de Maastricht.

La défaite de Thatcher, en novembre 1990, a favorisé la fraction pro-européenne des conservateurs, en premier lieu Michael Heseltine, aujourd'hui numéro deux de la direction du parti (Heseltine avait démissionné du gouvernement en 1976 sur la question du choix que devait faire l'industrie britannique des hélicoptères, à savoir si elle devait se lier à la société nord-américaine Sikorski, comme Thatcher le souhaitait, ou participer à un consortium européen).

La bataille sur Maastricht a été particulièrement empoisonnée par les symboles idéologiques d'indépendance et de nationalité, si importants pour les conservateurs britanniques.

Aux yeux de ceux-ci, les calculs économiques rationnels passent souvent au second plan par rapport aux débats purement nationalistes. La confusion s'est accrue davantage par le fait que les cercles bourgeois n'ont pas d'idée claire sur les perspectives économiques réelles du capitalisme britannique, et donc sur les choix rationnels à faire. Puisqu'il ne veut pas s'intégrer complètement dans l'Europe

communautaire ni en être exclu, le Parti conservateur aborde ce problème en passant d'une crise à l'autre.

La longue action d'arrière-garde du mouvement ouvrier

La Grande-Bretagne est le pays où, dans les années quatre-vingt, un parti ouvrier de masse a été confronté au défi de gauche le plus agressif et où s'est déroulée la lutte ouvrière la plus prolongée, c'est-à-dire la grève des mineurs de 1984-1985. Mais, dans les deux cas, cela a abouti à d'amères défaites. C'est la combinaison du profond désarroi dans les rangs de la bourgeoisie et des échecs essuyés par la classe ouvrière et la gauche qui représente le trait particulier de la crise britannique.

La révolte de la gauche du Labour Party est liée surtout au nom de Tony Benn, brillant orateur d'origine aristocratique, qui s'est déplacé progressivement à gauche pendant vingt ans. La victoire électorale de Thatcher sur un gouvernement travailliste droitier, en 1979, avait exaspéré les militants de base du LP et des syndicats, qui exigeaient des réponses à une question très simple : qu'était devenue l'orientation travailliste de réformes radicales, prônée par Wilson et Callaghan, une fois que ceux-ci s'étaient installés au gouvernement ? C'est en partant de cela que Benn avait avancé un programme qui, pour le LP, était subversif : une orientation politique radicale et la revendication d'une démocratie interne permettant aux militants de contrôler leur parti. En 1981, Benn n'avait été battu aux élections pour devenir secrétaire adjoint que d'extrême justesse (49 % pour lui contre 50 %).

Lorsque, en 1983, Thatcher a été confirmée au pouvoir grâce à sa victoire dans la guerre des Malouines, la droite travailliste s'est lancée dans une gigantesque offensive contre Benn, en exigeant un déplacement du LP vers le centre, pour qu'il devienne à nouveau « éligible ». La longue chasse aux sorcières contre la gauche a commencé avec l'exclusion des dirigeants de la tendance d'extrême gauche The Militant, à la conférence d'octobre 1983. Mais le déplacement à droite du LP a été lié aux développements de la lutte de classes. Le militantisme des travailleurs industriels dans les années soixante-dix avait donné naissance au bennisme ; ses défaites dans les années quatre-vingt ont constitué la base de la défaite du même bennisme. Les dirigeants du LP et des Trade Unions ont saboté la grève des mineurs en 1984-1985. Si cette grève avait gagné, elle aurait provoqué la chute de Thatcher et une croissance spectaculaire de la gauche. Tout en ne faisant pas de concessions à la théorie des complots, on peut donc estimer que la bureaucratie travailliste n'avait aucun intérêt à ce que les mineurs emportent leur lutte.

Le résultat de la grève a été une nouvelle stabilisation du régime thatcherien, la victoire des conservateurs aux élections en 1987, le déplacement plus accentué du LP vers la droite et toute une série de défaites du mouvement ouvrier dans l'industrie. Des dizaines de milliers de militants ont quitté le LP, qui a désormais le nombre de membres le plus bas depuis le début du siècle.

Toutefois, il faut saisir les limites de ces défaites. En Grande-Bretagne, il y a encore huit millions de syndiqués, même si le niveau de grèves est très bas. Le LP a encore l'aile gauche la plus forte de tous les partis sociaux-démocrates européens, même si le poids de cette gauche s'est fortement réduit. Un potentiel de mobilisation énorme subsiste toujours.

Entre 1987 et 1989, il y a eu une relance importante des luttes ouvrières au moment où l'économie a connu un mini-boom : les salaires ont augmenté à l'époque de 10 %. Cette vague de militantisme ouvrier a été limitée dans la mesure où la nouvelle récession a créé à nouveau un chômage de masse. La question cruciale, à laquelle on n'a pas donné de réponse pour l'instant, est de savoir si le militantisme ouvrier réapparaîtra dans les années quatre-vingt-dix.

Le gouvernement en crise

Vers la fin des années quatre-vingt, les partisans de Thatcher ont proclamé qu'un « miracle économique » avait été réalisé grâce à leur politique. C'est faux. Le boom britannique, que nous avons décrit, a été le produit des développements au niveau de l'économie mondiale et, surtout, de l'économie des Etats-Unis, et n'a rien à voir avec la politique déflationniste et monétariste du programme initial de Thatcher. En fait, il a été obtenu grâce à la décision heureuse d'abandonner cette politique et de donner libre cours à un boom spéculatif inflationniste.

Maintenant, les résultats de ce tournant sont dénoncés tout comme le modèle « rentier » de développement du capitalisme britannique. Le déclin de l'économie mondiale a réduit très sérieusement les exportations britanniques et les bénéfices des investissements étrangers. Le chômage et la dépression ont accru drastiquement la pauvreté, en frappant durement les classes moyennes et les secteurs les plus favorisés de la classe ouvrière, qui avaient constitué la base du thatchérisme. Cela a comporté une crise fiscale dramatique de l'Etat, à la suite de la chute de l'impôt sur le revenu. Le déficit national atteindra, en 1992, environ cinquante-deux milliards de dollars, et il dépassera les soixante milliards en 1993. En dépit de toutes les privatisations, Thatcher n'a pas réussi à réduire les dépenses de l'Etat. Ainsi, Major se trouve piégé : l'impôt sur le revenu baisse et, en même temps, les dépenses de l'Etat augmentent à cause des frais supplémentaires pour le chômage et la Sécurité sociale. D'où une conclusion inévitable : cette année, le gouvernement s'efforcera de contenir les salaires des fonctionnaires. L'année prochaine, il sera obligé de lancer une attaque massive contre l'Etat-providence en réduisant la Sécurité sociale en termes aussi bien absolus que relatifs.

La crise économique a désormais une portée catastrophique. Le chômage réel dépasse quatre millions de personnes. Il augmentera d'un million l'année prochaine. L'économie est en chute libre. N'ayant aucune politique de reconstruction industrielle, les conservateurs de Major seront obligés d'essayer d'éliminer ce qui reste du règlement établi entre les classes après la guerre par la destruction de l'Etat-providence. Mais cela dépend évidemment de la capacité du gouvernement à surmonter sa crise actuelle.

L'ensemble des facteurs que nous avons mentionnés plus haut indique que le gouvernement risque sérieusement de tomber dans les mois prochains. Le danger provient justement de deux problèmes qui ont obsédé la bourgeoisie pendant deux décennies : l'Europe et le militantisme ouvrier (plus concrètement, celui des mineurs).

La destruction de l'industrie minière proposée par les conservateurs n'a rien à voir avec la rationalité économique : le charbon britannique est le meilleur marché produit en Europe dans des mines de fond. La décision d'opter pour la production d'énergie sur la base du gaz est inspirée, en fait, par la volonté d'en finir avec le pouvoir industriel des cinquante mille qui ont toujours le syndicat le plus à gauche, la National Union of Mineworkers (NUM), dirigée par Arthur Scargill, syndicaliste d'extrême gauche, bien que membre du LP.

Les conservateurs ont été pris au dépourvu par l'explosion de rage qui a suivi l'annonce de la fermeture de trente et une mines de charbon. Cette annonce a provoqué des mobilisations de protestation gigantesques : des manifestations de cent et deux cent mille personnes ont eu lieu en octobre en l'espace de quelques jours. Paradoxalement, les conservateurs favorables à Thatcher ont pu exploiter la crise à leur avantage, en se présentant comme les champions des mineurs et en exigeant des concessions de la part du gouvernement.

Les manifestations ont eu trois composantes : les syndicats, qui ont mobilisé énormément leurs membres, le LP, dont les branches locales se sont mobilisées massivement dans les rues pour la première fois depuis dix ans, et l'extrême gauche hégémonisée par des organisations trotskystes ou trotskysantes.

Pour obtenir une majorité au Parlement, Major a été obligé de faire des concessions importantes sur les échéances des fermetures et de promettre une révision complète de sa politique énergétique. Mais le plan de fermeture des puits n'a pas été retiré jusqu'à maintenant. Les concessions ont fait apparaître les mobilisations comme étant moins urgentes. Mais cela n'a pas empêché la formation d'un mouvement important de solidarité avec les mineurs, l'organisation de comités unitaires et de démonstrations de masse dans toute les villes. Toutefois, les limites de ce mouvement résident justement dans le fait que c'est un mouvement de protestation. Le mouvement ouvrier y est massivement impliqué. Mais la protestation n'a pas débouché sur des grèves, alors que, en dernière analyse, un mouvement de protestation, même important, ne saurait gagner sans des initiatives massives dans les secteurs industriels. En fait, sur l'arrière-fond de la crise politique et des protestations, la vague de licenciements ne s'arrête guère et la direction des Trade Unions en profite pour se déplacer vers la droite.

A la demande de grève générale d'un jour et d'une mobilisation des secteurs industriels, avancée par l'extrême gauche et reprise massivement à la base du mouvement travailliste, les Trade Unions ont répondu par une campagne d'envergure très limitée pour la « récupération nationale ». Cela comporte l'organisation de meetings du vieux style Front populaire, avec la participation d'entrepreneurs bien connus, de conservateurs dissidents, de personnalités de différentes Eglises et de dirigeants du LP, pour exiger que le gouvernement permette à la Grande-Bretagne de « reprendre à travailler ». Voilà la recette pour une défaite totale.

Beaucoup de choses dépendent des décisions que le syndicat des mineurs lui-même prendra à la veille des fermetures des puits (les dix premières devraient avoir lieu en janvier 1993). S'il n'y a pas d'opposition, avec des grèves et occupation de mines, les chances de transformer le mouvement de protestation en une remobilisation des syndicats seront sérieusement compromises.

En plus du problème des mines, les conservateurs doivent résoudre la question de leur attitude face à Maastricht. La victoire de Major, au mois d'octobre, avec une majorité parlementaire de trois voix, a été obtenue parce qu'il s'agissait de trancher sur un aspect technique et non d'exprimer un vote décisif. En dernière analyse, le destin du gouvernement pourrait dépendre du résultat d'un nouveau référendum au Danemark : si les Danois votaient à nouveau « non », l'approbation par le Parlement britannique serait impossible.

Toujours est-il que Major dispose d'un allié potentiel et d'une ceinture de sécurité : la direction du LP. Les dirigeants travaillistes sont favorables à Maastricht et, dans le passé, ils ont attaqué le gouvernement en lui reprochant d'être trop peu pro-européen. Lors d'un vote décisif, ils pourraient choisir de voter pour Maastricht, même s'il était possible de renverser le gouvernement sur cette question.

La gauche et les perspectives de dénouement de la crise

Si l'effondrement économique et le désarroi de la bourgeoisie, aussi bien que les défaites et la démoralisation du mouvement ouvrier, constituent le cadre de la crise, le facteur qui empêche une solution décisive est incontestablement la direction du mouvement ouvrier. Le LP a l'orientation la plus droitière qu'il ait jamais eue au cours de ce siècle et les Trade Unions sont presque complètement dominées par les dirigeants « néo-réalistes » de leur aile droite.

Dans les années quatre-vingt, la direction des Trade Unions s'était opposée au militantisme ouvrier et aux actions défiant la loi antisyndicale, et elle avait demandé d'« attendre un gouvernement travailliste ». Alors que cette perspective a disparu pour cinq ans, un « syndicalisme d'affaires » explicite a été affirmé et la redéfinition des syndicats comme fournisseurs de services sociaux et autres à leurs membres, plus que comme organisateurs d'actions collectives, est devenue le « sens commun » des dirigeants syndicaux.

Quant aux dirigeants travaillistes, Neil Kinnock d'abord et John Smith ensuite, ils ont adopté toutes les conceptions de base du thatchérisme : en d'autres termes, ils ont abandonné toute orientation économique keynésienne, en s'adaptant de plus en plus aux tentatives de détruire l'Etat-providence. Il s'agit d'un recul historique de la part de la social-démocratie britannique. En effet, le fondement du LP après la guerre a justement résidé dans le règlement – établi en 1945 et concrétisé par le gouvernement travailliste entre 1945 et 1951 – qui combinait la formation d'un secteur public important dans l'économie, un Etat-providence substantiel incluant la gratuité des soins médicaux et une philosophie d'intervention de l'Etat dans l'économie. La seule chose qui reste de cette philosophie dans la politique officiel-

le du LP est une préoccupation résiduelle de maintenir quelques aspects de l'Etat-providence.

Quoi qu'il en soit, aussi bien la direction du LP que la direction des Trade Unions feront de leur mieux pour empêcher toute initiative de grèves en défense des mineurs, de même que pour éviter que la crise des mines et celle de Maastricht entraînent la chute du gouvernement.

Quel rôle la gauche du mouvement ouvrier pourra-t-elle jouer dans cette crise ? Des députés comme Tony Benn et Dennis Skinner ont eu un rôle central dans la formation du mouvement de solidarité avec les mineurs. Mais leur base au sein du LP s'est fortement réduite. Par conséquent, il est difficile de répondre dès maintenant à la question de savoir s'ils pourront exploiter la crise actuelle pour regagner un soutien important dans le LP.

Paradoxalement, une popularité massive à la base des syndicats ne comporte pas automatiquement un nouvel essor de la gauche dans le parti lui-même, à cause de la réduction de ses membres. Mais, s'il y avait des grèves prolongées et si le gouvernement essayait de véritables défaites, on pourrait s'attendre à une relance de la gauche travailliste. Les restes dispersés du Parti communiste britannique jouent, pour leur part, un rôle de plus en plus limité, surtout en utilisant le quotidien communiste *Morning Star*, qui tire à six mille exemplaires et constitue un instrument dans les mains de la bureaucratie syndicale.

Les manifestations en défense des mineurs ont été dominées, du point de vue politique, par l'extrême gauche, notamment par le Socialist Workers Party et The Militant, du moins dans le sens où ce sont leurs revendications (respectivement « grève générale maintenant » et « grève générale d'un jour ») qui ont été au premier plan. En effet, les forces les plus importantes à la gauche du LP sont représentées aujourd'hui par environ dix mille militants d'organisations se réclamant du trotskysme.

Mais la difficulté réside dans le fait que ce rapport de forces s'est établi dans une période de défaites de la classe ouvrière. Par conséquent, l'extrême gauche est encore très loin d'avoir une influence de masse lui permettant d'apparaître comme une direction alternative réelle du mouvement ouvrier (à l'exception des forces locales dont dispose The Militant à Glasgow et à Liverpool).

La situation se complique par les méthodes sectaires qui caractérisent les deux principales organisations de cette extrême gauche. En ce qui concerne plus particulièrement la situation actuelle, alors que le SWP a lancé le mot d'ordre de « grève générale maintenant » sous une forme ultimatisée, les autres organisations sont plutôt d'accord sur l'idée que seule une relance des grèves pourrait assurer une défense des mineurs et provoquer la défaite du gouvernement conservateur. Il est vrai, toutefois, que la dynamique du mouvement de masse échappe au contrôle de l'extrême gauche, qui ne peut pas, à l'heure actuelle, en déterminer l'aboutissement.

Notre appréciation est, en dernière analyse, que la crise gouvernementale actuelle est limitée dans le temps. La possibilité existe que le gouvernement tombe. Mais, s'il inflige une défaite aux mineurs et fait passer le traité de Maastricht, Major ne sera pas renversé. La situation sera alors mauvaise. Il n'y aura plus aucun

obstacle à une attaque globale des acquis historiques de mouvement ouvrier, c'est-à-dire l'Etat-providence.

Comme en 1931, la voie sera ouverte pour une réduction des allocations de chômage et pour le démantèlement de la Sécurité sociale. Dans le mouvement travailliste, la domination de la droite sera consolidée et les perspectives de la gauche seront particulièrement sombres. Par ailleurs, la Grande-Bretagne est le seul grand pays européen qui n'ait pas connu l'émergence d'un mouvement d'extrême droite ou néo-fasciste. Mais, si le mouvement ouvrier subissait de nouvelles défaites majeures, avec un gouvernement conservateur absolument impopulaire, l'émergence d'une nouvelle extrême droite serait tout à fait possible. Toutefois, sur la voie de ces développements, il existe toujours l'obstacle représenté par une classe ouvrière qui a huit millions de membres organisés dans les syndicats et qui a fait preuve d'une capacité de résistance durable face aux coups répétés et aux trahisons de ses directions.

Quel que soit l'aboutissement de la crise actuelle, la Grande-Bretagne ne pourra pas surmonter son déclin économique historique. Plus généralement, les processus futurs dépendront de l'évolution de la situation économique à l'échelle mondiale. Si l'actuelle récession mondiale était surmontée et s'il y avait un nouveau boom majeur, le capitalisme britannique serait entraîné dans un tel processus.

Le cours de la lutte de classes n'est pas automatiquement lié à l'évolution de la situation économique. Néanmoins, ce n'est pas par hasard que la reprise du militantisme ouvrier britannique, en 1987-1989, s'est produite lors d'un boom économique du pays, d'une diminution du chômage et d'une augmentation de l'inflation. Des luttes pour les salaires avaient mis fin à la passivité des années précédentes.

Toute l'expérience depuis la récession de 1974-1975 indique qu'il est beaucoup plus difficile de combattre le chômage et les licenciements que de mener des luttes pour les salaires. C'est justement la montée spectaculaire du chômage – et non la législation antisyndicale – qui est à l'origine du niveau historiquement bas des luttes ouvrières en Grande-Bretagne dans la période en question. Des ouvriers, qui sont décidés à lancer des grèves, trouvent toujours le moyen de le faire sous des formes légales. En revanche, des ouvriers qui ont peur de perdre leur emploi, dans une situation où le chômage n'est pas un inconvénient à court terme, mais un désastre personnel, renonceront à de telles actions.

La Grande-Bretagne est le plus international des principaux capitalismes et son destin à moyen terme dépendra des facteurs internationaux plus que celui de tous les autres pays. L'économie mondiale connaîtra-t-elle une reprise et le militantisme ouvrier surgira-t-il dans le reste de l'Europe ? En tout cas, rien ne sauvera, à long terme, la Grande-Bretagne d'un déclin relatif ultérieur, d'une rétrogradation de puissance capitaliste de troisième ordre à puissance de quatrième ou cinquième ordre.

L'arrogance congénitale de la bourgeoisie britannique, produit de l'empire, est sérieusement ébranlée. Le thatchérisme, avec sa nouvelle philosophie triomphaliste proclamant la solution finale de la crise, a eu comme résultat, en dépit des intentions originelles, de faire des ravages dans les fondements industriels du pays.

S'il n'y a pas une nouvelle onde longue de croissance du capitalisme international, la Grande-Bretagne est condamnée à une crise permanente. A long terme, la victoire appartient aux partisans des solutions politiques extrêmes et radicales, de droite ou de gauche.

novembre 1992

LIVIO MAITAN

*Italie :
crise majeure
de la première république*

Il était déjà clair au cours de la deuxième moitié de 1991 que l'Italie entrait dans une crise économique, sociale et politique globale. Les dix premiers mois de cette année ont confirmé ce diagnostic au-delà de toute attente : c'est la crise de loin la plus grave que le pays connaît depuis la fin de la guerre, et c'est l'*establishment* bourgeois de quatre décennies qui est remis en question.

Bref rappel historique

Il nous semble utile de revenir rapidement en arrière pour esquisser un tableau très synthétique de presque un demi-siècle d'histoire.

Dans la crise qui éclate à la chute du fascisme et dans les dernières années de la guerre, on assiste à un réalignement et à une recomposition de toutes les classes sociales. La bourgeoisie industrielle et financière, qui avait lâché le pouvoir fasciste à partir du moment où celui-ci était apparu voué à la défaite militaire, mise

sur l'alliance étroite avec les puissances dites démocratiques pour établir le cadre général de la reconstruction du pays. Mais, étant donné le rapport de forces, elle adopte une politique d'unité nationale, c'est-à-dire de collaboration, y compris au niveau gouvernemental, entre ses partis et les partis se réclamant du mouvement ouvrier. Rappelons qu'à partir de 1943 il s'était produit une radicalisation croissante de très larges couches de travailleurs et de la paysannerie aussi bien que de secteurs importants de la petite bourgeoisie urbaine et de l'*intelligentsia*, que les ouvriers avaient imposé des formes de dualité de pouvoir surtout dans les grandes entreprises du Nord, que dans le Sud il y avait eu des occupations de terre, que des revendications démocratiques assez radicales étaient très largement avancées et que l'idée de la nécessité d'un changement qualitatif de société avait inspiré la majorité des protagonistes actifs de la lutte antifasciste.

Dans un tel contexte, il était impossible pour les classes dominantes, de même que pour les gouvernements des puissances occidentales victorieuses, d'envisager un affrontement direct avec la classe ouvrière et ses partis. Un « compromis » était nécessaire. Il s'est avéré dès le début réalisable parce que les partis ouvriers acceptaient le partage international des sphères d'influence fixé à Yalta, et renonçaient explicitement à toute stratégie visant à remettre en question les bases socio-économiques du système.

C'est Togliatti lui-même qui a expliqué dans les termes suivants le sens de ce compromis : « *La nature du compromis ne pouvait se baser que sur les points suivants : renoncement à des orientations économiques du type révolutionnaire ; direction de la vie économique – donc, aussi de l'assainissement financier et de la reconstruction – laissée, pour l'essentiel, aux mains des forces conservatrices ; engagement de la part de tous les partis à rechercher les solutions politiques fondamentales : défense, sur le terrain syndical, des conséquences éventuelles, antisociales et antinationales, d'une politique économique conservatrice qui serait marquée par un libéralisme effréné ; par conséquent, liberté d'action syndicale, réformes minima sur le terrain agraire et, en même temps, développement de l'initiative populaire pour faire face, sous une certaine forme, aux nécessités les plus urgentes et à la situation angoissante des masses* » (*Rinascita*, 8 août 1946).

On pourrait dire, à la rigueur, que ce compromis s'est réalisé par l'adoption de la nouvelle Constitution, effectivement assez avancée du point de vue démocratique. Mais il ne s'est pas du tout réalisé au niveau de la direction politique et encore moins au niveau social. Ainsi, la politique d'unité antifasciste et nationale des années 1944-1947 n'a été que la condition préalable de l'opération d'ensemble de reconstruction de l'économie capitaliste et de l'appareil d'Etat bourgeois bouleversé par la Seconde Guerre mondiale et la guerre civile. Les étapes marquantes de ce processus ont été la rupture de l'unité nationale en 1947, en accord avec le gouvernement des Etats-Unis, la victoire électorale de la Démocratie chrétienne (DC) aux élections d'avril 1948, la rupture de l'unité syndicale, à la suite des mobilisations provoquées par l'attentat contre Togliatti en juillet de la même année, et l'intégration de l'Italie dans l'OTAN en 1949. La réforme agraire, qui est réalisée par la suite, tout en étant extrêmement timorée, a introduit des changements notamment dans le Sud, en provoquant une recomposition et « modernisa-

tion » partielles de certaines couches des classes dominantes et en jouant, en dernière analyse, comme un facteur de stabilisation relative.

Finalement, l'Italie reconstruite a pu profiter du boom économique prolongé de l'économie capitaliste mondiale. L'instrument politique essentiel de toutes ces opérations a été un parti qui, tout en étant fondamentalement bourgeois, avait réussi à s'assurer une large base de masse, grâce aussi bien au soutien actif de l'Eglise, d'organisations catholiques laïques et d'organisations de couches de la petite et moyenne paysannerie qu'à des mesures économiques bien ciblées visant à créer des clientèles très importantes du point de vue électoral.

Néanmoins, le mouvement ouvrier, de même que le mouvement paysan, réussit à maintenir tout au long de cette période une force considérable (présence et activité des syndicats, développement des coopératives, rôle des municipalités rouges, poids culturel des intellectuels de gauche, etc.). En même temps, déjà à partir de 1953, des difficultés et des tensions surgissent dans la coalition gouvernementale centriste. C'est le début d'un processus de réflexion sur la nécessité d'une rationalisation ultérieure des structures économiques et d'une recomposition du cadre politique visant à permettre un élargissement du bloc gouvernemental hégémonique. Ce sont, avant tout, des secteurs capitalistes parmi les plus dynamiques, dont FIAT, qui poussent dans cette direction.

L'aboutissement de tout cela se traduit par l'adoption de la politique dite de centre-gauche, en 1963-1964. Le but était de coopter une partie du mouvement ouvrier et de diminuer le poids spécifique des secteurs les plus conservateurs des classes dominantes.

En fait, des changements se produisaient au niveau socio-politique. La bourgeoisie agraire perdait du terrain ; certaines couches moyennes rurales, liées dans une large mesure au mouvement ouvrier depuis la fin de la guerre, se rétrécissaient ; la base sociale de la DC elle-même subissait des transformations : alors que sa base paysanne se réduisait à la suite des changements socio-économiques du pays, le poids d'une petite bourgeoisie urbaine, qui profitait, directement ou indirectement, du boom économique, augmentait. Sur le terrain plus strictement politique, la naissance du centre-gauche a été aussi un sous-produit de la crise du stalinisme en 1956, à la suite de laquelle le Parti socialiste italien (PSI) avait largué ses amarres en mettant fin à toute unité d'action avec le Parti communiste italien (PCI).

Le bilan qu'on peut tirer synthétiquement de l'expérience de centre-gauche est qu'elle a favorisé une stabilisation relative avant et après la crise de 1968. Surtout, la tentative de cooptation du Parti socialiste dans le bloc gouvernemental a, du point de vue bourgeois, parfaitement réussi, avec des effets négatifs à long terme sur l'ensemble du mouvement ouvrier. Mais les résistances conservatrices se sont avérées trop puissantes pour que des réformes un tant soit peu audacieuses soient réalisées. Qui plus est, le centre-gauche s'est heurté dès le début, déjà en 1963, à une situation économique difficile et, par la suite, a dû faire face à l'onde longue dépressive depuis la moitié des années soixante-dix.

Nous ne revenons pas ici sur la crise socio-politique de 1968-1971. Nous nous limitons à rappeler que cette crise a mis en évidence la portée limitée et contradictoire de la reconstruction capitaliste du pays, le potentiel des forces non cooptées

dans le système, dont le mouvement des étudiants, le rôle hégémonique renouvelé d'une classe ouvrière qui s'était structurellement renforcée, l'ampleur de la contestation parmi des couches moyennes et la possibilité d'ouvrir des brèches dans les appareils de domination au sens large.

Les grandes mobilisations sociales de cette période ont déterminé une évolution du rapport de forces et permis au mouvement ouvrier tant d'arracher de nouvelles conquêtes partielles importantes que de relancer des conquêtes précédentes qui avaient subi une érosion progressive. Mais, à cause, d'un côté, des orientations des dirigeants du PCI de même que des dirigeants syndicaux et, de l'autre, de l'enracinement social très partiel et de l'inconsistance stratégique de l'extrême gauche, le cadre politique n'a pas changé au niveau national. Un changement, par ailleurs tout à fait limité et éphémère, ne s'est produit que plus tard, lorsque la vague montante venait de s'épuiser.

Cela ne doit pas apparaître comme paradoxal. En effet, l'évolution du rapport de forces ne s'est exprimée au niveau électoral qu'en 1975-1976, avec l'avancée spectaculaire du PCI. Qui plus est, c'est plus ou moins à la même époque qu'éclate la crise économique la plus grave depuis les années trente. Le bloc gouvernemental a donc besoin d'une neutralité bienveillante, voire d'un soutien de la part du PCI, et il l'obtient. C'est un bref interlude, mais d'une assez grande portée. La politique de solidarité nationale, combinée au cours de plus en plus droitier des directions syndicales, a permis à la bourgeoisie et à ses gouvernements – basés essentiellement sur la collaboration entre la DC et le PSI – d'aborder sans de trop graves difficultés la phase de restructuration et d'offensive anti-ouvrière qui devait se développer davantage dans les années quatre-vingt.

Ainsi, y compris grâce à la relance conjoncturelle qui a suivi la crise de 1981-1982, un équilibre relatif – et précaire – se rétablit, qui comporte notamment : – une nouvelle croissance économique dans les régions du Nord ; – un renforcement partiel des classes moyennes, entre autres, avec l'émergence de nouvelles couches aisées ; – des nouveaux « équilibres » dans le Mezzogiorno, avec l'intégration croissante des « pouvoirs occultes » dans les institutions, dans les rouages politiques et même dans les mécanismes d'accumulation économique ; – une « domestication » accentuée du mouvement ouvrier, de plus en plus incapable de représenter une alternative crédible.

Nous n'avons pas besoin de rappeler que la crise déchirante des pays d'Europe orientale et de l'URSS, dans la deuxième moitié de la décennie, donnait au nouvel équilibre, *a contrario*, l'apparence d'une plus grande solidité et, encore plus, nourrissait de nouveaux espoirs d'un dynamisme plus substantiel pour les années quatre-vingt-dix.

La situation se détériore à nouveau

L'évolution réelle a déçu de tels espoirs : une nouvelle situation critique s'est dessinée. On peut résumer ainsi les facteurs qui y ont contribué, à des niveaux différents, mais avec des effets dans une très large mesure convergents :

- la persistance de l'onde longue dépressive et sa combinaison avec les nouvelles tendances conjoncturelles à la stagnation et à la récession qui ont frappé toute une série de secteurs, et notamment des secteurs gérés par l'Etat, y compris ceux qui avaient connu des restructurations importantes, avec des répercussions très négatives sur l'emploi et surtout sur l'accès des jeunes au marché du travail ;
- un endettement public colossal, qui pousse constamment à l'émission de bons du Trésor, ce qui réduit la possibilité d'investissements productifs ;
- les échecs essayés sur le terrain de l'internationalisation croissante de quelques groupes industriels parmi les plus puissants (Olivetti, Pirelli et même FIAT) ;
- l'érosion du niveau de vie de secteurs de travailleurs, entre autres à la suite d'une neutralisation substantielle des mécanismes de l'échelle mobile des salaires, et les menaces sur le niveau de vie de certaines couches moyennes ;
- l'usure de certains instruments traditionnels de la domination bourgeoise et démocrate-chrétienne (faillite ou presque de secteurs publics, bouillons de culture de clientèles de tout acabit, et éclatement de la Fédération italienne des consortiums agricoles (Federconsorzi), traditionnellement utilisée sans scrupule dans le but d'influencer de larges couches de la paysannerie) ;
- aggravation des problèmes posés par l'immigration dite extra-communautaire et croissance spectaculaire des phénomènes racistes.

C'est dans un tel contexte, par ailleurs, que des représentants du grand capital et des dirigeants des organisations patronales ont commencé à soulever, de façon de plus en plus ouverte et critique, le problème d'un appareil politique élephantescque, trop coûteux, corrompu et plus préoccupé de défendre ses privilèges de caste que d'accomplir les fonctions qui, en principe, devraient être les siennes.

La situation s'est encore détériorée, de façon spectaculaire, tout au long de l'année 1992.

Tout d'abord, les élections législatives du 5 avril ont marqué une nouvelle étape de la crise du système politique¹. Le bloc gouvernemental, composé de la Démocratie chrétienne, du Parti socialiste italien, du Parti social-démocrate italien (PSDI) et du Parti libéral italien (PLI), ne dispose plus de la majorité, même s'il peut compter sur une majorité exigüe de sièges. Qui plus est, la DC n'est plus en condition de jouer son rôle hégémonique traditionnel.

Aucune alternative ne se dessine pour autant. Le trait principal en est une fragmentation croissante, avec une gauche affaiblie dans son ensemble, plus divisée que jamais, et l'émergence de forces localistes multiples ; les formations qui n'ont pas atteint le quorum nécessaire pour avoir des élus ont obtenu, dans leur ensemble, environ trois millions de voix, c'est-à-dire plus que deux des quatre partis au gouvernement, du Parti républicain italien (PRI) et aussi du Parti de la refondation communiste (PRC).

Il est vrai que l'opposition de droite - fondamentalement la Ligue du Nord et le Mouvement social italien (MSI) - a remporté des succès incontestables, notamment la Ligue du Nord sur laquelle nous reviendrons plus loin. Mais celle-ci n'a pas une implantation nationale et les néo-fascistes n'ont progressé, en ligne générale, que dans les régions où les Ligues ne sont pas présentes ou restent tout à

fait marginales. En fait, dans le Mezzogiorno, aussi bien la DC que le PSI ont maintenu, voire légèrement accru, leur influence, grâce à leurs liens avec les forces les plus conservatrices et même au soutien qu'ils ont obtenu encore une fois de la mafia et d'autres organisations similaires.

C'est cette impasse qui a relancé immédiatement après les élections le débat sur les réformes constitutionnelles et, en premier lieu, sur la réforme du système électoral. En principe, le projet serait de supprimer la proportionnelle en favorisant ainsi l'émergence éventuelle de majorités parlementaires, y compris ne correspondant pas à des majorités d'électeurs. De nouvelles élections devraient avoir lieu, avec les nouvelles règles, bien avant l'échéance régulière de cinq ans. En fait, une commission parlementaire, composée de députés et sénateurs en nombre égal, a été mise sur pied. Sa tâche ne sera pas facile et il n'est pas exclu qu'elle soit paralysée par les conflits entre les partisans de différentes thèses, qui s'y sont déjà dessinées.

La crise économique

Au cours de l'été, le contentieux entre les forces en présence s'est déplacé surtout sur le terrain économique. Il était désormais clair pour tout le monde que la situation s'était considérablement aggravée. Le secteur industriel était particulièrement frappé et le chef de l'organisation patronale, Confindustria, n'hésitait à déclarer dans une interview : « *La situation est insupportable car elle va produire inévitablement désindustrialisation, chômage et récession.* » En fait, l'activité ne cessait de ralentir et les perspectives s'annonçaient particulièrement sombres en ce qui concerne l'emploi : des dizaines de milliers de travailleurs risquaient de se retrouver au chômage à court terme². Cela avait des répercussions au niveau du marché boursier. Il suffit de rappeler que, alors qu'en 1986 étaient échangés chaque jour à la Bourse de Milan des titres pour une valeur totale d'environ 700 milliards de lires, au début de septembre 1992 on en a échangé dix fois moins, et que la valeur de titres cotés à cette Bourse a diminué de 33 % depuis la fin de 1991. La situation était encore plus dramatique du point de vue de l'endettement de l'Etat, approchant 150 000 milliards de lires. En fait, le déficit budgétaire a dépassé 10 % du PNB et la dette de l'Etat 103 % du PNB (selon les instructions de Maastricht, un pays ne devrait pas dépasser, respectivement, 3,5 % et 60 %). C'est dans un tel contexte que survenait la crise monétaire, un véritable tremblement de terre, qui a débouché sur une dévaluation de la lire et la sortie – en principe temporaire – de l'Italie du Système monétaire européen.

Nous ne revenons pas ici sur ce que notre revue explique dans son éditorial sur la signification et la dynamique de cette crise. Nous nous limitons à souligner qu'en Italie on a vu et on voit opérer – souvent, il est vrai, sous des formes extrêmes – les tendances et les mécanismes typiques des pays capitalistes industrialisés à cette étape. Notamment, la persistance de la stagnation dans les secteurs productifs stimule davantage les activités financières et spéculatives, ce qu'on appelle la « financierisation » de l'économie. En même temps, s'accroît la tendance à

investir dans des titres de l'Etat, qui assurent normalement des intérêts plus importants et sont garantis par l'Etat lui-même. Ce n'est un secret pour personne que même les groupes industriels les plus puissants s'adonnent à de telles pratiques. Comme l'a écrit, par exemple, un collaborateur économique de *Il Manifesto*, « au cours des années passées, il n'y a eu aucun entrepreneur industriel qui n'ait participé à la "loterie" financière. Il suffit de lire les bilans des sociétés : de la RAI (Radio Televisione Italiana) à FIAT, il y a eu une course aux BOT (bons du Trésor), au profit en papier. Sans parler des magouilles qui ont caractérisé la Bourse (mais pas seulement la Bourse italienne ; il suffit de regarder ce qui s'est passé à Tokyo). Ensuite, la bulle a éclaté : en Italie, de même que dans les autres pays industrialisés ». Nous n'avons pas besoin de souligner qu'il s'agit, en dernière analyse, d'une espèce de mécanisme infernal : pour payer ses dettes, ou plus précisément les intérêts des dettes – dont en premier lieu ceux des bons du Trésor – l'Etat a besoin de plus en plus d'argent et, donc, il doit avoir recours à de nouvelles émissions de bons, qui à leur tour accroissent la dette. Il faut donc augmenter les rentrées, essentiellement en aggravant la pression fiscale – qui, en Italie, frappe, encore plus que dans d'autres pays, surtout les salariés – et réduire les dépenses, c'est-à-dire éroder ou démanteler l'Etat-providence. C'est ce qu'a fait le gouvernement italien par des mesures successivement adoptées entre juillet et septembre 1992 et par le budget de l'Etat de l'année prochaine qu'il s'efforce d'imposer au Parlement par tous les moyens.

Mafia et pots-de-vin

La situation dans le Mezzogiorno représente un élément multiplicateur de la crise. Les débats sur ce sujet ont été relancés à la suite aussi bien de la crise économique que de la nouvelle vague d'assassinats par la mafia et autres organisations occultes (camorra, ndrangheta, etc.³). Les interprétations et les théories divergent souvent (par exemple, entre ceux qui soulignent les facteurs endogènes et ceux qui mettent l'accent sur les facteurs exogènes), mais il est en tout cas incontestable que le Mezzogiorno est toujours une zone arriérée où, par exemple, le chômage atteint des niveaux sensiblement plus élevés que dans le reste du pays. Il est également incontestable que l'activité de la criminalité organisée continue à se développer : en fait, une série des provinces échappent largement au contrôle de l'Etat « légal ». Selon des enquêtes récentes (par l'ISPES), Cosa nostra serait responsable de deux assassinats par jour et ses quelque 150 clans organiseraient 45 000 hommes et femmes avec un réseau de collaborateurs d'environ un demi-million de personnes.

Qui plus est, les pouvoirs occultes contrôlent ce qu'on pourrait appeler une accumulation économique illicite. D'après un juge bien connu, Antonino Caponnetto, « on a perdu dix ans et on a donné à la mafia le temps de devenir une puissance financière, un empire » (*Il Manifesto*, 2 août 1992). Il n'y a pas de doute que le trafic de la drogue a été une source primordiale des richesses des mafiosi en remplaçant, du moins partiellement, le contrôle des sous-traitances (surtout dans le

secteur des travaux publics). Selon des estimations reprises au mois d'août par *Il Manifesto*, la mafia aurait contrôlé jusqu'à 20 % du trafic, mais elle n'en contrôlerait aujourd'hui que 1,5 % ; elle miserait donc à nouveau sur les sous-traitances. Le juge cité estime pour sa part que Cosa nostra contrôle non seulement les principaux magasins des villes siciliennes, mais aussi une partie non négligeable des entreprises textiles de la ville de Prato, près de Florence. Elle est, par ailleurs, de plus en plus active dans des villes du Nord. A l'échelle internationale – pour s'en tenir toujours à la même source – « *sa puissance, qui est désormais immense, s'étend de la Russie aux Caraïbes, des narcodollars aux paradis fiscaux intouchables* ». Selon Mario Centorrino, professeur de sciences politiques à l'université de Messine, « *des campagnes où elle était traditionnellement installée, la mafia est passée dans les villes par le truchement des sous-traitances dans le bâtiment. Sa présence s'est élargie progressivement par une intégration dans le tertiaire et dans la grande distribution. Le dernier pas a été l'entrée directe dans les institutions. On calcule qu'à Palerme 50 000 personnes vivent du circuit de la mafia* » (*Il Manifesto*, 23 juillet 1992).

Un chapitre non moins important est celui du rapport des pouvoirs occultes avec les institutions. Ces pouvoirs ont pénétré largement les appareils d'Etat et les organismes élus, notamment au niveau local : toute une série d'arrestations et d'incriminations qui ont eu lieu au cours des derniers mois dans de nombreuses villes, d'Agrigento à Reggio Calabria, l'ont une énième fois confirmé. Selon le juge Falcone, assassiné lui aussi près de Palerme, la mafia se méfierait du pouvoir politique et préférerait un Etat écartelé. Mais cette appréciation n'infirme pas la substance des choses : les pouvoirs occultes souhaitent que les institutions soient faibles pour mieux les contrôler et les influencer. Sans les liens établis aux différents niveaux du pouvoir politique, qui remontent au débarquement des troupes américaines en Sicile en 1943, la mafia n'aurait pas pu accumuler toutes les ressources dont elle dispose, exercer son contrôle sur une série de provinces et commettre, le plus souvent impunément, ses crimes.

La question des pots-de-vin, qui a éclaté surtout après les élections du 5 avril, ne peut pas être confondue avec celle de la mafia, ne fût-ce que parce qu'elle concerne le pays tout entier et presque tous les partis⁴. Toujours est-il qu'elle a provoqué des réactions encore plus spectaculaires à un niveau de masse, en aggravant davantage le discrédit de ce qu'on appelle couramment le « système des partis » ou la « partitocratie ». La pratique des pots-de-vin a été traditionnellement admise par les classes dominantes, qui les considéraient comme des faux frais nécessaires pour faire fonctionner les appareils politiques dont elles avaient besoin. En un certain sens, cette pratique a acquis une dimension sociale car elle a contribué à la formation de couches petites-bourgeoises aisées⁵. Elle est allée de pair, notamment dans le Sud, avec une autre pratique assez répandue, à savoir la création artificielle d'emplois publics pléthoriques et, à un niveau plus bas, la distribution de pensions diverses (d'invalidité et autres) à des personnes n'ayant aucun titre pour les recevoir.

Ce système commence à être remis en question au fur et à mesure que, après avoir pris des dimensions de plus en plus spectaculaires, il s'est avéré de moins en

moins fonctionnel et est entré en contradiction avec le discours sur l'austérité qu'imposerait la crise économique. C'est dans ce contexte que des magistrats, agissant avec une autonomie relative, ont pris l'initiative de découvrir – enfin ! – le côté illégal, voire franchement criminel, des choses. Ils ont provoqué un effet « boule de neige » qui est devenu désormais un élément central de la crise du système politique.

Finalement, à la suite de l'essor des Ligues avec leur idéologie « nordiste », anti-Rome et anti-Sud, et du contrôle de zones entières du Mezzogiorno par la criminalité organisée, la question de savoir si l'Etat unitaire pourrait éclater se pose pour la première fois depuis plus d'un siècle. Pour l'instant, une telle perspective n'est pas à l'ordre du jour. Mais, si la crise d'ensemble de la société italienne s'aggravait davantage, les tendances centrifuges pourraient se multiplier et on ne saurait exclure des déchirements majeurs du cadre national.

Revenons sur la crise des partis à laquelle nous avons déjà fait allusion. C'est la DC, répétons-le, qui a été frappée le plus durement. Elle n'a pas été capable de se donner une nouvelle orientation stratégique après la défaite du 5 avril ; elle n'a eu, pendant six mois, qu'un secrétaire en sursis et, même lorsqu'un nouveau secrétaire a été élu, il a été impossible de former une véritable direction autour de lui. La DC est menacée d'une scission par les partisans de Mario Segni, fils d'un ancien président de la République, qui esquisse un cours néo-centriste (en se référant explicitement à De Gasperi, le principal leader démocrate-chrétien de l'après-guerre) et prône l'adoption d'un système électoral uninominal avec suppression de la proportionnelle. Au Nord, la DC a subi de véritables déroutes dans des élections locales (par exemple à Mantoue, où elle n'a atteint qu'environ 10 %) et vit dans la peur de payer encore plus le prix de la montée des Ligues. Dans ces conditions, elle a préféré céder la direction du gouvernement à un membre du Parti socialiste, en s'effaçant au maximum. Par ailleurs, le gouvernement présidé par Giuliano Amato, formé après de grandes difficultés, est extrêmement faible et ne tient, en dernière analyse, que parce que personne n'est disposé ou en état de prendre la relève et presque tout le monde veut éviter de nouvelles élections législatives à court terme.

Les autres partis au gouvernement, ou récemment passés à l'opposition comme le PRI, connaissent eux aussi, à des degrés divers, de sérieuses difficultés. Cela vaut notamment pour le PSI, pendant une quinzaine d'années presque monolithique sous la férule de son secrétaire-despote Bettino Craxi. Craxi est désormais ouvertement contesté, y compris par certains de ses plus anciens collaborateurs, et la lutte des clans et des cliques – beaucoup plus que des tendances – bat son plein. Au centre des conflits, il y a aussi bien les problèmes organisationnels et les méthodes de direction que le problème des alliances (ceux qui s'opposent à Craxi prônent une alliance avec le PDS dans le cadre d'un recyclage de la gauche).

Le PDS n'échappe pas lui non plus aux conflits internes. Au fond, il est déchiré par la contradiction qu'il a connue depuis sa naissance en février 1991 : d'un côté, il veut jouer le rôle d'une formation politique tout à fait nouvelle, beaucoup plus un parti démocratique progressiste qu'un parti se réclamant du mouvement ouvrier ; de l'autre, il ne peut pas rompre ses liens avec les couches

des travailleurs qui constituent toujours sa base électorale prépondérante. Plus concrètement, d'un côté, il ne peut pas être absent des grands mouvements de masse qui secouent le pays ; de l'autre, il veut éviter un affrontement direct avec le gouvernement et espère nouer une alliance avec le PSI, auquel il est, par ailleurs, lié dans le cadre de l'Internationale socialiste qui l'a récemment admis dans ses rangs. Il en résulte une attitude oscillante, dictée par la volonté de maintenir l'unité de l'organisation au centre (autour d'Occhetto), mais qui risque de faire des mécontents aussi bien à gauche (les soi-disant communistes démocratiques d'Ingrao) qu'à droite (composée de ceux qu'on appelle les réformistes et qui prônent un accord avec le PSI, y compris dans l'optique d'une participation au gouvernement à court terme).

Dans ce contexte, le PRC, malgré ses difficultés et le manque de définition de ses perspectives stratégiques, apparaît comme la seule véritable opposition de gauche, capable, à certaines échéances, de mobiliser des secteurs importants de travailleurs et de couches populaires et dont les militants participent activement aux luttes les plus combatives⁶. Toutefois, son influence reste encore relativement limitée, ce qui l'empêche d'apparaître comme une alternative réelle et de jouer un rôle hégémonique dans le mouvement ouvrier.

Comme nous l'avons dit, la droite a progressé lors des élections du 5 avril et a gagné du terrain par la suite. Cela vaut, en premier lieu, pour les Ligues, mais vaut aussi, dans une moindre mesure, pour le MSI, qui, pour la première fois depuis très longtemps, a été capable d'organiser à Rome une grande manifestation de masse, où sa nature néo-fasciste n'a pas été cachée du tout. Les Ligues, et notamment la Ligue du Nord, représentent un danger beaucoup plus sérieux : elles réussissent à polariser le mécontentement de couches sociales assez larges dans des régions cruciales du pays, mais ne représentent pas, elles non plus, à cette étape, une alternative à l'échelle nationale. Elles ont connu, par ailleurs, des conflits internes et des ruptures, et leur projet stratégique est loin d'être défini (l'idée du fédéralisme étant avancée dans des termes trop généraux et leur idéologie restant également assez floue). Par ailleurs, leur alliance avec le MSI ne semble pas envisageable, sauf révision déchirante des uns ou des autres : les Ligues remettent en question l'Etat unitaire, alors que les néo-fascistes prétendent être ses défenseurs les plus acharnés (ajoutons que, lors du vote parlementaire sur Maastricht, les Ligues ont voté oui et le MSI a voté non).

Une vague de mobilisations puissante

L'annonce des mesures du gouvernement, au mois de juillet, n'avait pas provoqué de riposte ouvrière : on était à la veille des vacances et de la fermeture, pendant trois semaines, des grandes entreprises. Des réactions ne s'étaient produites qu'au sein de la Confédération italienne du travail (CGIL), à la suite de la signature le 31 juillet par les trois centrales syndicales d'un accord avec le gouvernement et le patronat, qui prévoyait l'annulation définitive de l'échelle mobile des salaires et la suppression des négociations au niveau des entreprises,

qui avaient joué un rôle important depuis la fin de la guerre et notamment dans les années soixante-dix.

Mais lorsque, le 17 septembre, en pleine crise monétaire, le gouvernement a annoncé un nouveau train de mesures d'austérité encore plus draconiennes⁷, le panorama a changé radicalement. C'est un mouvement de masse sans précédent depuis presque deux décennies qui s'est déclenché, avec succession de grèves spontanées au niveau des entreprises, de grèves provinciales et régionales, de grèves catégorielles et d'une grève générale de quatre heures de l'industrie et des transports, le 13 octobre.

Le plus souvent, les grèves se sont combinées à des manifestations très combatives avec une participation massive : en gros, on a pu calculer qu'entre le 18 septembre et le 2 octobre plus de deux millions de personnes sont descendues dans les rues et d'autres mobilisations très importantes ont eu lieu par la suite. Les retraités, durement frappés par les mesures gouvernementales, ont répondu eux aussi massivement : presque 200 000 d'entre eux ont participé à une manifestation nationale à Rome, le 26 septembre. Qui plus est, pour la première fois depuis longtemps, des secteurs d'étudiants se sont mobilisés dans les rues par milliers à côté des travailleurs et ont débattu de leurs problèmes et des problèmes posés par le développement des luttes dans des assemblées, dans les facultés et les lycées. On a eu une confirmation de ce nouvel élan de couches estudiantines le 9 novembre à l'occasion de l'anniversaire de la Nuit de cristal : des manifestations ont eu lieu dans une trentaine de villes, avec une participation massive notamment à Rome et à Milan (respectivement 60 000 et 20 000 personnes environ).

C'est dans ce cadre que la crise des organisations syndicales est apparue dans toute son ampleur. Le trait essentiel de cette crise réside dans la rupture de plus en plus claire entre les directions bureaucratiques, surtout des trois confédérations, d'un côté, et la base et les cadres intermédiaires, de l'autre. Nous avons déjà mentionné les réactions virulentes qu'avait provoquées, début août, dans la CGIL, la signature de l'accord avec le gouvernement et le patronat : même des dirigeants de syndicats catégoriels et d'organisations provinciales n'avaient pas ménagé leur secrétaire général, Bruno Trentin, qui – faut-il le rappeler – avait signé non seulement sans consulter sous quelle forme que ce soit les militants, mais aussi contre l'avis de la direction de la confédération. Par la suite, lorsque les masses se sont mobilisées, le hiatus entre celles-ci et les directions ne pouvait être plus spectaculaire : dans la plupart des grands meetings, les dirigeants nationaux ont été conspués et, le plus souvent, ils ont dû interrompre ou abrégé leurs discours. En même temps, des clivages multiples se sont créés ou approfondis et des secteurs non négligeables ont commencé à se poser la question d'une scission de la CGIL et, plus généralement, d'une refondation du mouvement syndical. A part les forces organisées sous différentes formes en dehors des trois centrales, qui sont loin d'être négligeables, les courants, les sous-courants, les groupes de pression, voire les cliques opèrent de plus en plus ouvertement et des conflits, sinon des affrontements, se développent entre des organisations catégorielles ou provinciales et les directions confédérales, y compris avec l'amorce de projets de restructuration des confédérations⁸. Dans certains cas, des initiatives prises par des conseils ou des

organisations locales ont abouti à des grèves très suivies et à des grandes manifestations (50 000 personnes à Milan, le 29 octobre), auxquelles la Confédération italienne des syndicats libres (CISL) et l'Union italienne du travail (UIL) s'étaient durement opposées et que la CGIL avait acceptées à contrecœur, de surcroît contre l'avis de son courant socialiste. Il est fort probable que d'autres initiatives, peut-être encore plus importantes, soient prises à des échéances rapprochées.

Pour compléter le tableau, il faut souligner que des couches sociales autres que les travailleurs salariés se sont, elles aussi, mobilisées massivement. Ainsi, le 26 octobre, 15 000 commerçants ont tenu au palais des sports de Rome une assemblée houleuse au cours de laquelle les dirigeants soupçonnés d'esprit de conciliation vis-à-vis du gouvernement ont été violemment conspués. Trois jours plus tard, ce sont 40 000 artisans qui ont défilé dans les rues de la capitale. Des membres des professions libérales ont manifesté à leur tour à Gênes. Leitmotiv de toutes ces mobilisations : l'opposition à une nouvelle forme de taxe projetée par le gouvernement afin de réduire l'évasion fiscale. Les organisations patronales, pour leur part, n'ont pas occupé les rues des grandes villes – elles auraient, d'ailleurs, de la peine à le faire à elles seules – mais elles interviennent dans les affrontements politiques plus directement et avec plus de violence que jamais auparavant. Elles soulèvent notamment les problèmes des taux d'intérêt qu'elles considèrent trop élevés et des charges sociales, qui, selon elles, retombent excessivement sur les patrons, et refusent toute concession un tant soit peu importante aux syndicats⁹.

Quelle issue ?

Jusqu'ici, ces mouvements et ces mobilisations n'ont pas obtenu de résultats appréciables. Le gouvernement a fait quelques concessions mineures à droite et à gauche pour arracher une majorité au Parlement (où il a eu souvent recours au vote de confiance) et en fera fort probablement d'autres de la même portée. Mais, pour l'essentiel, ces mesures ont commencé à être appliquées ou le seront dans les mois qui viennent (notamment après l'adoption du budget avant la fin de l'année). Ce succès relatif de Giuliano Amato a été possible non seulement parce que, comme nous l'avons déjà dit, il est difficile d'envisager une nouvelle coalition différente de l'actuelle, mais aussi parce que, à la seule exception du PRC, d'une partie du courant de gauche de la CGIL, Essere sindacato, d'organisations et de regroupements syndicaux lutte de classe, et, sous un autre angle et partiellement, des Ligues, personne ne conteste les fondements de la stratégie socio-économique gouvernementale, dictée dans une large mesure par le cadre contraignant de Maastricht¹⁰. Le contentieux concerne surtout la question de savoir qui devra faire le plus les frais de l'opération.

Le prix d'une crise aussi grave et des efforts pour la surmonter sera inévitablement payé par beaucoup de monde et toutes les classes sociales seront, bien que sous différentes formes, affectées. Il va de soi que l'*establishment* bourgeois et ses représentants politiques s'efforceront de faire payer surtout les salariés. Les mesures adoptées vont justement dans ce sens et représentent dans une large mesure un

tournant. En effet, si l'offensive d'austérité date de la fin des années soixante-dix, pendant une décennie – aussi bien grâce aux marges économiques qui subsistaient qu'à la résistance ouvrière – le niveau de vie des masses n'avait baissé que partiellement. Maintenant, un saut qualitatif s'esquisse, dans le sens où la plupart des salariés seront sérieusement affectés dans leur niveau de vie et les acquis sociaux de plusieurs décennies seront fortement érodés, sinon complètement annulés.

En même temps, le chômage, loin de s'atténuer, va sensiblement augmenter avec toutes ses retombées, en premier lieu sur le rapport de forces dans le marché du travail.

Des couches de la petite et même de la moyenne bourgeoisie seront elles aussi frappées. Ces couches, dans une proportion non négligeable aisées ou relativement aisées, ont constitué du point de vue aussi bien économique que politico-idéologique un élément stabilisateur du système. Désormais, elles pourront jouer de moins en moins un tel rôle. En fait, elles se rendent compte que leur niveau de vie, sinon leur emploi, est menacé et l'avenir leur paraît incertain. Voilà la source du mécontentement et de la radicalisation qui s'est amorcée. Malheureusement, à la différence de ce qui s'était passé après 1968, il s'agit plutôt d'une radicalisation à droite, qui s'exprime à l'heure actuelle surtout par la croissance des Ligues (dans une moindre mesure, par une relance du mouvement néo-fasciste).

Quant à la paysannerie, qui, pour l'instant, a été moins active que dans d'autres pays européens, elle n'échappera pas aux coups durs que lui infligeront les processus de restructuration imposés par la CEE.

La bourgeoisie a subi, elle aussi, un affaiblissement, notamment à la suite du rétrécissement du secteur le plus directement productif et des échecs essuyés au niveau international et national par des groupes parmi les plus puissants. Il y aura fort probablement d'autres victimes. En d'autres termes, c'est une réduction du poids spécifique social de la bourgeoisie qui est en train de se produire, avec des conséquences inévitables au niveau politique et idéologique.

Ceci dit, malgré toutes les difficultés, les classes dominantes ont esquissé leurs projets pour sortir de la crise. Ces projets ont commencé à être appliqués par le gouvernement Amato. Il s'agit, de leur point de vue, de relancer le processus d'accumulation par une réduction des salaires et du niveau de vie de la grande majorité de la population et par une augmentation du taux d'exploitation. Il s'agit, en même temps, de réduire le déficit de l'Etat et son endettement : d'où l'accroissement des impôts et les attaques contre la Sécurité sociale, les retraites, etc., contre tout ce qui constituait l'Etat-providence. D'où également les projets de privatisation du patrimoine public, allant de la réduction drastique du secteur de l'économie sous contrôle de l'Etat à la vente au privé des logements appartenant à des instituts publics (par ce biais aussi, le niveau de vie des secteurs les plus démunis sera atteint). Finalement, une relance des exportations, impliquant de nouvelles restructurations et « rationalisations », est conçue comme la condition *sine qua non* d'une relance économique plus générale.

Les classes dominantes sont parfaitement conscientes que ces projets ne pourront pas être réalisés sans un changement du cadre politique existant. Elles ont

besoin d'une plus grande concentration des pouvoirs, avec des gouvernements plus stables et homogènes, ou d'un président élu au suffrage universel, de mécanismes institutionnels qui fonctionnent plus efficacement et plus rapidement. Elles souhaiteraient aussi que la Banque d'Italie ait un plus grand poids et une plus grande autonomie et puisse jouer un rôle similaire à celui de la Bundesbank.

Rien de cela ne saurait être réalisé sans des changements constitutionnels et tout d'abord, comme l'avons signalé au début, sans un changement du système électoral. En dernière analyse, même si personne n'ose le dire ouvertement, du moins pour l'instant, c'est un régime de type bonapartiste qui serait le but souhaité. Le fait que Giuliano Amato ait avancé le 8 septembre la demande de pouvoirs exceptionnels pour le gouvernement, pendant trois ans, en matière économique et fiscale, indique que cette tendance existe.

Dans quelle mesure la bourgeoisie italienne peut avancer sur ce chemin, on pourra le vérifier dans la période qui s'ouvre. Certes, la droite a marqué des points et des courants populistes conservateurs, voire carrément réactionnaires, pourraient gagner du terrain dans un proche avenir. Mais les forces déjà existantes ou en formation ne représentent pas une alternative et aucun Bonaparte n'est apparu non plus à l'horizon ¹¹. Le plus probable est que le pays s'installe dans un contexte de déséquilibre et d'instabilité prolongé, avec l'éclatement périodique de conflits sociaux et politiques spectaculaires.

Le mouvement ouvrier pourra-t-il exploiter à son avantage une telle situation et les mouvements de masse actuels pourront-ils remporter le succès majeur dont la classe ouvrière aurait absolument besoin ?

Plutôt que de faire des pronostics, avançons quelques réflexions sur les conditions d'un aboutissement positif. Il faut, d'abord, se poser la question suivante : par quelles actions et par quels instruments organisationnels l'affrontement en cours pourrait-il être gagné ? Si nous partons de l'appréciation, qui nous semble incontestable, qu'il s'agit, pour les classes dominantes et leur gouvernement, d'un enjeu majeur, il en découle que des actions et des initiatives routinières, ou en tout cas d'une portée limitée ou relativement limitée, ne sauraient suffire. Répétons-le : ce que fait le gouvernement, du point de vue des intérêts des classes dominantes et des exigences de défense du système, n'est pas du tout arbitraire ni secondaire. Son action et ses mesures sont surdéterminées par le *ca* texte national et international donné. Il ne pourrait y renoncer parce qu'éclatent des grèves spontanées à l'échelle des entreprises, des grèves catégorielles et/ou régionales et même une grève générale plus ou moins traditionnelle. Les militants ont critiqué, à juste titre, les bureaucraties syndicales qui, ne voulant pas faire tomber le gouvernement ni, à plus forte raison, provoquer une crise politique majeure ¹² se sont efforcées systématiquement de freiner et canaliser les mobilisations, d'éviter une grève générale et, lorsque cela s'est avéré impossible, de limiter la grève générale à quatre heures. Mais est-ce qu'une grève générale de huit heures aurait changé radicalement les choses ? Il est difficile de répondre positivement, d'autant plus qu'en Italie il y a eu pas mal de grèves générales de huit heures – et avec des enjeux moindres – sans que le mouvement ait remporté des succès décisifs pour autant. Au mieux, Amato aurait fait quelque petite concession supplémentaire mais, fondamentalement, il

n'aurait pas rectifié son orientation. Et alors ? Alors, il fallait et il faut – dans la mesure où on estime que les jeux ne sont encore faits – envisager des formes de lutte encore plus dures, une grève générale prolongée, voire indéterminée, à ne suspendre que lorsque le gouvernement sera obligé de jeter l'éponge. Nous sommes parfaitement conscients qu'il ne s'agit pas d'un choix facile et que le succès n'est pas assuré d'avance. Toujours est-il que de telles actions étaient et restent l'une des conditions de la victoire.

Une deuxième condition, de toute évidence strictement liée à la première, est que le mouvement soit fondé non seulement sur des mobilisations ponctuelles, aussi puissantes soient-elles, ou sur des initiatives partielles ou sectorielles, aussi valables soient-elles, mais également sur son auto-organisation généralisée, seule susceptible de valoriser pleinement l'énorme potentiel combatif dont, après tout ce qui s'est passé, nous n'avons point besoin de démontrer l'existence. Par ailleurs, et c'est une troisième condition, c'est dans le cadre d'une mobilisation ayant pour but de préparer et de lancer une grève générale telle que nous l'avons esquissée, et se basant sur la plus ample structuration démocratique d'en bas, qu'il serait possible de faire éclater les appareils ultra-bureaucratés des organisations syndicales traditionnelles et de mettre en branle le processus nécessaire de reconstruction des syndicats dans un esprit unitaire et sur des bases entièrement nouvelles.

En deuxième lieu, se pose le problème de la convergence et du lien avec des mouvements de masse autres que ceux des travailleurs. Nous n'abordons pas ici ce problème dans toute son ampleur : nous nous limitons aux mouvements de couches petites-bourgeoises qui existent maintenant. Le danger est réel qu'ils entrent en conflit ouvert avec les mouvements des travailleurs, y compris avec les syndicats en tant que tels. C'est un danger très grave : la classe ouvrière risquerait d'être isolée en devant faire face en même temps à l'offensive gouvernementale et patronale et aux attaques d'organisations ou mouvements sociaux ou/et politiques petits-bourgeois. Le terrain principal d'affrontement s'est déjà précisé : c'est celui des impôts. Il est bien connu que les salariés n'ont aucun moyen d'échapper aux impôts, directs ou indirects, alors que des couches petites-bourgeoises (commerçants, artisans, professions libérales) payent des sommes dérisoires (à la manifestation du 29 octobre, à Milan, une pancarte hissée à la tête du cortège disait : « *Plus de salaire aux ouvriers, plus d'impôts aux boutiquiers* » alors que des commerçants à la manifestation de Rome scandaient : « *Les syndicats, ce sont la ruine de l'Italie !* »¹³). Toujours est-il que le gouvernement frappe en même temps salariés et couches petites-bourgeoises et veut relancer son économie à leurs frais : voilà la base d'une convergence qui devrait comporter des objectifs de réorganisation complète du système fiscal de même que des mesures sociales favorables aussi bien aux uns qu'aux autres. Encore une fois, nous n'ignorons guère les difficultés d'une telle entreprise. Mais il est nécessaire d'essayer, sous peine de provoquer une évolution très dangereuse du rapport de forces entre les classes au détriment des travailleurs.

Dernière condition, qui concerne surtout le PRC, dans la mesure où il représente aujourd'hui la seule opposition de gauche au niveau politique. Il faut que le mouvement ouvrier n'apparaisse pas comme une composante d'un système politi-

que qui est largement rejeté, sinon vomé, par de très larges masses de la population. Il doit apparaître comme une alternative crédible sur le terrain politique et agir en conséquence à tous les niveaux. N'oublions pas qu'il peut exister une difformité entre l'attitude de couches ouvrières au niveau des mobilisations sociales et leur attitude au niveau politique (l'exemple de Brescia est assez éloquent en la matière : cette ville a été le théâtre des mobilisations les plus puissantes et les plus prolongées, mais, en même temps, elle est une citadelle des Ligues pour qui votent aussi des secteurs de la classe ouvrière). Remplir cette dernière condition est probablement, à l'étape actuelle, encore plus difficile que remplir toutes les autres. Mais il faut travailler dès maintenant dans cette direction.

novembre 1992

1. Sur les élections du 5 avril, voir les articles et les interviews parus dans *Inprecor* n° 351, 24 avril-7 mai 1992.

2. La chute de l'emploi concerne en premier lieu les grandes industries : - 4,9 % entre mai 1991 et mai 1992 et - 4,6 % entre janvier et mai de cette année. Selon une estimation de la fondation Brodolini, de 70 000 à 100 000 emplois industriels seraient en danger à court terme (*L'Unità*, 15 août 1992). Par ailleurs, selon l'enquête annuelle Tagliacarne, le pourcentage de la production industrielle n'a augmenté que dans 5 provinces sur 95. Il ne faut pas, toutefois, en tirer des généralisations abusives sur une « disparition » tendancielle de la classe ouvrière : selon l'ISTAT (Institut de statistique), les travailleurs de l'industrie étaient 6 892 000 en 1985 et 6 916 000 au début de 1992 (il faudrait y ajouter une partie de ceux qui sont inclus dans la catégorie « autres activités », qui sont 12 853 000, et qui ont augmenté de 1 300 000). Selon la même source, les travailleurs salariés sont 15 479 000 sur un total de 2 592 000 personnes appartenant de la population active, c'est-à-dire 71,7 %.

3. Rappelons, entre autres, les assassinats spectaculaires des juges Falcone et Borsellino.

4. Les partis les plus impliqués dans les scandales sont le PSI et la DC. Le PDS a été aussi frappé, mais dans une moindre mesure.

5. Le dirigeant socialiste Martelli a donné une idée de la portée du phénomène dans une intervention au dernier congrès de son parti : selon lui, des estimations faites à la fin des années soixante-dix indiquaient que plus d'un million d'Italiens « gagnent leur vie grâce à la politique » (*Avanti !*, 30 juin 1991). La situation n'aurait pas beaucoup changé depuis lors. Pour sa part, Gianni De Michelis, lui aussi dirigeant socialiste et personnage d'un rare cynisme, a déclaré : « Soyons clairs : le système économique acceptait tout cela, en le considérant comme un impôt peu orthodoxe. Ensuite, après la chute du communisme, ils ont dit : "Ça suffit, nous ne payons plus !" » (*Corriere della Sera*, 2 décembre 1992)

6. Le 12 septembre, le PRC a organisé à Rome une manifestation nationale contre l'accord signé le 31 juillet par le gouvernement, les patrons et les centrales syndicales et les mesures du gouvernement : autour de 100 000 personnes y ont participé.

7. A propos des mesures du gouvernement, du mouvement de masse qu'elles ont déclenché depuis la mi-septembre et de la situation du mouvement syndical, voir les articles parus dans *Inprecor* n° 359, n° 360 et n° 361.

8. Le secrétaire général adjoint de la FIOM (fédération des métallos CGIL), Cesare Damiano, et d'autres dirigeants de la CGIL ont avancé l'idée d'une subdivision de la CGIL en quatre branches : retraités, fonction publique, services, industrie. Rappelons qu'à l'heure actuelle la CGIL compte sur plus de cinq millions de membres, dont, toutefois, plus de 50 % sont des retraités.

9. La police n'a pas voulu rester les bras croisés elle non plus : deux syndicats de policiers ont organisé le 29 octobre à Bologne une manifestation de 7 000 personnes.

10. La CGIL en a fourni une preuve éclatante : elle a esquissé une contre-proposition, qui se basait entièrement sur le schéma du gouvernement en se limitant à rectifier les différents chiffres. Résultat : si on suivait ses conseils, on obtiendrait plus d'argent que le gouvernement ne le souhaitait !

11. Certains ont pensé que l'ancien président Cossiga pourrait jouer un tel rôle. Mais le personnage n'en a pas l'envergure ni ne dispose du soutien politique nécessaire.

12. Trentin a explicitement déclaré qu'il avait signé l'accord du 31 juillet surtout parce qu'il ne voulait pas provoquer la chute du gouvernement.

13. Les syndicats ont appuyé la décision du gouvernement d'introduire ce qu'on appelle la *minimum tax* visant à frapper surtout les commerçants, les artisans et d'autres activités indépendantes.

« Quatrième Internationale » a besoin de vous !

Voici cinquante-six ans que notre revue s'efforce d'être un laboratoire du marxisme vivant. Par ses analyses et ses réflexions théoriques, elle est le complément indispensable d'*Inprecor – Correspondance de presse internationale* – qui fournit régulièrement des informations et des commentaires sur la situation politique et économique internationale.

Toutefois, dans la société marchande où nous vivons, notre ancienneté n'est pas une garantie de réussite financière. Elle l'est encore moins dans une période de crise économique, d'attaques contre le niveau de vie des travailleurs et de recul du mouvement ouvrier.

C'est pourquoi notre revue a plus que jamais besoin du soutien de ses lecteurs.

Comme vous l'aurez remarqué, nous avons essayé de faire face à ces difficultés accrues en augmentant le prix de vente et les tarifs d'abonnement. Nous sommes maintenant obligés de diminuer les coûts de fabrication en changeant notre format à partir du prochain numéro.

Malheureusement, cela risque d'être insuffisant. Votre soutien nous est donc plus que jamais indispensable. Nous vous demandons donc non seulement de renouveler sans tarder votre abonnement au moment de son échéance, mais aussi de nous envoyer une contribution généreuse permettant à notre revue et, plus généralement, à la presse de la IV^e Internationale de surmonter ces temps difficiles.

***Vous pouvez envoyer vos chèques à l'ordre de PEC,
mention « Quatrième Internationale »,
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.***

ALFONSO ORTÍ

*Etat espagnol :
de la social-démocratie
à la social-technocratie*

Dans une perspective à long terme, la date du 28 octobre 1982 peut être sans aucun doute considérée comme l'une des plus significatives du processus historique conflictuel de l'Espagne au xx^e siècle (le 14 avril 1931, le 18 juillet 1936, le 1^{er} avril 1939, le 20 novembre 1975 ou le 15 juin 1977 ont été d'autres échéances décisives ¹).

Mais la véritable signification historique du 28 octobre 1982 ne réside pas dans la conquête d'une majorité absolue au Parlement par un parti jusqu'alors dépourvu de tout enracinement social, voire inexistant. Il s'agit d'une victoire tacitement concertée sur le marché électoral et du résultat d'un *marketing* opportuniste d'envergure très limitée. Après la transition de l'après-Franco, réalisée sous un contrôle très strict, le succès électoral du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) était « annoncé », dans la mesure où il correspondait à la logique de l'équilibre final nécessaire de la monarchie parlementaire restaurée, autour du centre socio-politique d'un consensus bourgeois concerté, relativement stable et opportunément populaire.

En fait, en dépit des proclamations fracassantes des dirigeants sur les « cent années d'honnêteté » (... et « quarante de vacances »), l'appareil reconstruit du PSOE, recyclé comme instrument électoral à vocation gouvernementale centriste, représentait une cristallisation de ce même consensus bourgeois qui, dès le début même de la transition post-franquiste, avait visé à canaliser et à limiter les revendications populaires éventuelles. Par ailleurs, le sigle PSOE, vieux et vidé de tout contenu (jusqu'en 1975 poussiéreux et ridicule aux yeux des milieux universitaires), avait perdu depuis longtemps toute référence « socialiste » et « ouvrière ». Il s'était transformé, par la suite, en une marque électoral, monopolisée par un petit groupe de marchands du parlementarisme peu importants). Cette marque pouvait être acceptée aussi bien par les pouvoirs de fait que par le centre électoral modéré ou timoré.

Toutefois, il gardait encore un vague halo de progressisme social, qui permettait à ses partisans excessivement bien disposés, ou peu formés culturellement et politiquement, de prendre à la lettre le nom de Parti socialiste ouvrier. C'est pourquoi de très larges masses d'électeurs ont pu considérer ce parti en même temps comme le dernier rempart démocratique face à une régression possible vers une dictature militaire, et comme une forme d'auto-affirmation populaire et une expression symbolique de l'espoir de réaliser une future promotion collective plus égalitaire.

Une telle approche a été encouragée – voilà un élément historiquement décisif – par le coup d'Etat manqué du 23 février 1981. C'est cet événement qui a poussé des masses d'électeurs centristes à voter pour le groupe électoraliste restreint du PSOE reconstruit et pour le noyau ambitieux universitaire de Séville, qui avait arraché subitement le contrôle sur « ce qui restait du naufrage » de l'appareil du vieux parti très peu connu jusqu'à la veille. Désormais, on pouvait et on devait voter pour le PSOE sans crainte d'un coup d'Etat réactionnaire, militaire ou fasciste, ou même d'une instabilité politique dangereuse. Il fallait le faire après le 23 février, justement pour assurer la consolidation démocratique définitive du post-franquisme, et on pouvait miser sur le consensus tacite des pouvoirs de fait eux-mêmes (capital, banques, grande industrie, haute bureaucratie civile et militaire, roi, etc.).

Ces pouvoirs, qui ne cachaient pas leur inquiétude, avaient multiplié, dans les mois précédents, les signaux indiquant qu'ils souhaitaient au plus vite une stabilisation politique durable comme précondition à la stabilisation économique nécessaire. Ils étaient disposés à accepter ce qu'on appelait la « normalisation démocratique » et considéraient qu'un PSOE de plus en plus modéré (et déjà, sous une forme embryonnaire, technocratique) était l'instrument le plus adéquat pour accomplir ces tâches. Il s'agissait, en dernière analyse, de donner un contenu social au pacte réalisé en 1976 entre les élites, en l'étendant à des masses populaires qui ne nourrissaient plus d'illusions sur la possibilité de solutions radicales. Cette opération avait déjà commencé auparavant, avec le pacte de la Moncloa en 1978²⁾, et avait été appuyée par le Parti communiste espagnol (PCE), de plus en plus modéré sous la direction de Santiago Carrillo. Elle était devenue plus urgente face à la nouvelle aggravation de la crise économique des années soixante-dix,

pour imposer, sans trop de résistance ouvrière et populaire, un programme sévère de stabilisation et une vaste reconversion industrielle.

28 octobre : parachèvement de la démocratie bourgeoise

Le pari des pouvoirs de fait sur le PSOE comportait donc une stratégie de stabilisation socio-économique à moyen terme et représentait en même temps, dans une optique historique à long terme, le parachèvement de l'Etat libéral parlementaire dans l'Espagne contemporaine. La conquête de la majorité électorale par le PSOE est beaucoup plus que la victoire acceptée d'une poignée de jeunes capables de s'imposer sur le marché électoral. Elle implique la consolidation définitive, dans un pays périphérique comme l'Espagne, de cette démocratie bourgeoise capitaliste qu'on avait tant souhaitée après cent cinquante ans de révolutions et de guerres civiles, et qui se réalisait sous sa forme historique la plus mûre, celle de l'Etat de droit libéral et social.

Ce processus représente, en même temps que la « normalisation démocratique » sur le terrain politique, la réalisation tourmentée de la deuxième modernisation capitaliste (introduction du fordisme ou de la production de masse, institutionnalisation du grand capitalisme de type corporatif, rééquilibrage du secteur I de la production de biens d'équipement par l'expansion du secteur II de biens de consommation, industrialisation de l'agriculture et absorption de la population active agricole « excédentaire », création de l'Etat-providence et de la société de consommation, etc.). En Europe, ce processus s'était développé, en gros, entre 1871 et 1973 (transformation sociale majeure dans la première moitié du xx^e siècle qui bouleverse le monde entier, en passant par les guerres mondiales et les mouvements et régimes fascistes dans le centre européen le plus déséquilibré et par les ruptures socialistes à la périphérie, avant la stabilisation de l'Etat-providence bourgeois). Dans le cas de l'Espagne, cette transformation est particulièrement tardive, déséquilibrée et conflictuelle, et s'achève avec la fin du cycle récurrent de guerres civiles, de *pronunciamientos* et de dictatures militaires aux xix^e et au xx^e siècles.

Comme nous l'avons déjà mentionné, le coup d'Etat tragi-comique avorté du 23 février 1981 a été la dernière tentative d'un coup prétorien et a mis fin à tout jamais, symboliquement, à l'étape où la répression militaire directe avait été utilisée, entre autres, pour obliger par la force des masses paysannes à se transformer en masses de travailleurs salariés, nécessaires au développement de l'industrie capitaliste. Le 23 février démontrait également que l'épouvantail de la menace d'un coup militaire, évoquée par les secteurs les plus conservateurs des prétendus partis de gauche pour justifier leur modération politique extrême, n'était qu'un tigre de papier. En fait, après que l'Espagne eut connu elle aussi la deuxième modernisation capitaliste, le pouvoir réel résidait ailleurs : dans le capitalisme multinational, les grandes puissances occidentales, les grandes entreprises privées et publiques, la Bourse, la « technostructure » représentée par les hauts fonctionnaires corporatifs (semi-publics et semi-privés) et finalement dans les médias, qui

avaient prouvé de façon spectaculaire, dans la nuit du 23 février, leur capacité à déterminer une situation et à exercer un contrôle idéologique.

Une fois qu'on avait dépassé la phase la plus dure de déracinement – émigration forcée à l'intérieur du pays et à l'étranger, niveau de vie très bas, surexploitation du travail, prolétarianisation sociale et économique, etc. – l'intégration des masses populaires n'exigeait plus une répression prétorienne contre-productive et peu efficace (bien que la menace d'interventions militaires et policières constitue toujours le suprême recours de tout ordre bourgeois inégalitaire). En réalité, après une déprolétarianisation sociale et économique partielle, réalisée par les mouvements et les régimes sociaux-démocrates, l'intégration des masses dans la démocratie bourgeoise dans presque toute l'Europe – phase culminante de la deuxième modernisation capitaliste après la Seconde Guerre mondiale et la chute du fascisme – a été réalisée par une déprolétarianisation politique social-démocrate du mouvement ouvrier lui-même. On a assisté, dans le cadre de la société bourgeoise, à une réconciliation politique – ou pacte keynésien pour l'instauration de l'Etat-providence – entre le mouvement syndical et les organisations capitalistes : ce qui a comporté l'avènement au gouvernement, à la suite de victoires électorales, de partis qui, pour leurs origines et symboliquement, étaient représentatifs de la classe ouvrière, devenue majorité de la population (en Europe, dans la période allant de 1950 à 1960). C'était le processus final et nécessaire de la stabilisation de la démocratie bourgeoise elle-même, une sorte de « social-démocratisation » politique. Les acquis réformistes de l'Etat-providence qui en découlaient, en renforçant le développement capitaliste et l'« embourgeoisement » de toutes les structures sociales, ont modelé la société bourgeoise de masse par une triple intégration « normalisatrice » des masses travailleuses : – intégration dans la société de consommation (identification indifférenciée avec les valeurs hédonistes de l'individualisme possessif bourgeois) ; – intégration dans l'univers des médias (adaptation idéologique aux messages consensuels des médias) ; – intégration dans le système électoral (participation acritique aux rites électoraux consommés entre des partis de plus en plus indifférenciés).

Les nouvelles classes moyennes au pouvoir

Le gouvernement post-franquiste du PSOE est formé en décembre 1982 : il doit mettre fin aux conflits de la deuxième modernisation capitaliste et achever la stabilisation conservatrice de la démocratie bourgeoise. Composé d'un personnel jeune, qui assure la relève de la veille bourgeoisie franquiste, corrompue et incompétente, par la brillante génération universitaire de 1968, il n'a rien à voir avec les gouvernements socialistes et républicains de la période de la guerre civile. Il représente la combinaison d'arrivistes politiques peu connus, mais audacieux (expression des classes moyennes inférieures en expansion, qui s'étaient développées dans la société de consommation franquiste elle-même), et de ce que nous pouvons appeler la fraction technocratique de la génération de 1968 (expression, à son tour, du changement de génération qui s'opère, au niveau de la grande

bourgeoisie, par l'intermédiaire des jeunes lions d'une nouvelle bourgeoisie technocratique, qui correspond mieux aux besoins néo-capitalistes corporatifs d'une mentalité cosmopolite et d'une plus grande compétence technique). Les technocrates post-socialistes des gouvernements de Madrid des années quatre-vingt proviennent, généralement, des anciennes « facultés rouges », les facultés d'économie des années soixante, avant-garde de la lutte antifranquiste. Ils sont très cultivés et brillants mais, en même temps, avides de pouvoir. Après une radicalisation théorique éphémère, qui les avait amenés à se servir du marxisme comme d'un instrument de lutte contre la dictature franquiste et pour l'affirmation de leur propre pouvoir, ils commencent à jouer leur véritable rôle : celui de l'avant-garde de la nouvelle frontière – transnationale et cosmopolite, mais dépendante et spéculatrice – de la bourgeoisie espagnole, dont beaucoup d'entre eux étaient les rejetons. Plus concrètement, les technocrates post-socialistes représentent l'intégration définitive dans le bloc de pouvoir de ce qu'on peut appeler les classes moyennes fonctionnelles, résultat de l'accroissement fabuleux du surplus capitaliste alloué au paiement de la technocratie professionnelle. Ainsi, la composition des gouvernements du PSOE des années quatre-vingt correspond à une alliance tacite entre les deux fractions des classes moyennes fonctionnelles (enracinées avant tout dans le secteur des services), engendrées et accrues par la vague de développement du capitalisme de consommation (dépendant et suiviste) des années soixante.

D'un côté, les dirigeants les plus représentatifs du PSOE se lient aux classes moyennes fonctionnelles inférieures (employés, vendeurs, cadres intermédiaires, membres de couches inférieures des professions libérales, fonctionnaires moyens, etc.), produits du développement des services urbains et inspirés par un sentiment euphorique de promotion sociale. L'image bicéphale de la direction du PSOE, représentée par le tandem complémentaire Gonzalez-Guerra, exprime bien une telle origine et sensibilité, typique d'une attitude de démocratisation diffuse et indifférenciée, liée à l'esprit de consommation de masse. Ces dirigeants, enseignants universitaires de Séville très peu connus, peuvent être considérés comme des activistes des classes moyennes inférieures. En même temps, ils ont compris qu'il était possible d'utiliser, pour construire un pouvoir personnel, les restes de ce PSOE qui n'avait eu aucune influence dans l'opposition et encore moins dans la lutte active contre le régime franquiste dans les années soixante. Il faut ajouter, toutefois, que leur force provenait également du fait que les sociaux-démocrates allemands, à la recherche de jeunes organisationnellement capables, les avaient cooptés par l'intermédiaire de Willy Brandt.

D'un autre côté, les technocrates qui allaient orienter la politique économique des gouvernements du PSOE étaient, face aux deux figures de proue, Gonzalez et Guerra, les représentants des classes réellement hégémoniques : les classes moyennes supérieures fonctionnelles (directeurs, gérants, techniciens supérieurs, hauts fonctionnaires des nouvelles générations, etc.). En disposant d'un pouvoir croissant et avec des rétributions très élevées, cette classe de fonctionnaires, principaux bénéficiaires sociaux du développement des années soixante et impatientes d'écarter les gérants incompetents de l'époque franquiste, constituait une technocratie à cheval entre la grande entreprise privée et l'administration publique et jouait le rôle

d'une nouvelle fraction de la grande bourgeoisie en lien avec la vieille bourgeoisie entrepreneuriale et capitaliste. Nouvelle image de la domination capitaliste, ces nouveaux gérants technocratiques étaient, plus que n'importe quelle autre fraction sociale, des puritains du pouvoir, des adeptes fanatiques d'un principe inflexible de rationalisation (qui, dans les conditions objectives données, s'identifiait entièrement avec le principe de rentabilisation du capital). Ils estimaient que leur mission historique définitive était de discipliner les masses travailleuses en utilisant le bistouri de la reconversion, et que leur enrichissement était la conséquence naturelle de la rationalité compétitive du système capitaliste. Cachés derrière le sigle du PSOE et le couple paradoxal Gonzalez-Guerra, qui régnait plutôt que gouvernait, et résolument appuyés par l'instinct de pouvoir conservateur de plus en plus réactionnaire de Gonzalez, ils se plaçaient dans les ministères économiques fondamentaux (Economia y Hacienda, Industria, par la suite Obras publicas, etc.), d'où ils allaient imposer et diriger toute leur politique de reconversion industrielle et de contrôle strict sur la classe ouvrière.

Toutefois, une telle alliance et une telle composition du gouvernement du PSOE lui-même, basées sur les classes moyennes fonctionnelles, hégémonisées par les technocrates de la grande bourgeoisie, étaient perçues d'une façon confuse par les grandes masses de la population, en premier lieu par les travailleurs. Le souvenir historique des vieux militants du PSOE de l'époque républicaine (dont certains étaient pourtant trop vieux pour comprendre ce qui était en train de se passer), les références formelles à la prétendue nature ouvrière d'un parti qui n'était plus qu'un parti d'arrivistes et de carriéristes, et les espoirs tout à fait légitimes des gens simples contribuaient à entretenir le mythe de l'ouvriérisme du PSOE, surtout aux yeux de ceux qui n'en avaient pas une connaissance directe. Ce mythe était nourri sans vergogne par des idéologues qui n'hésitaient pas à présenter le PSOE comme un parti de la classe ouvrière. Ce sont surtout les partisans d'Alfonso Guerra, démagogue surdoué, comparables aux partisans de Lerroix³ au début du siècle à Barcelone, qui ont joué un tel rôle en exprimant un ressentiment de masse diffus et indifférencié, surtout pendant la deuxième transition post-franquiste (1979-1982).

Du réformisme franquiste à la social-démocratie de masse

Il s'agissait d'un ressentiment nourri par l'absence d'une véritable conscience de classe et de réelle culture politique de la part de larges secteurs de travailleurs immigrés, relativement déracinés, provenant en majorité de l'Espagne du Sud sous-développée (ce qui explique l'importance de la référence andalouse pour le noyau de Séville qui dirigeait les cadres du PSOE). Après l'élimination de la fraction critique et idéaliste qui se réclamait toujours de la tradition marxiste de l'aile gauche du parti, le « guerrisme » – en dernière analyse, comme le « lerroixisme », expression de l'« arrivisme plébéien » des classes moyennes inférieures

fonctionnelles – devenait le seul point de référence socialisant ou « de gauche » du PSOE triomphant. C'était une référence populaire – « populacière » beaucoup plus que « populiste » – de plus en plus détériorée et de moins en moins crédible. Pourtant, elle constituait la seule compensation symbolique aux yeux des masses travailleuses les moins conscientes ou les plus timorées, qui avaient voté pour le PSOE avec un enthousiasme nourri d'illusions jusqu'en 1982 et avec une acceptation résignée du moindre mal depuis 1985.

En fait, face à l'orientation économique sévère imposée dès le début par la fraction technocratique hégémonique du gouvernement du PSOE, les masses travailleuses, de plus en plus désarmées et dépourvues de toute alternative, ont continué à voter pour le PSOE afin de maintenir la démocratie formelle et un minimum de conquêtes sociales de l'Etat-providence. En dernière analyse, la politique de restructuration capitaliste du gouvernement, aux dépens de la classe ouvrière, comportait une reconversion de la social-démocratie classique (keynésienne) en une social-technocratie transnationale (post-keynésienne). En effet, si on voulait sortir de la crise des années soixante-dix et quatre-vingt, révélatrice des limites du modèle fordiste-keynésien, sans mettre fin à l'hégémonie du capital, il fallait opérer une reconversion industrielle profonde avec suppression d'entreprises et de postes non « rentables », de même qu'une rationalisation du travail, avec suppression d'une partie de la force de travail, une discipline stricte dans les entreprises, un chômage et travail précaire massifs, un accroissement de la productivité par l'introduction de technologies nouvelles, etc.

Le nouveau PSOE post-franquiste avait eu la malchance d'arriver au pouvoir au moment même où le modèle social-démocrate classique avait atteint ses limites et commençait à se décomposer. Ce modèle avait été possible dans le cadre des conditions économiques favorables qui avaient permis de construire l'Etat-providence en Europe occidentale capitaliste dans les années cinquante et soixante. Paradoxalement, à cause de la guerre civile de 1936, cela ne s'était produit en Espagne qu'à la fin des années soixante, sous la contrainte de l'intégration dans le capitalisme occidental et dans une mesure tout à fait insuffisante. C'est la dictature franquiste elle-même – et non la social-démocratie – qui avait géré ce processus, sous la forme d'un Etat-providence de consommation.

Ainsi, le destin historique a confié au PSOE post-franquiste, reconstruit de façon improvisée, la mission et la fonction politique de gérant de la nouvelle social-démocratie transnationale et néo-technologique. Typique des pays de l'Europe du Sud les moins développés, cette social-démocratie était caractérisée par une formule idéologique, politique et sociale de restructuration économique pro-capitaliste et de réalisation de la troisième révolution industrielle, moins radicale que le libéralisme brutal de Reagan-Thatcher. Dans les conditions sociales plus défavorables de l'Europe du Sud, les gérants du post-socialisme avaient besoin d'un soutien plus important des masses travailleuses, et donc devaient mener une politique sociale moins agressive, s'affronter moins aux syndicats ouvriers et mettre davantage l'accent sur les acquis de l'Etat-providence.

Ceci dit, cette approche de la social-démocratie de masse correspond avant tout à un processus de fond – post-keynésien – de restructuration du capital, qui

exige une déstructuration de la classe ouvrière. Il s'agit, comme l'indique, entre autres, Michel Aglietta, d'une nouvelle forme de régulation du capital. Face à l'épuisement de la productivité du modèle fordiste vers la fin des années soixante (phénomène de « stagflation ») et à la force structurelle accrue de la classe ouvrière grâce au plein emploi (Arrighi), on vise à mettre fin à ce plein emploi pour affaiblir la résistance ouvrière. Qui plus est, la social-démocratisation pro-capitaliste, favorisée, au niveau des forces productives, par la voracité faustienne des technologies nouvelles, tend à une reconversion industrielle permanente, dans le cadre d'une internationalisation du travail provoquée par la maximalisation de la rentabilité du grand capital transnational. Cela amène à un accroissement du travail précaire et à une précarité de la requalification professionnelle, afin de créer une masse de travailleurs flottants, correspondant aux intérêts d'une restructuration constante, qui permette de profiter des avantages comparatifs à chaque moment de l'innovation technologique accélérée. C'est un processus qui tend à entrer directement en conflit avec les syndicats, en dérégulant le marché du travail, en poussant à la désyndicalisation, en stimulant l'« individualisation » des travailleurs et en décomposant la classe ouvrière.

Ainsi, la social-démocratie, qui, après la deuxième révolution industrielle, avait exprimé politiquement les revendications socialisantes du mouvement ouvrier, s'est transformée en une technocratie œuvrant à l'adaptation de la classe ouvrière aux nouvelles exigences de la rentabilité patronale à l'ère du dynamisme permanent de la troisième révolution industrielle. En Espagne, entre 1982 et 1985, la restructuration capitaliste nécessaire pour intégrer l'économie espagnole dans le capitalisme transnational avec un rôle subordonné, tâche fondamentale du gouvernement du PSOE, amène à une reconversion industrielle social-technocratique, qui achève cette démobilisation du mouvement ouvrier après la transition post-franquiste, dont le Pacte de Moncloa a été le point de départ. Cette reconversion, imposée incontestablement par l'aggravation de la concurrence sur un marché mondial dominé par le capital transnational des grandes puissances, est réalisée sans aucun projet alternatif et sans le moindre esprit créatif, dans une optique suiviste, purement liquidationniste et répressive. Miguel Boyer n'a pas hésité à utiliser une métaphore pertinente en disant qu'il fallait tout simplement « *s'accrocher à la locomotive nord-américaine* », évidemment comme « *dernier wagon* ».

On a ainsi préparé l'étape de splendeur de l'économie spéculative des années 1986-1989, avec des taux d'intérêt élevés, l'ouverture illimitée aux investissements étrangers, la vente de toute sorte de biens espagnols et une désindustrialisation progressive sans remplacement. D'un point de vue politique et social, les opérations de reconversion industrielle déstructuraient profondément la classe ouvrière traditionnelle par un taux très élevé de chômage chronique (jusqu'à 22 % à certains moments) et de travail précaire (jusqu'à 33 %). En même temps, la propagande gouvernementale, visant à faire accepter ces opérations, nourrissait de façon obsessionnelle la mythologie des technologies nouvelles, prétendument destinées à résoudre magiquement tous les problèmes de la production, et de l'obsolescence définitive d'une classe ouvrière qui serait remplacée par la « cybernétisation » de tous les processus et l'utilisation de robots intelligents et dociles.

Cette obsolescence ouvrière serait contre-balançée par la formation de nouvelles élites « néo-technologiques », sur-qualifiées et dotées d'un niveau très élevé de compétitivité technique, évidemment au service d'une rentabilisation nécessaire et inexorable de tous les processus de la vie sociale. Hiérarchisation technologique, compétitivité sur les marchés et entre individus, rentabilisation pro-capitaliste et succès économique immédiat en tant que but « rationnel » absolu : voilà la structure idéologique du système de valeurs du post-socialisme, face à l'euphorie croissante des couches supérieures des classes moyennes fonctionnelles ayant la tâche de réaliser, avec lucre, les nouvelles valeurs de la phase d'expansion de la fin des années quatre-vingt.

De la fin de l'histoire à la fin de l'euphorie spéculative

Encouragées par la formule « En Espagne, on peut gagner beaucoup d'argent en peu de temps », l'« enrichissez-vous » de Carlos Solchaga, reconverti de ministre de l'Industrie en ministre de l'Economie (après la sortie de Boyer qui avait choisi d'entreprendre des activités financières très lucratives), toutes les couches du capital national et transnational favorisées par la reconversion économique d'ensemble se lancent dans des opérations spéculatives effrénées. Ces gens sont présentés par les médias comme les « nouveaux entrepreneurs » et les grands créateurs de richesse nationale.

Cette richesse – sur laquelle personne ne se pose de questions – découle, en dernière analyse, du remplacement de la force de travail par des technologies nouvelles plus productives, qui créent un surplus fabuleux. Elle est produite, avant tout, en dehors de l'Espagne, mais après l'intégration dans la CEE, en 1985, afflue constamment vers le pays par des ventes de toute sorte de valeurs. En même temps, on assiste à une « financiérisation » croissante de l'économie, basée sur une augmentation croissante des profits par rapport aux salaires réels (Jesus Albarracin). Cela correspond à la culture de consommation qui, comme Kenneth Galbraith l'a dénoncé, favorise uniquement les classes possédantes (capitalistes et grands rentiers) par une politique, appliquée dans tout le monde occidental, d'impôts réduits et de taux d'intérêt très élevés.

A la fin des années quatre-vingt, de nouveaux riches et « requins », principaux bénéficiaires de la dernière restructuration socio-technocratique, commencent à apparaître aussi en Espagne. C'est le moment où les mythes de la post-modernité aboutissent à la proclamation, par le fonctionnaire du Département d'Etat d'origine japonaise Fukuyama, de la « fin de l'histoire » avec le triomphe définitif du libéralisme (capitaliste) comme forme supérieure et ultime de l'humanité. A leur tour, les vieux et les jeunes idéologues du PSOE redécouvrent l'individualisme méthodologique, en nous racontant que le poussiéreux *homo oeconomicus*, calculateur, égoïste et rationnel, de la micro-économie néo-classique de la demande des années soixante-dix et quatre-vingt explique d'une façon adéquate le comportement des requins et des spéculateurs, proposé comme forme unique et suprême du rationalisme raffiné de l'individu supérieur (bourgeois).

Toutefois, les fastes de 1992, qui auraient dû marquer aux yeux des dirigeants du PSOE le point culminant de leur modèle de croissance, coïncident avec la fin de l'euphorie spéculative, typique de l'économie de casino dans laquelle des masses astronomiques de capitaux circulent presque sans rapport avec les processus réels. En même temps, cette irrationalité et ce gaspillage vont de pair avec une dualité sociale croissante entre les nouveaux riches et les bénéficiaires de rétributions très élevées, d'un côté, et les chômeurs et les gens marginalisés, de l'autre. Comme Albarracín et Montes l'ont souligné, il est devenu nécessaire de faire éclater la bulle financière par un assainissement du système, impliquant la destruction d'une partie du capital financier. Cela suppose la fin non seulement du capitalisme spéculatif et de casino, mais aussi, fondamentalement, du néo-libéralisme radical, qui l'avait engendré. C'est une phase ou un moment de la restructuration capitaliste, qui correspond au passage du modèle fordiste-keynésien, en tant que modèle d'équilibre de la deuxième révolution industrielle, au nouveau modèle de rééquilibre, qui caractérise la troisième révolution industrielle ou révolution technoscientifique.

Ce rééquilibrage devra coïncider avec une nouvelle phase d'assainissement politique et social, condition pour éviter une dégradation complète du système. Cela implique une récupération du rôle dénié de l'Etat et de la primauté du facteur public face aux mythes fallacieux du marché libre. On pourra assister ainsi à une nouvelle phase de « resocialisation » réformiste permettant, au moins, une reconsolidation de l'Etat-providence, une récupération du plein emploi, etc., comme des éléments fondamentaux du système. Mais la forme et la profondeur de cette nouvelle phase dépendront, dans une large mesure, d'une nouvelle mobilisation de toutes les couches des classes subalternes pour une démocratisation sociale et antilibérale et anti-hiérarchique, allant au-delà de la social-technocratie. Il s'agit d'une mobilisation nécessaire, mais incontestablement très difficile. La prétendue fin de l'histoire s'est réduite à la fin de l'euphorie spéculative.

novembre 1992

1. Le 14 avril 1931 est la date du renversement de la monarchie, le 18 juillet 1936 celle du commencement de la guerre civile, le 1^{er} avril 1939 celle de la fin de la République, le 20 novembre 1975 celle de la mort de Franco et le 15 juin 1977 celle des premières élections législatives post-franquistes.

2. Le Pacte de la Moncloa, pacte de concertation socio-politique classique, a été adopté sous l'impulsion du Premier ministre de l'époque, Adolfo Suárez, en octobre 1977.

3. Alejandro Lerro, dirigeant du Parti radical, qui a évolué d'orientations de centre-gauche vers des positions réactionnaires, a été Premier ministre entre 1933 et 1936.

CHRISTIAN PICQUET

Le paradoxe français

D'élections générales en scrutins partiels, de crise des institutions en scandales qui éclaboussent uniformément l'ensemble des partis, le paysage politique français prend de plus en plus l'allure d'un champ de ruines. Au cœur d'un continent qui s'enfonce dans la récession, alors que la perspective d'unification de la Communauté part en charpie et que, partout, des crises affectent les formes de la domination bourgeoise, la France apparaît comme la « grande malade » de l'Europe. Chaque sondage atteste du désarroi qui saisit une opinion à qui l'horizon paraît désespérément bouché. Entamées sous le signe du « changement », les années Mitterrand resteront finalement celles que les contraintes capitalistes et la loi du profit marqueront de leur empreinte indélébile : l'austérité, la corruption généralisée, la concussion. De la terrible affaire du sang contaminé par le virus du SIDA et transfusé à des hémophiles aux tripatouillages boursiers, de la destruction des services publics à l'enrichissement frauduleux des élites, les ingrédients sont réunis d'une crise politique et morale d'autant plus dévastatrice que le mouvement ouvrier ne dispose pas des moyens de lui offrir une issue. Derrière Jean-Marie Le Pen, l'extrême

droite a donc encore de beaux jours devant elle. Presque soixante ans après la marche des ligues fascistes sur l'Assemblée nationale, le 6 février 1934, elle entame d'ailleurs sa campagne pour les prochaines élections législatives avec un slogan évocateur : « *Mains propres et tête haute.* »

Dans cette décomposition politique et institutionnelle, s'ancre ce que l'on appellera, dans cet article, le « paradoxe français ». Les onze années de gestion social-démocrate laissent la gauche réformiste exsangue. Le mouvement social se trouve rejeté sur la défensive. Conjugué à la perte de crédit du projet socialiste à l'échelle internationale, ce contexte alimente à la fois une perte des repères qui structuraient jusqu'alors le combat de classe et des phénomènes de repli sur soi et de désespérance. Mais la classe dominante n'y gagne qu'un répit relatif, se révélant pour sa part incapable de stabiliser sa domination.

Maastricht ou le révélateur

Le référendum du 20 septembre sur les accords de Maastricht est venu sanctionner cette situation. Jamais l'Hexagone n'avait connu une si grande instabilité depuis une quinzaine d'années. Mai 68 mis à part, rarement le divorce n'apparut aussi profond entre les citoyens et ceux qui sont censés les représenter. D'un bout à l'autre de l'échiquier politique, les plus éminents chefs des « partis de gouvernement » s'étaient engagés en faveur du « oui ». Ils n'obtinrent qu'un succès étriqué, avec seulement cinq cent mille voix d'avance. Partis des faubourgs et des campagnes du pays, le « non » fit, à l'inverse, l'événement.

Il est, à cet égard, frappant que la carte du rejet des accords européens ait à ce point épousé celle de la France qui peine et fait les frais des politiques d'ajustement économique conduites au sommet de l'Etat. 70 % des ouvriers agricoles, 60 % des ouvriers, 53 % des employés, 62 % des agriculteurs, 52 % des artisans et commerçants ont ainsi repoussé le volumineux document technocratique soumis à leur jugement. Un phénomène que souligne encore l'étude des cinquante-quatre départements (contre quarante-sept) qui votèrent « non ». Il s'agit, pour l'essentiel, de ceux que l'unification capitaliste de l'Europe promet à la désertification industrielle, à l'exode rural ou au statut de zones touristiques. De même, le refus de Maastricht l'emporta-t-il dans les villes où prospèrent le chômage, la misère et l'exclusion, de Marseille à Denain, du Havre aux banlieues ouvrières de Paris. En revanche, l'approbation de Maastricht recueillit une majorité dans les régions qui peuvent espérer s'intégrer à la grande zone de transports, de développement industriel et urbain, d'essor commercial que dessinent les plans de Bruxelles : Ile-de-France, Grand-Ouest, vallée du Rhône, partie du pourtour méditerranéen...

Inévitablement, ce vote à dominante sociale recoupe l'électorat traditionnel de la gauche. Sur les soixante-dix-huit départements ayant donné une majorité à François Mitterrand en 1988, cinquante et un se sont prononcés en faveur du « non ». Des bastions historiques de la social-démocratie, à commencer par le Nord-Pas-de-Calais, ont désavoué le parti auquel ils accordaient leur confiance

depuis des décennies. Ce qui faisait récemment constater à un politologue grenoblois : « *Plus les circonscriptions ont voté Mitterrand au deuxième tour de la présidentielle et plus souvent le "non" y a été majoritaire le 20 septembre. Dans le quart des circonscriptions qui ont le plus fortement voté Mitterrand, la proportion de "non" majoritaires atteint les 68 %. Celle-ci n'est que de 32 % dans le quart des circonscriptions qui ont le plus voté Chirac. Le poids dominant du vote de gauche dans le "non" et du vote de droite dans le "oui" ne fait guère de doute. Le cœur de la France de gauche a refusé Maastricht : les dix circonscriptions championnes du vote Mitterrand de 1988 ont toutes voté majoritairement "non", dont huit à plus de 60 %¹.* »

Comment ne pas y voir l'expression de la sourde résistance du salariat à l'austérité ? Comment ne pas souligner que cette polarisation sociale met en charpie les projets au travers desquels la bourgeoisie française tente, depuis longtemps, de marginaliser le poids politique de la classe ouvrière et des catégories populaires laissées-pour-compte de la modernisation capitaliste ? Par-delà des traductions politiques différentes, Valéry Giscard-d'Estaing lorsqu'il accéda à la présidence de la République en 1974, puis François Mitterrand à partir de 1981 affichaient un dessein identique. Ils voulaient en finir avec l'« exception française ». Ou, du moins, cet aspect de ladite « exception française » qui faisait écrire à Stanley Hoffmann, voilà près de vingt ans : « *Il y a peu de pays dans lesquels les mouvements de protestation ont été aussi fréquents et divers dans leurs origines, et aussi semblables dans leurs manifestations*². » Pour cela, ils préconisaient la constitution d'un nouveau bloc hégémonique – un « bloc central », pour reprendre la terminologie de Giscard – alliant les principaux secteurs de la classe dominante aux fractions supérieures du salariat. L'« exception française » se sera finalement révélée la plus forte, le référendum témoignant qu'un profond clivage de classe partageait toujours le pays en deux.

Bien sûr, il serait abusif de parler, à propos de ce 20 septembre, d'un « vote de classe » au sens politique du terme. Le décalage se révèle considérable entre la colère de l'électorat populaire devant la dégradation de ses conditions de vie et la conscience qui s'y exprime. Les sondages portant sur les intentions de vote aux élections législatives de mars 1993 s'avèrent parfaitement éloquentes. Ils montrent qu'une large fraction de celles et ceux qui se sont opposés à Maastricht se prépare à reporter ses suffrages sur la droite, voire sur l'extrême droite. On débouche, ici, sur l'un des traits fondamentaux de la crise politique et sociale en France : au terme de onze années de pouvoir du Parti socialiste, l'exaspération populaire va croissante, mais elle ne trouve aucun répondant crédible à gauche, sur le terrain de l'action collective ou sur celui des solutions politiques.

Le 20 septembre n'en marque pas moins un tournant de la situation française. Car il profile à l'horizon une nouvelle configuration politique.

Face au traité européen, la droite s'est scindée entre un bloc d'inspiration libérale (autour des états-majors du RPR et de l'UDF) et un courant populiste et bonapartiste qui, derrière deux caciques du parti gaulliste, Charles Pasqua et Philippe Séguin, s'affirma dans la bataille pour le « non ». Loin de refléter

uniquement des ambitions contraires, cette division recouvre des bases sociales différentes et des orientations potentiellement opposées pour faire face aux défis que doit relever l'économie française. L'alliance Pasqua-Séguin ne dissimule nullement sa volonté de récupérer l'électorat populaire que capta longtemps la famille gaulliste, avant de le voir s'échapper vers le PS dans les années soixante-dix, puis vers le Front national dès le milieu des années quatre-vingt. Pour y parvenir, elle n'hésite pas à rompre des lances contre le libéralisme sans bornes qui caractérise la gestion gouvernementale et plaide en faveur de mesures protectionnistes face à la concurrence internationale. Elle va même jusqu'à avancer un programme social propre à faire rougir de honte la gauche gouvernante qui, pour sa part, a renoncé à promouvoir la moindre réforme. Si cette fracture aboutissait, dans l'avenir, à une rupture ouverte – et donc à l'implosion du camp réactionnaire tel qu'il est structuré depuis presque vingt ans – une nouvelle force de droite se trouverait en situation de canaliser à son profit le désarroi populaire et de concurrencer directement, sur ce terrain, le parti lepéniste.

Dans le même temps, la campagne en faveur de la ratification des accords de Maastricht a parfaitement mis en relief une convergence de forces politiques autour d'une politique libérale et monétariste. Dans l'approbation, se sont retrouvés les trois « partis de gouvernement » (RPR, UDF, PS) et Génération Ecologie, formation lancée par Brice Lalonde, ancien ministre de l'Environnement de Mitterrand, afin de ramener vers la majorité présidentielle une fraction de l'électorat écologiste ainsi que des socialistes en rupture de ban. Une recomposition au centre de la vie politique s'est, de cette manière, dessinée en creux, sur la base d'une orientation correspondant aux intérêts des secteurs performants du capital français, ceux que leur compétitivité conduit à jouer la carte de l'unification européenne. Cette convergence constitue une nouvelle variante de cette « République du centre », de ce « Parti démocrate à l'américaine » que divers leaders politiques appellent de leurs vœux pour unir, dans une nouvelle majorité, la social-démocratie et les secteurs libéraux ou chrétiens-démocrates de la droite. La cristallisation de cette nouvelle majorité se révèle pourtant impossible à court terme, l'usure du pouvoir en place comme l'effondrement annoncé du Parti socialiste interdisant qu'elle se réalise autour d'eux.

A gauche enfin, les phénomènes d'éclatement continuent de prédominer. Simplement, l'échéance référendaire aura-t-elle permis, après la guerre du Golfe, de réaliser une nouvelle convergence des courants critiques. Des personnalités issues du Parti communiste (en particulier les « refondateurs » regroupés derrière Charles Fiterman), du Parti socialiste (venues pour l'essentiel du courant Socialisme et République, qui opère actuellement sa mutation en Mouvement des citoyens), des Verts et de l'extrême gauche se sont retrouvées ensemble pour mener campagne en faveur d'un « non » de gauche, récusant toute tentation nationaliste ou chauvine et s'affichant résolument internationaliste. Malgré ses limites, cette bataille aura donc approfondi les fractures au sein des formations traditionnelles de la gauche, accéléré des déchantements jusqu'alors en gestation, ouvert le débat sur le bilan du mitterrandisme et sur les moyens d'ouvrir une nouvelle perspective pour les travailleurs.

En résumé, ce 20 septembre aura mis en évidence les éléments constitutifs de la situation française : une crise sociale sans précédent, le naufrage de la gauche gouvernementale, la perte de légitimité des mécanismes traditionnels de représentation. Il est toutefois impossible, à ce stade, d'apprécier quels éléments pourront précipiter une redistribution générale des cartes. Quoique infime, le succès du « oui » tend à différer l'échéance de l'implosion. Dans l'immédiat, vont donc s'approfondir l'instabilité et la décomposition politiques. Pour comprendre les raisons de ce blocage, il convient de revenir sur le basculement qu'a constitué, dans l'histoire du pays, la décennie écoulée.

Du séisme social des années quatre-vingt...

Lorsque le Parti socialiste parvient au pouvoir, en mai 1981, au terme d'une conquête entamée dix ans plus tôt, il se voit porté par une profonde espérance de changement. Les élections législatives qui suivent la victoire de François Mitterrand lui octroient une majorité absolue de sièges à l'Assemblée nationale. C'est pourtant sous son égide que sera ultérieurement conduite la plus impitoyable offensive contre les acquis et positions de la classe ouvrière. Prenant prétexte de l'échec de la relance keynésienne tentée par le premier gouvernement Mauroy, le tournant libéral de 1982-1983 aboutit au laminage de conquêtes sociales vieilles de quatre décennies. Des concentrations industrielles comme l'automobile, les charbonnages, les chantiers navals, la sidérurgie ou la chimie sont démantelées. La désindexation des salaires, la baisse continue du revenu ouvrier sous prétexte de « rigueur », le recours à l'individualisation des rémunérations permettent à l'Hexagone d'afficher le triste record du plus faible coût du travail en Europe. Le système de protection sociale connaît à son tour un début de démembrement. Bien avant qu'une vague xénophobe déferle sur le Vieux Continent, les gouvernements de gauche s'en prennent à l'immigration, pratiquement désignée comme le bouc émissaire de la régression sociale.

Bien sûr, à chaque étape de cette offensive, les travailleurs ont résisté. De dures batailles ont été livrées pour tenter de mettre en échec les plans patronaux ou gouvernementaux. Mais les défaites qui sanctionnèrent chacune de ces épreuves de force ont fini par produire des effets cumulatifs. Aussi, au début des années quatre-vingt-dix, la combativité se retrouve-t-elle en chute libre, au point que le nombre de jours de grèves soit tombé à son niveau le plus bas depuis... 1946. Les conflits sociaux tendent à se fragmenter. Dans les secteurs qui se retrouvent, à leur tour, en butte aux plans de restructuration, il arrive même que le patronat n'ait pas à affronter de véritables confrontations. En se conjuguant à la faillite de l'orientation des directions syndicales, les modifications imposées à la force de travail ont débouché sur un affaiblissement considérable de l'organisation ouvrière. En dix ans, le mouvement syndical a perdu la moitié de ses effectifs. Avec à peine un million cinq cent mille adhérents répartis en plusieurs confédérations ou structures autonomes, il est désormais le plus faible d'Europe occidentale.

Tous ces facteurs se réfractent sur le niveau de conscience des travailleurs. Depuis Mai 68, ces derniers n'ont pas vécu de véritables crises sociales et politiques provoquées par le mouvement de masse. Sur fond de dégradation du rapport des forces, la perception des enjeux du combat de classe régresse. Ce qui provoque des phénomènes de repli sur soi, le développement de réactions corporatistes, l'affaiblissement des traditions de solidarité et d'entraide, l'apparition d'éléments de rupture entre générations. Il en résulte un recul de la confiance en soi de la classe ouvrière, de son appréhension de la place qu'elle occupe dans les rapports sociaux et de sa capacité à polariser l'ensemble des couches en butte aux attaques du capital.

Avec plus de trois millions de salariés concernés, le taux de chômage est l'un des plus élevés du continent. Sa durée moyenne s'accroît régulièrement. L'ensemble des branches industrielles, du public comme du privé, se voit touché par des vagues de licenciements. Témoignant de l'ampleur nouvelle du phénomène, les catégories les plus formées sont à leur tour frappées : entre juin 1990 et juin 1991, l'inactivité a, par exemple, progressé de 25 % parmi les cadres et ingénieurs. La jeunesse demeure néanmoins la plus touchée. Progressivement, se dessinent les contours d'un marché du travail à deux vitesses : d'un côté, les « performants », acceptant les contraintes de la modernisation et une individualisation poussée du salaire comme du travail ; de l'autre, les « perdants » qui s'enlisent dans la marginalité sociale.

Victimes de la mondialisation capitaliste, des « nouvelles technologies » et de l'orientation conduite depuis onze ans, des secteurs entiers de la population se voient dorénavant interdire l'accès au marché du travail et à un statut professionnel stable. Venant des fractions défavorisées de la classe ouvrière ou issus de l'immigration, ne bénéficiant que d'un bas niveau de qualification et privés d'accès à une formation dont ils sont écartés, ils s'enfoncent dans la précarité. Un sous-prolétariat déclassé se développe ainsi, fort de centaines de milliers d'hommes et de femmes. Celui-ci se concentre notamment à la périphérie des grandes villes. La chaîne de l'exclusion se reproduit jusqu'à le placer dans une situation de dépendance extrême, qui l'éloigne toujours davantage d'une activité salariée.

En réaction, cette installation forcée dans un ghetto social engendre le recours aux expédients, à la violence, à la délinquance. L'explosion désormais régulière des banlieues est le symptôme de cette société à deux vitesses. Certes, Vaulx-en-Velin n'est pas encore Los Angeles. Mais, à force de durer, la marginalité tend à produire ses propres normes. Comme le démontre le sociologue Daniel Mothé : *« Les chômeurs BNQ [bas niveau de qualification] de longue durée deviennent des populations dont l'expérience de vie est souvent limitée à celle de la survie et qui donc sont obligées de passer par des expédients : travail au noir, chapardage, fausses déclarations, etc. Ces pratiques transgressives deviennent, pour les exclus, les seules manifestations où ils peuvent paradoxalement se socialiser³. »*

Les structures traditionnelles du mouvement ouvrier s'avèrent incapables d'offrir une quelconque réponse à la demande d'une population qui fait durement

les frais de la crise du système. Car le passage au pouvoir de la social-démocratie les laisse en état de décomposition avancée.

... au naufrage de la gauche traditionnelle

Les élections législatives de mars 1993 vont consacrer la mort du Parti socialiste, tel qu'il vit le jour, en 1971, sous les auspices de François Mitterrand. La stratégie d'Union de la gauche, basée sur l'alliance du PS et du PCF, avait alors permis à une social-démocratie sortie étrillée de son soutien aux guerres coloniales de se reconstruire et de redevenir le premier parti ouvrier du pays. Réponse réformiste à la radicalisation ouvrière des années soixante et soixante-dix, l'Union de la gauche avait su canaliser une aspiration de masse à l'unité et au changement social. Ce qui permit, en 1981, à François Mitterrand de se faire élire à la présidence de la République, malgré la division et l'amorce d'une dégradation des rapports de forces entre les classes. Au terme de onze années de pouvoir, à une échelle de masse, l'expérience est faite de la gestion social-démocrate de la crise. Le PS n'apparaît plus comme le parti des réformes, mais comme celui de l'ordre, pour ne pas dire du conservatisme social. C'est Alain Minc, idéologue du grand patronat moderniste, qui décrit le mieux la mutation d'une formation dont les chefs « *se sont cuirassés avec le culte du réalisme à tout crin pour perpétuer l'inlassable bonheur existentiel que leur donnent les colifichets du pouvoir* »⁴. Les procédures judiciaires qui s'abattent en cascade sur des dirigeants ou élus accusés de corruption ou de détournement de fonds publics ne peuvent que renforcer cette image d'une formation qui s'est installée dans la gestion du système jusqu'à en épouser toutes les tares.

Touché de plein fouet par les retombées de sa gestion des affaires publiques, le Parti socialiste voit sa substance militante s'amenuiser inexorablement. Il se réduit, peu à peu, à la charpente de ses quelque cinquante mille élus. Son encadrement tend de plus en plus à se confondre avec le haut personnel de l'appareil d'Etat. La désaffection de son électorat semble désormais irréversible. Lors du renouvellement des conseils régionaux, en mars 1992, il est tombé à son niveau le plus bas depuis vingt ans : 18,3 % des suffrages. « *Le Parti socialiste souffre d'une véritable déstructuration*, écrit Jérôme Jaffré, le directeur de la SOFRES, l'un des premiers instituts de sondage de l'Hexagone. *Il perd ses traits constitutifs de parti des classes moyennes salariées. Or, en 1984, il obtenait ses meilleurs scores parmi les employés (25 %) et les salariés du secteur public (33 %) ; en 1992, il se concentre autour de sa moyenne nationale, y compris dans ses catégories de prédilection.* » Plus grave encore, les motivations du vote en sa faveur, telles que les relèvent les enquêtes d'opinion, montrent à quel point il est désormais coupé de la jeunesse et des secteurs sociaux qui aspirent à changer le cours des choses : « *C'est l'électorat socialiste (...) qui apparaît le plus conservateur ! Pis : si l'on distingue, dans l'électorat socialiste des législatives de 1988, les transfuges et ceux qui ont continué à voter PS aux régionales, ce sont les fidèles qui se montrent les plus réticents à l'égard du changement social. Onze années au pouvoir ont changé la*

*relation classique entre socialisme et transformation, au profit d'une équation socialisme = stabilité, porteuse d'une formule destructrice : socialisme = usure*⁵. » Une image qui n'a rien de surprenante, si l'on se souvient que, à l'occasion de son congrès « programmatique » de décembre 1991, le PS prit pour devise : « *Le capitalisme borne notre horizon théorique.* »

Dans ces conditions, si l'hypothèse d'un redressement relatif de l'influence socialiste demeure envisageable, celle d'une reconquête durable de ses positions semble dépourvue de toute crédibilité. Du moins sur le court ou moyen terme. Une page paraît bel et bien tournée, provoquant parmi les dirigeants de cette formation l'amorce d'un débat sur l'avenir, dont les conséquences sont totalement imprévisibles. La tendance dominante reste celle de la transformation du PS en un « Parti démocrate à l'américaine », qui trancherait ses derniers liens avec la tradition social-démocrate et deviendrait une machine électorale apte à favoriser des jeux d'alliances diversifiées avec certains secteurs des actuels partis bourgeois. Cette option a incontestablement les faveurs du premier secrétaire, Laurent Fabius. Elle se heurtent néanmoins à deux obstacles de taille. Le principal est, naturellement, l'absence de fractions significatives du camp bourgeois prêtes à se lancer dans une pareille aventure, aux côtés d'une organisation qui paraît à la dérive. Le second est que, pour opérer semblable mutation, il faut au moins donner l'image du dynamisme, de la modernité, de la capacité à attirer les « gagners ». Ce qui n'est nullement le cas du PS, au terme de onze années de gestion des affaires.

Dès lors, il est probable que la nomenclatura socialiste cherchera toutes les combinaisons pouvant lui éviter le naufrage. Cela peut aller de la reconstitution de majorités de « troisième force » – telle qu'il en existait entre la SFIO et la démocratie-chrétienne dans les années cinquante – jusqu'au lancement d'une constellation de clubs ou mouvements se situant dans l'orbite du parti. Chacune de ces structures serait alors censée ramener des secteurs particuliers de l'électorat vers le porteur des couleurs socialistes à l'élection présidentielle de 1995. Il est également possible que, toutes ces tentatives échouant, tente de se reconstruire sur les débris de l'actuel PS une petite force social-démocrate, au sens traditionnel du terme. Quoi qu'il en soit, c'est un avenir de soubresauts et d'incertitudes qui s'ouvre de ce côté de l'échiquier politique. Déjà, dans la foulée de la guerre du Golfe, une série de courants tendent à se dégager à gauche du PS. C'est notamment le cas de Jean-Pierre Chevènement et de son Mouvement des citoyens, qui s'est engagé dans la bataille en faveur du « non » à Maastricht. Ou encore du Mouvement Action-Egalité, formée autour d'Harlem Désir, l'ancien président de SOS-Racisme. Cependant, à des degrés différents, les ruptures décisives restent à venir et les clarifications commencent à peine.

Le Parti communiste eût pu, à l'instar de son homologue de l'Etat espagnol, profiter de la déroute de son ancien partenaire de l'Union de la gauche. Il n'en fut rien. Incapable de se doter d'un projet de rechange lorsque s'effondra sa stratégie d'alliance avec le Parti socialiste, violemment percuté par la désintégration des dictatures bureaucratiques de l'Est européen, il est entré dans la spirale du déclin accéléré et de la marginalisation. Les événements d'août 1991 à Moscou auront achevé de déstabiliser sa direction, lorsqu'elle apporta un soutien tacite aux

putschistes. Hostile à la perestroïka gorbatchévienne mais ne pouvant ni se réclamer de l'ordre ancien ni défendre avec quelque crédit la perspective d'un socialisme démocratique, elle se retrouve privée de toute boussole. La crise interne du parti est encore aggravée par ses volte-face à répétition au plan national. Depuis son retrait du gouvernement, en 1984, il ne cesse de passer du soutien conditionnel à la critique radicale de la majorité socialiste. Tout en inscrivant son action dans le cadre d'un illusoire « rassemblement populaire majoritaire », il en revient régulièrement à des incantations en faveur d'une nouvelle union avec le PS. Ces perpétuels revirements le placent dans une situation d'équilibre si instable qu'elle peut le conduire à tous les errements pour tenter de retrouver une place sur le champ politique. On l'a vu en 1991, lorsqu'il se lança dans une campagne nationale contre l'immigration, dont les relents racistes n'étaient pas sans rappeler parfois la prose du Front national.

L'agonie du PCF s'étendra probablement sur des années. Elle se trouvera freinée par l'inexistence d'une véritable alternative à gauche des appareils traditionnels comme par l'influence qu'il conserve au sein d'une CGT qui reste la première centrale syndicale du pays. A ce stade, son déclin crée d'abord un vide dangereux qu'aucune force ne parvient à occuper. Reste que la coupure du PC avec la réalité sociale française, son incapacité à regagner du terrain dans l'électorat populaire, l'affaiblissement constant de ses liens avec les cadres du mouvement ouvrier créent une situation irréversible. D'où des soubresauts internes qui atteignent désormais leur paroxysme.

Les piliers qui assuraient jadis au parti sa stabilité sont affectés. Le PCF se transforme de plus en plus en un réseau de coteries et de féodalités. L'essentiel de sa représentation municipale affiche désormais sa dissidence, menant sa propre politique en fonction des intérêts particuliers des différents élus. Ce phénomène converge avec l'apparition des « refondateurs » communistes qui se comportent, phénomène inédit, en véritable fraction publique. L'opposition à la direction tend même à gagner le secteur « économique » du parti et des secteurs de l'appareil cégétiste. Cette désagrégation chaotique ouvre de nouveaux espaces de débat à gauche. En même temps, elle reproduit les traits négatifs ayant freiné le développement ou mené à l'échec de tous les courants communistes critiques depuis 1986 (Pierre Juquin et les « renovateurs », Marcel Rigout et les « reconstructeurs »...). Les opposants à la direction limitent en général leurs attaques au bilan de « socialisme réel », aux errements de l'appareil bureaucratique, au fonctionnement monolithique du parti. Ils se montrent, en revanche, impuissants à dessiner une ligne alternative à celle de l'équipe dirigeante. Une situation que confortent, évidemment, l'état du mouvement social et la faiblesse de l'extrême gauche.

Du mouvement syndical, il n'émerge pas davantage de perspectives à court terme. Inapte à relever, depuis quinze ans, les défis de la crise, de la « révolution technologique » et des mutations structurelles du salariat, il s'enlise dans une véritable impasse. La fonction syndicale elle-même s'en trouve mise en doute à une large échelle. Ce qui s'exprime à travers le faible attrait qu'exercent les confédérations sur les salariés, l'apparition de syndicats autonomes ou encore par les taux d'abstention souvent importants aux élections professionnelles. Cette

évolution est encouragée par les retombées de la législation sociale issue de dix ans de pouvoir social-démocrate. Complétant les phénomènes d'individualisation du travail, cette dernière tend à morceler l'action des syndicats et à encourager le corporatisme, brouillant encore leur image auprès des travailleurs. Elle favorise l'institutionnalisation accrue de leur encadrement et les conduit à exister davantage à travers leurs résultats aux élections professionnelles que par leurs capacités militantes ou leur efficacité sur le terrain.

Ce faisant, les structures syndicales s'éloignent progressivement des préoccupations des salariés. Elles tendent à reproduire des pratiques similaires à celles qui marquent la vie politique et apparaissent fréquemment mues par le seul goût de la prééminence institutionnelle, l'obsession des postes acquis, la logique propre des jeux d'appareil. Les équipes militantes tendent à en porter les stigmates, en favorisant fréquemment l'émergence de cadres inexpérimentés à la lutte.

Cette évolution explique le déchaînement, en apparence irrationnel, des logiques bureaucratiques au sein de certaines confédérations. Dans la foulée des grandes grèves de 1988 et 1989, la CFDT a expulsé ses opposants dans les PTT et la Santé. La Fédération de l'Education nationale, seul cadre ayant résisté au grand schisme de la Guerre froide, vient d'exclure ses syndicats oppositionnels et ses tendances minoritaires, perdant du même coup plus de 40 % de ses adhérents. Les auteurs de ces processus scissionnistes cherchent, ce faisant, à faire prévaloir une nouvelle conception, celle d'un syndicalisme de service et de délégation au détriment du syndicalisme d'action.

La V^e République à bout de souffle

Cette terrible crise de direction du mouvement ouvrier eût dû conforter le pouvoir des possédants. Certes, ce fut le cas, le patronat parvenant à rejeter les travailleurs sur la défensive. Mais la décomposition de la gauche réformiste eut également pour effet de mettre à nu la crise de l'hégémonie bourgeoise en France.

On l'a vu à l'occasion du référendum sur les accords de Maastricht, le décalage entre le jeu institutionnel et les préoccupations populaires atteint désormais son paroxysme. Aux yeux du plus grand nombre, les projets et programmes des appareils politiques, de droite et de gauche, apparaissent ne prendre en compte ni les réalités quotidiennes ni les attentes du corps social. Dans cette réalité nouvelle, s'enracine un dérèglement généralisé du système de représentation.

C'est ce qui explique que les partis de la droite classique ne profitent pas véritablement de l'asthénie de leurs adversaires. A quelques mois des élections législatives de mars 1993, ils s'avèrent en mesure de rafler une majorité absolue de sièges à l'Assemblée nationale. Cette victoire interviendra toutefois dans le contexte paradoxal où ils n'incarnent pas une solution de rechange à la politique social-démocrate.

En dépit de leur regroupement en une coalition unique, le RPR et l'UDF ne sont toujours pas parvenus à surmonter les contradictions qui les amenèrent aux défaites de 1981 et 1988. Face à un Parti socialiste dont la gestion épouse

étroitement les exigences capitalistes, ils ont échoué à réunifier autour d'eux les principaux secteurs de la classe dominante et à retrouver une base sociale stable. Leur structuration apparaît comme l'héritage d'une période dont les coordonnées sont aujourd'hui dépassées. Simplement, les mécanismes institutionnels français, en figeant les rapports politiques dans une logique bipolaire, ont jusqu'alors empêché une redistribution des cartes. Cela place en permanence les partis de droite sous la menace d'une implosion, sans que leur crise parvienne à se dénouer. Dans ce contexte, la prochaine élection présidentielle sera sans doute le moyen grâce auquel les fractions en compétition pour la *leadership* mesureront leur force respective et chercheront à imposer l'un de leurs chefs de file.

Cette mêlée incertaine trouve son origine dans l'ébranlement de la V^e République. On débouche, ici, sur l'un des traits majeurs de la situation française. Durant plus de vingt-cinq ans, les institutions créées par le général de Gaulle constituèrent le rempart solide du pouvoir bourgeois. La Constitution promulguée en 1958 et modifiée en 1962 consacra la mise en place d'un Etat fort et d'un régime bonapartiste. Les assemblées élues y virent réduire leur rôle, au profit de l'exécutif et, singulièrement, de la présidence de la République. Les partis politiques perdirent leur fonction ordinaire de pression sur le terrain parlementaire. Le pouvoir réel s'organisa autour d'un vaste corps de hauts fonctionnaires et de technocrates, soustraits à tout contrôle des institutions officielles de la démocratie bourgeoise. Cet édifice dotait, d'une part, la bourgeoisie d'un appareil coercitif puissant destiné à s'opposer aux mouvements de la classe ouvrière. Il permettait, d'autre part, de concentrer les choix politiques et économiques essentiels entre les mains du pouvoir central et des sommets de l'administration.

Tout en bouleversant l'équilibre sur lequel reposait auparavant les III^e et IV^e Républiques, les nouvelles institutions s'efforcèrent de pérenniser l'alliance entre les secteurs dominants de la bourgeoisie et les classes moyennes traditionnelles. Une alliance sur laquelle reposa l'hégémonie bourgeoise, un siècle durant. Dans l'ouvrage déjà cité, Stanley Hoffmann en décrivait parfaitement les mécanismes : *« La société reposait sur un consensus qui incluait la haute bourgeoisie, les classes moyennes inférieures (comprenant à la fois les petits patrons, les fonctionnaires et les employés) ainsi que les paysans. Ce consentement général à ce que j'ai appelé ailleurs la société bloquée tendait à sauvegarder pour l'essentiel les valeurs et les attitudes de l'ère pré-industrielle et à diluer ou retarder l'industrialisation. Or, ce consensus excluait le prolétariat industriel et créait une barrière psychologique majeure entre les travailleurs et le reste de la population. »*

La dynamique de la crise économique, qui ne cessa de s'aggraver au long des deux décennies écoulées, vint s'attaquer aux bases mêmes de l'édifice. L'exacerbation de la concurrence entre les trois pôles du monde capitaliste (Etats-Unis, Japon, Europe) ; la soumission de tous les gouvernements occidentaux à la fameuse « contrainte extérieure », impliquant l'élimination des secteurs retardataires ; la déréglementation de l'ensemble des marchés et la perte, par les Etats, de leurs capacités de régulation et de planification de l'accumulation ; le renforcement de la contrainte monétaire, par une politique de restriction du crédit et de lutte contre l'inflation, entraînant une hausse des taux d'intérêt réels : tels sont les éléments qui

vinrent remettre en cause le vieux bloc hégémonique qu'avait préservé l'instauration de l'Etat fort. D'autant que, conséquence de l'imbrication des économies, l'ouverture croissante du marché français heurtait de plein fouet les intérêts du petit et moyen capital. Pour ne prendre que cet exemple, le revenu net moyen de la paysannerie ne cessa de diminuer à partir de 1975. Ce qui équivalait à une rupture du pacte implicite contracté entre elle et la grande bourgeoisie (en garantissant le revenu et la protection sociale, en échange de l'acceptation des conséquences de la modernisation de l'agriculture).

Cette rupture se traduisit par un divorce grandissant entre les partis de la droite classique et les classes moyennes traditionnelles. Perceptible sous le règne de Valéry Giscard d'Estaing, il devint patent au cours des années quatre-vingt, lorsque lesdites classes moyennes se mirent en quête d'une nouvelle représentation politique. Giscard puis Mitterrand tentèrent bien de jeter les bases d'un nouveau bloc hégémonique, fondé cette fois sur l'alliance des secteurs performants du capital et les fractions supérieures du salariat. L'affaiblissement du mouvement ouvrier organisé d'un côté, le ralliement du Parti socialiste au libéralisme de l'autre eussent pu permettre à celui-ci de voir le jour, en instaurant dans le pays une sorte de « consensus mou », fait de résignation à l'ordre établi, d'espoirs déçus et d'inexistence de toute solution alternative crédible. Ce projet s'est toutefois fracassé sur un double écueil. Quoiqu'elle ait acquis la confiance des possédants, la social-démocratie se trouve aujourd'hui atteinte d'un discrédit tel qu'il la prive pratiquement de la possibilité d'en devenir le pivot. Pour sa part, la droite souffre à la fois de son impuissance à incarner une politique de rechange, la défiance qu'elle continue de générer dans l'électorat populaire et de la perte d'une partie de sa base petite-bourgeoise.

D'où l'impasse politique et institutionnelle dans laquelle s'enlise le pays. Au gré des crises sociales et des changements de majorité parlementaire, les partis traditionnels ont perdu leurs fonctions de représentants des intérêts de fractions de classe particulières et d'encadrement de la société. En créant, sur la base des régions, des fœdalités autonomisées des appareils nationaux et disposant d'importants moyens financiers, la loi de décentralisation (adoptée en 1982) a prolongé cette tendance. La présidentialisation croissante des institutions tend, de surcroît, à organiser la vie politique autour de machines électorales n'existant que pour assurer la promotion de leur aspirant-Bonaparte. S'ajoutant à la perte d'attrait du mouvement ouvrier traditionnel, ces facteurs engendrent une abstention qui est allé jusqu'à représenter la moitié du corps électoral.

Dès lors, la crise de la V^e République entre dans une phase nouvelle. Les équilibres politiques et sociaux sur lesquels elle reposait depuis ses origines s'avèrent minés. Dans ses structures actuelles, l'Etat ne parvient donc plus à remplir efficacement son rôle d'unification des différentes fractions de la classe dominante et d'instrument coercitif contre le mouvement de masse. Il éprouve des difficultés croissantes à conserver la capacité d'arbitrage entre les classes que requiert la place marginale réservée au Parlement dans le cadre de la Constitution. Le discrédit du Parti socialiste met François Mitterrand en première ligne des affrontements politiques et en fait la cible de tous les mécontentements, le respon-

sable désigné des désastres de la politique gouvernementale. La fonction présidentielle, clé de voûte des institutions, s'en trouve directement affectée. Enfin, le mode de scrutin uninominal à deux tours – qui assure automatiquement une majorité absolue au Parlement aux partis dominants, même s'ils ne recueillent la confiance que d'un gros tiers de l'électorat – révèle sa totale inadaptation. 40 % environ des électeurs accordent à présent leurs suffrages à des formations non représentées à l'Assemblée.

En retour, se développe particulièrement, et à grande vitesse, ce phénomène que Samir Amin baptise « despotisme médiatique ». Par le monopole d'information dont ils disposent, le contrôle qu'y exercent de puissants groupes industriels et financiers, les médias – en particulier audiovisuels – sont en quelques années devenus l'un des vecteurs principaux de l'assujettissement idéologique des classes travailleuses.

On comprend que resurgisse, à intervalle régulier, un âpre débat sur la transformation des institutions. Certains plaident en faveur d'une VI^e République, d'autres pour l'instauration d'un régime présidentiel à l'américaine, tous s'accordent pour constater que la « monarchie républicaine » héritée du général de Gaulle ne peut perdurer très longtemps. Indispensable à la redéfinition de nouveaux équilibres politiques et sociaux, cette réforme se trouve pourtant bloquée par la paralysie et la désagrégation des appareils partisans qui domine la vie politique.

L'émergence de nouveaux phénomènes

Deux forces recueillent, pour l'essentiel, les dividendes de cette configuration. A droite, il s'agit du Front national. A l'autre extrémité de l'échiquier, ce sont les écologistes.

Depuis qu'il obtint, pour la première fois, des scores dépassant ses résultats groupusculaires antérieurs, le parti lepéniste n'a cessé de s'enraciner dans le tissu social français. Gravitant entre 10 % et 15 % des intentions de vote, il représente aujourd'hui une force qui pèse sur la vie du pays et contamine le programme des formations traditionnelles. La progression de ses thèses fut d'ailleurs fulgurante. En octobre 1991, 32 % des Français se déclaraient d'accord avec les idées de Jean-Marie Le Pen ; en octobre 1987, ils n'étaient que 18 %... Son implantation tend désormais à s'uniformiser ; dans vingt-sept départements, il pèse pour 15 % des suffrages et plus. Dans trente-huit, il oscille entre 10 et 15 % ; il n'existe plus que vingt-neuf départements où il ne franchit pas la barre des 10 %. Autant dire qu'une telle influence est de nature à réorganiser en profondeur la vie politique. Non au sens où cette force fasciste se trouverait aux portes du pouvoir, mais dans la mesure où son programme est aujourd'hui en situation d'exorciser les peurs et les fantasmes d'une fraction significative de l'électorat.

Pour l'essentiel, cette ascension est le produit de la crise sociale, de la dislocation du système de représentation politique, de la désorganisation du mouvement ouvrier. Le déchirement du tissu social secrète un profond désarroi dans les catégories exclues de la population laborieuse. L'impasse dans laquelle se débat la

droite parlementaire libère un espace au national-populisme qu'incarne le Front national. La déroute du PS et du PCF permet à la rhétorique lepéniste d'obtenir un impact auprès de certaines catégories de salariés, impact que l'on retrouve dans les syndicats. Ajoutons que les bouleversements de l'ordre international provoquent une perte générale des repères. La montée des tensions et des nationalismes en Europe centrale et orientale, l'exacerbation des concurrences entre classes possédantes du Vieux Continent soulignent le repli de l'impérialisme français sur la scène internationale. Ce dont l'extrême droite tire parti en dénonçant notamment la construction de l'Europe telle qu'elle s'opère sous l'égide des Douze.

Bien sûr, il faut se garder de tout raisonnement mécanique qui procéderait par analogies historiques. Les formes qu'emprunte l'enracinement du Front national s'avèrent profondément différentes de l'essor des fascismes de l'entre-deux guerres. Ni ses rapports à la classe dominante, ni ses facultés d'encadrement de fractions de masse désorientées, ni sa stratégie de conquête du pouvoir ne sont semblables. Même s'il demeure, comme constante, un projet de société basé sur le culte de la force, la destruction des partis et syndicats, l'atomisation de la classe ouvrière, l'exaltation d'un « ordre naturel » fondant l'appel à la discrimination raciale. Il s'agit, en somme, d'un fascisme moderne, qui s'adapte aux coordonnées présentes du « paradoxe français ».

C'est en cela qu'il se révèle dangereux. L'audience qu'il obtient sur des questions telles que la sécurité ou l'immigration lui a permis de mettre en évidence certains aspects de la crise sociale en France. De sa pression décuplée sur la société, découlent déjà diverses attaques contre les conquêtes démocratiques : limitation du droit d'asile, restriction du droit de manifestation sur des thèmes touchant à l'immigration, mise en cause insidieuse du droit des femmes à l'avortement et à la contraception... Engregeant ces succès, il peut à présent dessiner les contours d'un projet authentiquement fasciste : défense de l'« identité française », lutte contre le « cosmopolitisme », affirmation d'un antisémitisme de moins en moins dissimulé, culte du chef et démagogie sociale prétendant répondre à la faillite des partis de la gauche traditionnelle, antiparlementarisme, défense de l'ordre moral...

S'étant heurtée à un important sursaut démocratique à l'occasion du scrutin de mars 1992, la progression du parti lepéniste semble temporairement bloquée. Mais l'influence qu'il a conquise et son développement militant peuvent demain lui permettre de profiter d'un rebondissement de la crise sociale et politique.

Pour ce qui les concerne, les écologistes occupent directement la place laissée vacante à gauche des états-majors réformistes. Ils rassemblent un électorat, certes composite, mais qui n'en veut pas moins manifester sa défiance envers le gouvernement, son rejet du discours politique classique et des institutions qui le symbolisent, son aspiration à la justice et à l'égalité, son attachement à la défense de l'environnement. De ce point de vue, leur irruption sur la scène politique n'est pas un phénomène éphémère. Pour certaines couches militantes issues de la gauche traditionnelle ou du mouvement syndical et associatif, pour des secteurs de la jeunesse à la recherche d'une réponse à leurs aspirations, ils peuvent apparaître comme une réponse face au marasme dominant. Ce qui autorise à considérer que,

à travers leur existence et leur devenir, se joue partiellement le sort des recompositions futures à gauche du PS et du PCF.

Durant la première période de leur développement, à partir de 1989, les Verts se contentaient d'une activité essentiellement électorale, conjuguée avec une présence limitée sur le terrain social. Leurs succès dans les urnes les a contraints à intervenir sur des questions politiques aussi décisives que la guerre du Golfe ou le combat contre l'extrême droite. A ces occasions, ils ont dû se confronter avec d'autres courants politiques et relativiser progressivement le discours « ni droite, ni gauche » dans lequel ils s'enfermaient auparavant. De premières décantations sont apparues, amplifiées ultérieurement par la bataille référendaire. A cette occasion, une aile des Verts (derrière Dominique Voynet et Alain Lipietz) s'est engagée en faveur du « non », répondant ainsi à la radicalisation de la base du parti et s'écartant des préoccupations tacticiennes de certains dirigeants (comme Antoine Waechter) soucieux, eux, de jeter les bases d'une alliance avec les « partis de gouvernement » et, plus particulièrement, la social-démocratie.

Ces clarifications sont appelées à s'approfondir dans l'avenir. L'influence électorale des écologistes étant devenue un enjeu pour la formation de toute majorité électorale, on voit à présent se développer diverses manœuvres visant à la réintégrer dans le jeu institutionnel. La création de Génération Ecologie vise, par exemple, à contrecarrer l'essor des Verts et à doter les projets de recomposition au centre de la vie politique d'une assise élargie. Brice Lalonde plaide ainsi très clairement en faveur de la constitution d'une axe « vert, rose, bleu ». Autrement dit d'une coalition des écologistes, des socialistes et des courants libéraux de la droite.

Dans un premier temps toutefois, compte tenu de la faiblesse du mouvement social et des difficultés que rencontrent les courants critiques de la gauche, ces opérations risquent d'engendrer beaucoup de confusion dans la mouvance écologiste. La préparation des législatives de 1993 en est l'indice. Les deux partis écologistes se sont alliés au sein d'une coalition unique, qui s'avère très en retrait sur certains des objectifs avancés auparavant par les Verts. Cela place les secteurs de gauche, ceux qui s'étaient dressés contre le traité de Maastricht, entre parenthèses des processus unitaires à gauche du PS et du PCF et va retarder le débat sur l'articulation de la démarche écologiste à un projet global de changement social.

En conclusion de ce rapide tableau, on peut résumer en ces termes l'enjeu des prochaines années : ou le discrédit des grands partis, la crise politique et sociale, la désintégration de la social-démocratie déboucheront sur une recomposition à gauche ; ou bien ils engendreront une nouvelle vague de démoralisation et de découragement, propre à favoriser toutes les démagogues et toutes les aventures. Le choix de la section française de la IV^e Internationale consiste, bien évidemment, à travailler dans la première hypothèse. En sachant que le chemin sera long, escarpé, semé d'embûches. Et que la dégradation des rapports de forces ou l'obscurcissement des perspectives politiques représenteront des handicaps majeurs.

Il n'en existe pas moins quelques atouts. La désorganisation du mouvement ouvrier n'engendre pas la résignation à l'exploitation, comme en témoigne la radicalité d'une série de conflits récents. Les exigences d'unité et de démocratie

s'expriment avec force dans des luttes que les appareils syndicaux parviennent de plus en plus difficilement à contrôler. De nouveaux terrains de confrontation (urbanisme, logement, environnement) mettent en mouvement de nouveaux secteurs sociaux. C'est à partir de ces éléments qu'il convient d'agir pour réorganiser les forces du mouvement social et refonder une perspective crédible d'émancipation des travailleurs. Cela devra s'articuler aux décantations en gestation dans le mouvement ouvrier. Bien sûr, celles-ci n'en sont encore qu'à leurs balbutiements. Mais, dans le PS ou le PCF, dans les syndicats, chez les écologistes, des courants commencent à tirer le bilan, encore partiel et souvent contradictoire, de quelques décennies de désillusions et de trahisons. Ayant déserté partis et syndicats, des milliers d'hommes et de femmes se sont réfugiés dans l'attentisme, sans pour autant céder encore à la tentation du repli. A plus ou moins longue échéance, s'affirmera une nouvelle génération militante. Par-delà des attentes et des préoccupations hétérogènes, le fiasco conjoint des modèles jusque-là offerts par les directions réformistes fera de plus en plus émerger l'exigence d'une nouvelle représentation politique des travailleurs. N'est-il pas significatif que, lorsqu'on les interroge, 82 % des symphatisants de gauche affirment qu'ils verraient d'un bon œil la création d'une nouvelle formation politique regroupant des personnalités venant du Parti socialiste, du Parti communiste et des écologistes⁶ ? Un résultat commenté en ces termes par le directeur de l'institut ayant réalisé ce sondage : « *Ce sont les catégories que l'on sait les plus déçues par la gauche, alors qu'elles en étaient les plus fidèles adeptes, qui se montrent les plus favorables au projet : les jeunes, les employés et les ouvriers.* »

Pour se concrétiser, cette perspective demandera probablement plusieurs années. Elle appellera des clarifications rendues aujourd'hui difficiles par la désorientation ambiante. Les premiers débats mêleront des courants évoluant vers la gauche à des secteurs aux caractéristiques beaucoup plus confuses. Ils ne viendront à maturité qu'à la chaleur d'événements substantiels, de grandes luttes ou d'ébranlements politiques décisifs. Seules des accélérations de cette ampleur permettront de dégager l'expérience grâce à laquelle verra le jour un nouveau mouvement ouvrier, se renouvelleront et fusionneront les générations militantes. La perspective d'un nouveau parti pour la transformation sociale disposera alors de ses meilleures chances de réalisation. C'est dans ce cadre que travaille la LCR, en recherchant systématiquement l'action commune avec les forces et courants affichant la volonté de défendre une nouvelle politique à gauche, en favorisant les débats au travers desquels peuvent s'opérer les clarifications, en défendant ses propres propositions pour reconstruire l'espoir.

15 décembre 1992

1. *Libération*, 24 novembre 1992.

2. Stanley Hoffmann, *Essais sur la France*, Le Seuil, 1974.

3. *Esprit*, février 1991.

4. *Le Nouvel Observateur*, 1^{er} août 1991.

5. *Le Vote éclaté*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1992.

6. *Profession politique*, 4 mai 1992.

CLAUDE GABRIEL

« *Globalisation* » mondiale contre UEM ?

Où peut-on situer la Communauté européenne et son projet d'Union économique et monétaire (UEM) au sein de la réorganisation mondiale du capital ? En est-elle un segment secondaire ? N'est-elle qu'une étape éphémère reflétant en tout premier lieu une réaction de défense, tardive et velléitaire, du « Vieux Monde » face à la puissance du Japon ?

Avouons-le, ces questions ne sont pas d'une très grande originalité. Et si elles reviennent ainsi de manière récurrente, c'est en fait parce que nous vivons, depuis dix ou quinze ans, dans une période de réorganisation accélérée du capitalisme mondial. Depuis la signature de l'Acte unique en 1986, une masse considérable de livres et d'articles ont été écrits à ce propos et tous les avis ont été donnés, de l'annonce d'une superpuissance européenne pour le troisième millénaire au pronostic de la « non-existence » communautaire après un probable « décrochage » de l'Allemagne et son retour à la « Mitteleuropa ».

Mais le projet de l'UEM n'est de toute manière pas réductible à un simple épisode de l'organisation des flux commerciaux entre quelques Etats européens.

L'intérêt du débat sur le substrat objectif de l'Union européenne réside dans son lien avec d'autres grands problèmes comme, par exemple, l'interprétation du cycle long dépressif amorcé dès 1974, l'analyse de la nouvelle division internationale du travail et des nouvelles formes de dépendance, la dynamique des nouvelles technologies de production, la réorganisation des entreprises et du travail, etc. Tout cela converge, en fait, vers une réappréciation du capitalisme contemporain après deux décennies de marasme.

La crise capitaliste – notamment parce qu'aucune alternative radicale n'a été opposée au capitalisme dans les principaux pays industriels – a favorisé ou nécessité la multiplication d'ajustements empiriques, d'abord très fragmentés, puis progressivement convergents, afin de surmonter les contradictions accumulées tout au long du cycle précédent. Il suffit, toutefois, de constater les errements des taux de profit et d'investissement, le niveau de l'endettement public et privé, l'ampleur du chômage, la fragilité du système monétaire international, la dislocation sociale dans le tiers-monde pour comprendre que la « sortie de crise » n'est pas « programmable ».

En premier lieu, donc, la crise et la réorganisation mondiale en toile de fond ! Le projet européen s'y emboîte avec une dimension spécifique pour ce qui concerne les relations combinées du marché, du capital et des Etats ¹. Et c'est peut-être de cela que naissent les passions et les spéculations sur le contenu de l'UEM... En effet, y a-t-il un capitalisme européen en formation ? Quel rapport peut-il y avoir entre le projet d'union monétaire et politique d'une part et la formation d'un « capitalisme européen » ou des « intérêts industriels européens » d'autre part ? Dès lors, quel est l'avenir de l'Etat-national en Europe et quelle pourrait être la stabilité institutionnelle du projet de Maastricht ?

D'autres questions encore : par exemple, pourquoi ne se contentent-ils pas d'une simple zone de libre échange ? Ou encore : ne seraient-ce pas essentiellement les gouvernements qui poussent à l'UEM (ce qu'évoque souvent le terme de « volonté politique ») alors que le patronat, lui, aurait des soucis plus mondiaux et finalement plus prosaïques ?

La grande bouffe des années quatre-vingt

Les dix dernières années ont vu *une accélération des restructurations* industrielles et commerciales. Les opérations boursières – qu'elles aient été à caractère spéculatif ou non – ont montré que le capital chevauchait les frontières nationales plus que jamais auparavant.

Il y a une histoire tout à fait intéressante de ces dix ou douze dernières années boursières et capitalistiques, avec ses accalmies et ses reprises. Le krach boursier de 1987, en affaiblissant certaines valeurs, a pu favoriser pour un temps toute une grande vague d'OPA. Il a facilité une véritable « purge » dans certaines branches, au niveau national ou mondial. Le marché américain a été particulièrement ciblé et les phases de faiblesse du dollar ont pu déterminer les rythmes de ce grand chambardement... Les acquisitions britanniques aux Etats-Unis passent ainsi pro-

gressivement du nombre de 8 en 1984 à 114 en 1988 (total sur cinq ans : 407) ; celles réalisées par des entreprises allemandes de 4 à 29 et celles des néerlandaises de 5 à 9...

Dans cette époque de restructurations, les plus gros acheteurs peuvent être aussi les plus gros vendeurs, afin, notamment, de redéfinir les « métiers » prioritaires de la firme et de mieux maîtriser le portefeuille boursier. En France, au cours de ces années de « grande bouffe » (1987-1988), les trois principaux acheteurs (CGE, Thomson et Rhône-Poulenc) sont aussi les trois principaux vendeurs.

Toujours en France, on compte, en 1988, plusieurs acquisitions par mois chez Saint-Gobain ou Thomson. BSN rachète cinq filiales de Nabisco pour 2,5 milliards de dollars. Pechiney s'offre American Can. En 1989, Bull achète l'Américain Zénith, Michelin acquière Uniroyal, le numéro deux américain du pneu, pour 10 milliards de francs. Rhône-Poulenc aligne 8,5 milliards de francs pour acheter les activités chimiques de RTZ et GAF. Entre 1987 et 1989, 43 % des soixante-dix grands groupes français avaient réalisé au moins une opération d'achat (25 % réalisées en Grande-Bretagne et 25 % aux USA). Les investissements français à l'étranger croissent de 80 % en 1986, de 44 % en 1987 et de 45 % en 1988. Parallèlement, les investissements étrangers en France progressent de 54 % en 1988².

Durant les mêmes années, Siemens l'Allemande et GEC la Britannique achètent Plessey, une autre Britannique. Siemens reprend l'entreprise de téléphonie Rolm des mains d'IBM qui partagera à moitié la commercialisation aux États-Unis des centraux téléphoniques produits par cette entreprise. Siemens, encore, acquière l'entreprise française d'informatique IN2.

Unilever, le Hollandais, a procédé entre 1984 et 1989 à une centaine d'acquisitions représentant un investissement de quelque 45 milliards de francs ! Il achète l'Américain Chesebrough pour 3 milliards de dollars ; ensuite, il se sépare de ce qui, dans ce nouveau portefeuille, ne correspond pas à ses métiers de base : deux sociétés d'articles de sport et une activité de produits chimiques lourds qu'il revend à ICI.

Première constatation : ce mouvement complexe de concentration a parallèlement concerné les structures nationales, continentales et mondiales du capital. Des alliances ou des achats inamicaux ont mis en œuvre des capitaux les plus divers pour des stratégies qui pouvaient être, selon les cas, nationales, européennes, nord-américaines ou mondiales.

Rien de nouveau sous le soleil, pourrait-on dire : les multinationales ne datent pas de ces dernières années, pas plus que leur stratégie internationale. Sans doute. Mais les propos tenus désormais sur la « globalisation » de l'économie mondiale ne sont pas des exercices de style. Ils décrivent une évolution réelle. Quelque chose d'essentiel s'est passé.

La globalité de l'économie mondiale capitaliste n'est pas nouvelle mais, ce qui est nouveau, c'est l'ampleur de la circulation internationale du capital ainsi que les mécanismes qui président à certaines alliances internationales.

On a d'ailleurs déjà noté un recul relatif des stratégies visant à constituer des filiales contrôlées majoritairement. A l'inverse, se sont développées des formes

contractuelles de longue durée donnant naissance à des structures appartenant conjointement à des entreprises de « nationalité » différente ³.

C'est donc peut-être de là qu'il faut partir pour se reposer la question du début : ces mouvements de capitaux favorisent-ils ou non l'éclosion d'un ensemble industriel proprement européen ?

Un Monopoly sans frontières

Il existe à ce propos une multitude de statistiques sur les achats, ventes et alliances au cours des années quatre-vingt. Nous en signalons quelques-unes (voir tableau A ci-contre).

La première ⁴ signale en 1985 que, sur 212 entreprises européennes qui ont passé des alliances en matière de recherche et développement, 30 % l'ont fait avec des entreprises du même pays, 26 % avec des partenaires européens et 74 % avec d'autres. 23 % du total ont créé, d'ailleurs, pour cela une société commune.

Une autre étude précise que, entre 1982 et 1985, les 197 filiales communes créées dans la Communauté ont été pour 24 % des opérations nationales, pour 35 % des opérations communautaires et pour 41 % des alliances internationales ⁵.

Sur une période plus récente, nous disposons d'autres statistiques. En ce qui concerne la constitution de « co-entreprises » par les mille premières firmes de la Communauté, entre 1986 et 1990, on en a dénombré 171 entre partenaires « nationaux », 138 entre partenaires de la Communauté et 177 autres ⁶. Durant la même période, les fusions (y compris absorptions et prises de participation majoritaires) ont été 899 entre entreprises d'un même pays, 640 entre entreprises de la Communauté et 261 d'un autre type.

En général, la tendance est à l'accroissement du nombre d'opérations, quel qu'en soit le partenariat. Le total des fusions auxquelles participent ces mille premières entreprises de la Communauté passe de 303 en 1986-1987 à 492 en 1988-1989 et à 622 en 1989-1990.

En 1988, dans la seule chimie européenne, il y a eu 240 opérations de fusion et d'acquisition : 100 à caractère domestique, 101 « transatlantiques », 24 entre Européens et 15 entre l'Europe et l'Asie ⁷.

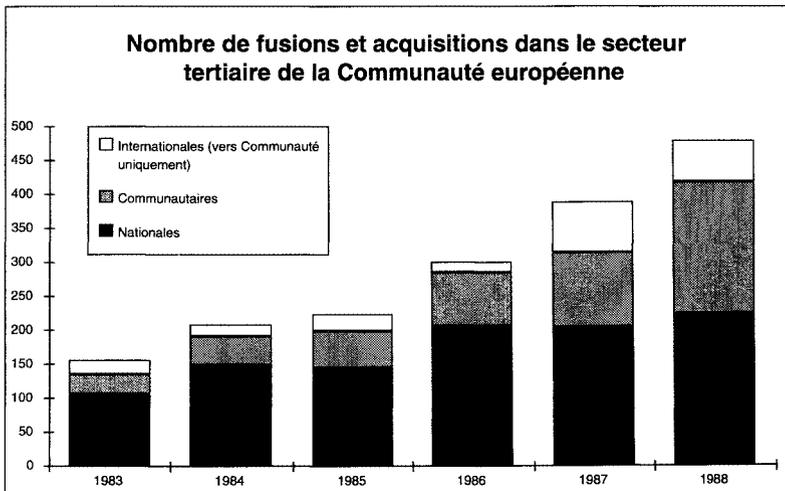
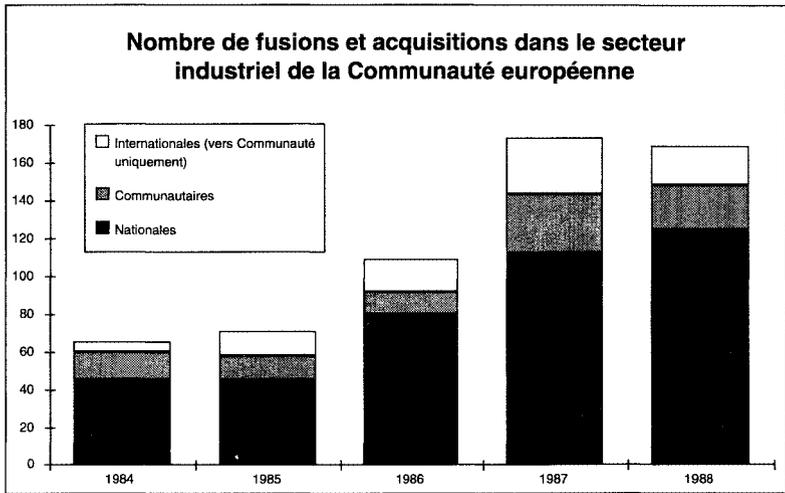
Une étude italienne montre que sur 1 883 accords de coopération, bilatéraux ou multilatéraux, passés par des firmes italiennes entre 1982 et 1985, 15 % seulement se sont faits avec des entreprises exclusivement européennes ⁸. Le reste a impliqué donc, en partie ou totalement, un partenariat japonais ou nord-américain.

Une étude sur la France pour la seule année 1988 fait apparaître 464 opérations entre sociétés françaises, 138 entre une entreprise française et une d'un autre pays de la Communauté, et 149 avec une firme hors CEE ⁹. Dans le nombre d'opérations de concentration au cours de l'année 1988, 93 l'ont été avec des entreprises hors-CEE, dont 50,5 % avec des firmes américaines ; 92 l'ont été avec des entreprises de la CEE.

Les auteurs respectifs de ce genre d'études en tirent singulièrement des conclusions contradictoires. Pour certains, il en ressort une « prédominance des

Fusions et acquisitions dans les secteurs industriel et tertiaire de la Communauté européenne

(tableau A – source : Commission européenne)



opérations intra-communautaires » (*Perspectives économiques de l'OCDE*, décembre 1990) alors que, pour d'autres, la preuve d'une convergence d'intérêts européens est ainsi loin d'être apportée.

Le mouvement est en effet d'abord national. Le journal allemand *Spiegel* de Hambourg parlait en 1986, à propos des mouvements de concentration en Allemagne, de « *grande bouffe* ». « *Toutes les douze heures un "grand" fait claquer ses mâchoires, un plus petit se glisse sous l'aile d'un plus fort, deux égaux en force – ou en faiblesse – décident d'unir leurs forces* ¹⁰. » L'article décrivait dans le détail la cadence infernale des concentrations et le volume des capitaux mis en jeu. Et, selon cette enquête, la plupart des patrons concernés justifiaient cette boulimie par les exigences de la concurrence mondiale. La fusion de Daimler et de l'avionneur MBB fera quelques remous du côté des puristes de la concurrence en mal de lutte antitrust. L'année 1988 sera l'année record en RFA, avec 1 159 opérations contre 709 en 1985.

Le même mouvement se déroule au Japon. En 1988, la valeur des rachats et des fusions a doublé par rapport à l'année précédente. La fusion des deux banques Mitsui et Taiyo Kobe, en août 1989, crée un mastodonte qui se place en seconde position mondiale.

Aux Etats-Unis, on assiste aux « mégafusions » aux coûts exorbitants de Chevron-Gulf (13,2 milliards de dollars), de Texaco-Getty (10,1 milliards de dollars) – les deux en 1984 –, de General Electric-RCA (6,4 milliards de dollars) en 1985, de Campeau (Canada) et de Federated Department Stores (7,4 milliards de dollars), de Philip Morris-Kraft (13,5 milliards de dollars) en 1988.

De plus petits pays connaissent un processus similaire de concentration. Forte concentration bancaire, par exemple, en novembre et décembre 1989 au Danemark : formation de deux cartels, Unibank Danmark et De Dansk Bank. Ou au Pays-Bas : fusion de NPG et Postbank (octobre 1989), de l'ABM et de Amro (mars 1990).

Ensuite, le mouvement est international sans être nécessairement transeuropéen. Le Français Rhône-Poulenc achète en trois ans l'agrochimie d'Unions Carbide (USA), la chimie minérale de Stauffer (USA), les spécialités de GAF (USA) et de RTZ (GB), les semences de Clause (France), les vaccins de Connaught (Canada) et Rorer (USA) !

Dès janvier 1990, Siemens s'allie à IBM pour la production de certaines mémoires, malgré sa présence dans le projet « européen » Jessi. Olivetti s'est lié à DEC pour les processeurs RISC et à Canon dans les imprimantes. Etc.

Nouveaux produits, nouveaux marchés

Des raisons boursières conjoncturelles ont pu expliquer certains records d'achats autour des années 1986-1989. Une sous-évaluation boursière combinée à l'importance des « trésors de guerre » détenus par beaucoup de grandes firmes auraient permis de se lancer dans la conquêtes des marchés, parfois à n'importe quel prix. Une étude de la banque Bruxelles-Lambert, en mai 1989, note qu'en 1987 Jacobs-

Suchard a pris le contrôle de Côte d'Or avec une offre d'achat d'actions à 50 % au-dessus du dernier cours. Les auteurs de l'étude affirment que des calculs effectués entre 1970 et 1985 – et portant sur 86 entreprises belges – permettent de conclure que les acheteurs ont déboursé en moyenne 48 % de plus que le cours de Bourse. « Une étude de la Securities and Exchange Commission américaine, effectuée en 1987 avant le krach, a montré que les actionnaires des entreprises rachetées (...) s'étaient "enrichis" de quelque 167 milliards de dollars. Les primes par rapport au cours de Bourse, payées à cette occasion, ont atteint 30 % en moyenne ¹¹. »

Mais ces opportunités boursières n'expliquent pas en soi les nouvelles stratégies industrielles et commerciales qui les ont inspirées.

De même, la conjoncture de reprise jusqu'à 1989 a probablement favorisé l'audace de certains achats. En 1989, l'investissement en Allemagne a augmenté en volume de 9,1 %, les exportations de 10,8 %. Des entreprises boulimiques comme Siemens ou Daimler y ont puisé une part de leur nouvelle ambition.

Evolution globale des flux d'investissements directs étrangers aux Etats-Unis	
<i>(en milliards de dollars – tableau B)</i>	
Années	Investissements directs (flux)
1980	16,9
1981	25,2
1982	13,8
1983	11,9
1984	25,3
1985	19
1986	34,1
1987	46,9
1988	58,4
1989	72,2
1990 *	10,5

* Pour 1990, première moitié de l'année.
Source : Department of Commerce, USA.

Les politiques de « délocalisation » industrielle pour se rapprocher de certains marchés ou de certaines sources de « recherches et développement » (par exemple, les délocalisations de l'industrie pharmaceutique française vers les Etats-Unis) ont pu inspirer certaines opérations. En effet, la croissance propre des investissements directs aux Etats-Unis à la fin des années quatre-vingt (tableau B ci-contre) n'est pas uniquement faite d'alliances et de fusions ; elle se réalise aussi par des rachats et la création directe d'entreprises.

Mais tout cela ne suffit pas expliquer l'ampleur et la nature des changements. Il y a eu un ralentissement du nombre de grandes opérations après la frénésie des années 1987-1989, mais il n'y a pas eu de rupture du processus. Un récent article du *Financial Times*, portant sur la période de janvier 1988 à juin 1992, confirme une nouvelle croissance des fonds alloués à toutes sortes d'opérations transnationales ¹².

Les raisons ne sont donc pas conjoncturelles. Elles ne tiennent pas à de simples opportunités. Nous assistons bel et bien à une nouvelle phase spécifique du mouvement de concentration du capital et à une

évolution significative de l'histoire du capitalisme en rapport avec de nouvelles conditions de la production marchande :

– La crise ouverte en 1974 accentue les difficultés de valorisation du capital productif à l'intérieur des économies nationales. Une des réponses à la crise aura été la croissance du taux d'investissement à l'étranger par rapport à l'investissement à l'intérieur ; avec surtout une polarisation grandissante des flux vers les pays de l'OCDE au détriment du tiers monde ¹³.

– La production de biens de production s'est, par ailleurs, largement autonomisée par rapport aux autres branches. Ces biens font largement l'objet d'un échange mondial rapide. Ils sont devenus de plus en plus mobiles, rendant d'autant plus éphémères certains avantages technologiques acquis par les firmes pionnières. C'est dans ce même registre que s'inscrit le développement des montages d'usines dites « clefs en main ». Les gains d'innovation doivent donc porter plus sur le produit que sur le procédé de fabrication, hormis les avantages acquis par certaines délocalisations industrielles vers les zones de bas salaires. L'innovation incessante en matière de produits, la flexibilité du choix final laissée à l'acheteur (rendue possible par les techniques de fabrication flexibles) participent de ces formes nouvelles de concurrence et de recherche d'avantages comparatifs. Il faut ainsi réussir le premier à mettre un produit sur le marché afin de capturer une part hégémonique de ce dernier et imposer ses propres normes techniques ¹⁴.

– Les coûts tendent à augmenter, notamment en ce qui concerne la recherche et le volume des investissements en équipements et en réseaux commerciaux. Il faut souvent les amortir sur des volumes de production aussi grands que possible.

– L'ampleur du risque encouru est donc proportionnelle au niveau des capitaux engagés et... aux impondérables du marché. Celui-ci donne son verdict *a posteriori* ! Or, il faudrait parfois jusqu'à cent millions de dollars et cinq ans pour simplement faire connaître un produit sur un seul continent ¹⁵. C'est ainsi que se constitue, pour les besoins des firmes, ce qui est généralement attribué à la convergence « spontanée » des modes de consommation.

– Il faut alors envisager, entre firmes concurrentes, des coalitions partielles et segmentées afin de réduire les risques et disposer très vite des moyens financiers et commerciaux requis pour ces nouveaux produits « mondiaux ». Il faut tout à la fois partager les aléas et faire un compromis pour se garantir une part décisive du marché mondial sur tel ou tel produit. C'est une nouvelle version des échanges captifs (matériels et immatériels) ; non pas, de manière classique, au sein d'une seule multinationale mais entre firmes par ailleurs concurrentes.

Voilà pourquoi les années quatre-vingt ont vu une mutation des stratégies d'entreprises. « *L'examen des relations marchandes de l'entreprise a longtemps reposé et repose encore sur une opposition simple : l'exportation de produits ou l'exportation de capitaux, la vente de marchandises ou l'investissement direct à l'étranger (...) le mouvement des capitaux venant relayer le mouvement des produits (...) La réalité s'éloigne des modèles : d'une part, le mouvement des produits et celui des capitaux ne se substituent pas inéluctablement ; ils se combinent avec le mouvement des services et des transferts de connaissances pour*

donner au contenu des flux mondiaux un caractère de plus en plus hybride et de plus en plus complexe...¹⁶. »

C'est bien l'évolution même des produits, et notamment des produits intégrant le plus d'innovation, qui forge le nouveau contexte de la « globalisation ».

Le patron du groupe français Schneider déclarait : « *Quand on parle de standardisation mondiale accrue dans les matériels électriques et de la recherche systématique des grandes séries seules susceptibles de faire baisser les coûts et quand la globalisation du marché conduit à fabriquer dans l'Illinois pratiquement le même disjoncteur que celui qui sort d'usine en région parisienne, il faut en tirer les conséquences au niveau du processus de production¹⁷. »*

Ainsi, l'ouverture des marchés publics dans la Communauté et la mise en concurrence des entreprises pour les adjudications ne relève pas d'un choix doctrinaire libéral, mais de la reconnaissance que les capitaux requis, par exemple aujourd'hui dans le domaine des télécoms ou du TGV, nécessitent une échelle nouvelle qui ne peut être atteinte qu'en amont par des fusions d'entreprises et en aval par la déréglementation et l'abolition des protectionnismes.

Des stratégies segmentées

Côté européen, le « grand marché » de l'Acte unique modifie les conditions de la concurrence. Il permet un certain redéploiement des stratégies grâce à la mise en concurrence des normes, l'ouverture des marchés publics, etc.

Le Marché commun était jusqu'alors resté un espace fragmenté : les filiales dans chaque pays y continuaient à représenter l'ensemble de leur groupe pour tous les produits. L'Acte unique change les règles et permet des spécialisations et de nouvelles alliances¹⁸. Sa partie « zone de libre échange » permet par ailleurs son prolongement vers l'Espace économique européen (EEE), lui-même largement porté par le renforcement des échanges marchands entre CEE et AELE et par les alliances d'entreprises : chimie suisse en France et RFA, accords ou prises de contrôle Ericsson/Matra, Renault/Volvo, Electrolux/Zanussi en sont quelques exemples.

Le vœu des promoteurs de l'Acte unique était de développer les convergences entre entreprises européennes grâce à la force d'entraînement que libéreraient la disparition des frontières intérieures, la levée de toutes les barrières non tarifaires et la disparition des risques de change. L'intégration des marchés devrait, selon eux, favoriser à terme l'intégration industrielle proprement dite (préférence communautaire) en favorisant les économies d'échelle et les croisements de capitaux¹⁹.

Mais l'Acte unique ouvre aussi le grand marché à la concurrence des entreprises américaines et surtout japonaises (voir tableau C page suivante) expliquant, par réaction, l'apparition d'une sorte d'« européanisme » très protectionniste comme celui de J. Calvet, le directeur de Peugeot. C'est qu'en effet l'égalité des droits pour les investisseurs non européens peut favoriser toute sorte d'alliances, en Europe même, avec des partenaires américains ou nippons.

Investissements japonais à l'étranger et part de l'Europe		
	Investissements totaux (milliards de dollars)	Part de l'Europe (%)
Cumul 1951-1987	139,3	15,1
Année 1988	47,0	19,4
Année 1989	67,5	21,9
Avril à septembre 1990	27,7	23,9
Source : MOF.		

Or, c'est bien suivant le produit, suivant la filière ou suivant ses besoins financiers que l'entreprise choisit ses alliances ou ses efforts d'achat. La dimension européenne spécifique n'est qu'un des paramètres possibles : Volvo, allié à Renault,

fait toutefois alliance avec Mitsubishi pour une unité de production (ex Volvo-Car) aux Pays-Bas. Daimler Benz ouvre une large collaboration avec Mitsubishi à partir de mars 1990. Michelin s'allie en Asie au Japonais Okamoto et au Coréen Woon-Poong. Philips s'associe à JVS dans une usine en Malaisie. NEC rentre dans le capital du Français Bull. Kodak et le Français Elf s'associent dans la pharmacie. FIAT fait alliance avec CGE dans les télécoms, l'énergie et les transports, mais ouvre une collaboration avec Westinghouse et Mitsubishi dans les turbines à gaz. Et puis c'est l'accord du 13 juillet 1992 entre Siemens, Toshiba et IBM pour la mise au point d'une future génération de puces.

Apparition d'intérêts industriels européens

Il y a une très grande diversité de stratégies d'entreprises. Il n'y a pas de mouvement général vers la formation d'un « capitalisme européen », en concurrence *stricto sensu* avec les Américains et les Japonais. Ce sont plusieurs plans de réorganisation des entreprises qui se croisent et se combinent. Ce sont pour certaines des stratégies tout autant européennes que « transatlantiques », voire euro-nippones.

Mais cela épuise-t-il le problème ? Une dimension européenne spécifique est notamment perceptible dans plusieurs domaines. Examinons-les.

Les secteurs et entreprises fortement liés aux marchés publics et pour lesquels l'Acte unique permet ou impose une nouvelle dimension par l'ouverture de ces marchés et leur mise en concurrence. Peut-on imaginer le TGV pour les simples liaisons en France ? Il faut bien qu'un tel « produit » trouve un marché plus ample, aussi bien qu'un cadre politique d'une autre dimension. On évalue à environ 400 milliards d'ECU (environ 15 % du PIB de la Communauté) la valeur totale des marchés publics. Toutefois, il n'y avait encore en 1988 que 2 % de ces marchés qui étaient attribués à des entreprises d'un Etat membre différent de celui émettant l'offre. Les « exceptions » protectionnistes vont être réduites progressivement et il y aura de moins en moins de secteurs exclus de l'ouverture des marchés (eau, transports, énergie s... programme).

Les entreprises de l'armement font face à plusieurs défis. Celui de la baisse de la demande mondiale, celui de l'augmentation impressionnante du coût des nouvelles technologies, celui de la redéfinition des armes et, enfin, celui des rapports encore incertains entre OTAN et défense européenne. Dans ce contexte, on a déjà pu noter des mouvements d'alliances et de concentration proprement européens. L'échec possible de l'avion EFA pour cause de déficits budgétaires des partenaires n'inversera pas la tendance. Des sociétés comme Aerospac, GEC-Marconi, Thomson, Matra, Aérospatiale, MBB, Alenia, Agusta, Fokker, etc. collaborent et forment des groupes d'intérêts sur divers projets d'armes. Il existe évidemment des collaborations identiques avec des firmes américaines. Mais c'est la croissance des projets proprement européens qui saute aux yeux²⁰. Le rapprochement tout récent entre le Néerlandais Fokker et l'Allemand Dasa (filiale de Daimler Benz) pourrait d'ailleurs permettre un consortium européen avec le Français Aérospatiale et l'Italien Alenia. Faut-il souligner ici le rapport qu'il peut y avoir entre la structuration des lobbies militaro-industriel et la définition des politiques de défense ? A noter, d'ailleurs, l'existence du programme EUCLID, doté de 800 millions de francs en 1991 pour des projets de recherche commune en matière d'armes, et la possibilité depuis 1990, pour des entreprises européennes, de répondre à des appels d'offres lancés par d'autres armées de pays du Groupe européen indépendant de programmes (GEIP)²¹.

Le secteur des banques et des assurances est une sphère d'activité pour laquelle l'Acte unique joue pleinement un rôle d'entraînement, en renforçant les concurrences, en étendant la déréglementation et en appelant à la formation de cartels pour se préparer à l'ouverture des marchés. Il y a eu, par ailleurs, la mise en route de projets pan-européens (non réductible au seul espace communautaire) dans le domaine des caisses d'épargne : Eufiserv permettant à 40 millions de clients d'accéder à 18 000 distributeurs de billets dans 20 pays ; Eufigest qui doit gérer des fonds communs libellés en ECU. De très nombreux accords entre banques et assurances européennes se sont réalisés depuis 1988, en même temps que se précisait la concentration dans chacun des pays. Un groupe comme le groupe français Suez-Victoire s'est affirmé dans le groupe danois Baltica, dans Colonia en Allemagne, dans Nieuw Rotterdam aux Pays-Bas. Baltica à son tour étend son influence propre en Grande-Bretagne, au sein de la banque Hambros. L'UAP, avec la Compagnie générale des eaux, prend le contrôle du groupe espagnol General Europea (GESA) et devient ainsi le second holding mondial de l'assistance avec un chiffre d'affaires de 700 millions de francs. La Dresdner allemande a pris le contrôle d'établissements en France, et surtout elle a passé un accord de coopération croisé en Europe de l'Est et en Afrique avec la BNP. Etc. Les groupes bancaires et les assurances espagnoles ont été particulièrement impliqués dans ces opérations car le marché de ce pays y était très encombré. Les sociétés françaises et allemandes y ont été très actives pour sceller de nombreuses alliances. Il faut noter toutefois que l'Allemagne, qui devrait être le moteur de ces restructurations bancaires dans le CEE, n'a pas été encore atteinte par la déréglementation. La spécialisation des établissements est, pour cette raison, encore rare

dans ce pays, ce qui freine la possibilité d'alliances et d'opérations avec l'étranger et, par la même, ralentit le grand chambardement pan-européen.

Les branches et produits en cours de marginalisation définitive face à la concurrence japonaise forment d'une certaine manière un autre domaine. C'est notamment le cas de certaines filières de l'électronique et de l'informatique européennes, pour lesquelles les firmes concernées ont de toute évidence une double politique et un double langage. On a vu en effet plus haut comment Bull, Philips, Olivetti avaient des partenaires américains et surtout japonais²². Ce sont pourtant les mêmes qui face à la crise de leur branche réclament une vigoureuse politique industrielle communautaire (Forum de Venise, septembre 1991. *Le Monde* du 2 octobre 1991) ! On retrouve la même attitude chez Thomson (sur le TVHD) et Siemens.

Pour ces quatre sphères d'activités – qui se recoupent parfois – la dimension stratégique européenne et les alliances intereuropéennes sont à l'ordre du jour. Dans quelle mesure cela suffit-il à alimenter le projet d'UEM et à lui servir de combustible, là est encore la question²³.

L'impact des normalisations

L'Acte unique devrait déboucher, à terme, sur un nouvel espace juridique : droit des sociétés (statut de la société européenne, entre autres), mise en conformité des droits de propriété intellectuelle, harmonisation de la fiscalité des entreprises.

Plus significatif, cependant, est le problème des normes. Tout à la fois conséquence, enjeu et nécessité, le système des normes européennes et communautaires va devenir un cadre de contrainte et de défense correspondant aux nouvelles stratégies sur le marché. L'étude particulière de ce domaine est tout à fait nécessaire au débat qui nous occupe ici.

Au départ, en effet, l'Acte unique met les normes nationales en concurrence²⁴. Mais un mouvement parallèle s'engage, celui d'un développement de normes communautaires (Comité européen de normalisation – CEN ; Comité européen pour l'électricité – CENELEC ; Institut européen des normes de télécoms) et ce, à la fois sous la pression des institutions qui y voient un moyen indirect de « politique industrielle » et sous la pression des entreprises candidates aux marchés publics sans frontières. La croissance de tous les réseaux de communication impose d'ailleurs cette rationalisation. Un bon exemple est celui du futur système européen intégré de guidage des avions dans un espace aérien de plus en plus encombré.

Les normes ne sont d'ailleurs pas exclusivement et principalement orientées vers la sécurité, l'hygiène ou la protection de l'environnement. Une bonne partie d'entre elles servent à réglementer un marché et à rationaliser le cahier des charges des entreprises. Elles constituent un élément des conditions institutionnelles de mise en valeur du capital.

Il y a actuellement 408 documents adoptés par le CEN et 889 par le CENELEC. Ce sont respectivement 800 et 400 autres normes qui devraient être

encore élaborées pour le grand marché de 1993 ²⁵. Cette substitution progressive d'une partie des normes européennes aux normes nationales forme une contribution particulière à l'édification d'un espace juridique et industriel spécifique ²⁶.

Les limites de l'intégration industrielle

Les mesures de coopération industrielle (Eureka...) ont pour but de renforcer la compétitivité de certaines entreprises et branches vis-à-vis de concurrents japonais ou américains. Elles visent à financer des projets de recherche et à placer l'industrie européenne en position compétitive.

Les « *produits du futur* » auront un effet d'entraînement majeur sur la formation ou pas d'intérêts monopolistiques proprement européens. Les biotechnologies, la télévision haute définition, le train à grande vitesse de seconde génération, la voiture électrique, les matériaux nouveaux, etc. devraient constituer des facteurs importants pour les formes à venir d'hégémonie et de regroupement sur les marchés. On sait déjà que la partie est perdue sur la TVHD et sans doute sur le train à grande vitesse post-TGV.

L'encadrement communautaire existe donc, mais il ne joue pas un rôle primordial. Le programme Eureka existe depuis 1985 et a accompagné plus de 400 projets (54,6 milliards de francs attribués entre 1985 et 1990). Des interventions financières communautaires existent dans des domaines aussi variés que celui de la voiture du futur. Des sociétés comme Hermespace prétendent jouer un rôle porteur dans la définition d'une stratégie européenne d'entreprises (Deutsch Aerospace, Aeritalia, Hermespace-France) tout en s'adossant à une forte intervention publique. Le sous-programme Jessy dans l'électronique (27 milliards de francs), celui de la télévision haute définition (TVHD) s'y ajoutent, mais pour ne former en définitive qu'une pseudo-« politique industrielle ».

L'argent manque en effet. Et l'endettement des Etats partenaires limitera durablement ces tentatives de synergie. Le volume de financements dont dispose la Communauté en ce domaine est, en proportion, très inférieur à ce que les Etats (à commencer par les Etats-Unis et le Japon) ont coutume de mettre en œuvre pour leur politique industrielle propre.

Les entreprises qui voudraient se développer comme « championnes européennes » ne disposent pas, à l'heure actuelle, d'un « Etat communautaire » ni, pour le moment, d'un espace institutionnel et juridique homogène. Cela fait évidemment une belle différence avec les poids lourds non seulement japonais et américains, mais aussi allemands. Des processus comme celui des normes ou celui des financements de recherche indiquent une direction ; mais ils demeurent largement insuffisants. Les embryons de politique industrielle communautaire se heurtent toujours à un fort cloisonnement national et aux batailles que se livrent les gouvernements pour la défense (sur fond de chômage) de leurs « champions nationaux » ²⁷.

Enfin, certains secteurs de la Commission de Bruxelles, qui ont l'environnement concurrentiel pour principale doctrine, n'envisagent pas de politique industrielle,

qui favoriserait la formation d'oligopoles européens. On l'a vu dans le cas de l'achat possible de De Havilland. On le voit encore quand il s'agit de restreindre les projets Eureka à la recherche et au développement de certains produits, sans prolongement pour leur entrée sur le marché. C'est une attitude qui s'en tient donc à une stricte interprétation libérale de l'Acte unique. Elle a été, de ce fait, une des controverses dans la préparation des nouveaux textes communautaires sur la concurrence, signés en décembre 1989, qui imposent en principe une notification préalable pour toute fusion aboutissant à des ventes additionnées de 2 milliards d'ECU ou plus. Les partisans d'une politique industrielle active de la Communauté sont, à l'inverse, les adversaires résolus d'une crispation sur la doctrine d'environnement concurrentiel et dénoncent généralement la faiblesse des instruments para-étatiques communautaires.

Ainsi, suivant le « plan de coupe » que l'on effectue pour l'observation des évolutions en cours, nous n'obtenons pas la même image. Rien d'étonnant à cela. Nous avons affaire à des mutations contradictoires au sein d'un ensemble d'une extrême complexité. La sélection des critères de jugement détermine par conséquent un certain type de conclusion. Suivant que l'on va s'intéresser d'abord aux alliances industrielles ou au contraire aux rapports entre Etats, on n'aboutira pas aux mêmes résultats. Nous aurions pu prendre, par exemple, pour terrain d'investigation la concurrence que se livrent les « blocs » commerciaux japonais, européen et nord-américain. Cette approche en terme de pôles régionaux, de balances commerciales et d'échanges entre Etats renforcerait évidemment le poids de certains critères. Elle donnerait une certaine interprétation des actuelles négociations du GATT pas plus erronée qu'une autre, car elle fournirait une lecture simplifiée et lisible de l'économie mondiale à partir de la sélection de quelques paramètres.

Une représentation globale des évolutions en cours nécessiterait, en revanche, la prise en compte d'un très grand nombre de paramètres. Il est donc légitime et nécessaire de faire des choix *a priori* sur le « plan de coupe » que l'on effectue pour rendre compte du fonctionnement du système. Cela ne peut donner que des observations partielles, déterminées par le choix méthodologique initial.

Mais tous les « plans de coupe » ont-ils la même pertinence pour fournir le diagnostic des changements actuels ?

Nouvelle relations entre les Etats et les marchés

Certains peuvent objecter que, « par principe », l'Union économique et monétaire européenne ne demeurera qu'un vœu pieu puisque sa réalisation supposerait la fin des Etats nationaux, bases incontournables du fonctionnement du système et des besoins patronaux. Ces derniers ont effectivement recours aux Etats pour l'encadrement des marchés, la régulation de l'ordre social, etc. Cela va se poursuivre encore longtemps : la fin de la fonctionnalité des Etats nationaux n'est donc pas pour demain ! Mais la discussion est ailleurs. Il faut en effet se garder de pétrifier pour l'éternité un certain type de rapports entre l'Etat, le capital et la nature de

l'encadrement des marchés. Ces relations ont une histoire et elles ont connu des évolutions.

Nier cela, dans le débat sur Maastricht, c'est évidemment aboutir sans effort à la conclusion que la seule chose possible est une zone de libre échange. Le projet d'aller au-delà et de former une union monétaire sans frontières intérieures ne constituerait dès lors qu'une utopie, dont des gens – aussi romanesques que Jacques Delors ! – seraient les hérauts pathétiques !

Il faut donc y regarder de plus près. L'Acte unique, combiné au SME, n'est déjà plus une simple zone de libre échange. La libre circulation des capitaux et des services financiers dans le cadre d'un système monétaire à parités encadrées constitue une transition instable qui ne peut trouver son débouché nécessaire que dans la formation de l'ECU, monnaie unique. Les secteurs financiers et politiques dominants essayent donc de dépasser le cadre des frontières nationales et s'imposent un transfert partiel de compétences entre le niveau national et le niveau communautaire. On ne pourra pas éternellement en rester au stade instable actuel. Soit l'Union monétaire se réalise à terme (à plusieurs vitesses sans doute, c'est-à-dire par cercles concentriques hiérarchisés), soit c'est tout le SME et l'Acte unique qui rentreront en crise, rejetant le système économique européen loin en arrière. Le retour à des changes flottants généralisés ne peut être écarté, mais c'est tout l'Acte unique qui serait alors sapé. Scénario catastrophique possible, qui ouvrirait de toute évidence une ère de crises politiques et sociales de grande ampleur.

S'il est vrai que le patronat et les détenteurs de capitaux ne peuvent se dispenser de l'intervention et de l'aide publiques, il est plus juste de dire que le bon fonctionnement du système nécessite des interventions institutionnelles pour garantir les conditions générales de la production. Tout le problème est de saisir quelles conditions générales sont requises à un moment donné de l'évolution du capitalisme. Rien dans cette nécessité *générale* n'impose l'Etat national comme le seul agent.

La « globalisation » mondiale actuelle fait, d'ailleurs, apparaître des besoins nouveaux d'encadrement institutionnel au niveau international. Parmi ceux-ci : – le renforcement du poids et des décisions de la Banque mondiale et du FMI ; – les accords monétaires du Louvre en 1987 et la tentative de lutter contre la distorsion excessive des taux de change ; – la contrainte du « ratio Cooke » décidée en 1988 à l'encontre des banques pour qu'elle disposent, à partir de 1993, d'un fond propre minimum (8 %) pour couvrir leurs engagements²⁸.

Toutes choses qui expriment à la fois la tentative renforcée d'un encadrement supranational et la fin d'une époque où l'économie mondiale était largement réglée par l'hégémonie d'un seul Etat²⁹. Il y a donc une tendance à ajouter progressivement au cadre classiquement national des dispositifs internationaux nouveaux.

Alexandre Lamfalussy, directeur général de la Banque des règlements internationaux, explique dans le soixante-deuxième rapport annuel de cette institution : « Une action spécifique s'impose [en matière de protection de l'environnement]... Dans la plupart des cas, c'est le recours aux mécanismes de marché qui s'avère le plus efficace... Il s'agit là d'un domaine où les progrès dépendent de la coopération à l'échelle internationale, non seulement parce que la plupart de ses aspects

revêtent un caractère universel et que l'investissement requis est énorme, mais aussi pour des considérations d'égalité des conditions de concurrence³⁰. » Mais, puisque cette République universelle des Conseils d'administration n'est pas à l'ordre du jour, une partie importante des capitalistes européens estime nécessaire, malgré des stratégies souvent mondiales, de trouver au niveau intermédiaire européen une capacité d'intervention publique, régulatrice, qui corresponde ne serait-ce que partiellement aux besoins nouveaux des marchés³¹.

Cette dimension nouvelle ne se substitue pas à l'Etat national ; elle s'y ajoute.

Il faut se garder de percevoir le développement des institutions européennes et son rapport à l'économie réelle comme de simples reproductions des rapports établis traditionnellement entre les entreprises et « leur » Etat national. Le problème n'est pas celui de la fiabilité ou de la crédibilité d'un Etat européen qui devrait être nécessairement fondé sur un hypothétique capitalisme européen. Il n'y aura pas d'ailleurs d'Etat européen remplaçant les actuels Etats de la Communauté³². Mais le problème est ailleurs : y a-t-il la nécessité que se forme *par ailleurs*, pour le fonctionnement même du système et pour les besoins du capital, un niveau proto-étatique européen ? A cette question il faut répondre par l'affirmative. L'UEM est une nécessité durable pour tenter une sortie de crise : réorganisation du système monétaire, *leadership* allemand intégré au grand marché, réorganisation des entreprises... L'Acte unique, enfin, met en œuvre un cadre juridique permettant de nouvelles synergies pour des intérêts marchands et financiers majeurs, qui forment eux-mêmes la base objective nécessaire à la stabilité du projet strictement politique.

Dès lors, le projet d'Union économique et monétaire ne relève pas simplement d'une « volonté politique ». Il devient un maillon nécessaire dans la grande mutation de l'économie mondiale. Que son développement soit nourri de contradictions n'est pas une surprise. Que certaines options restent ouvertes en fonction de facteurs aussi importants que la récession ou les rapports de forces sociaux est une évidence. Que tout le projet puisse s'effondrer sous l'impact de crises politiques majeures et de conflits sociaux reste une possibilité... Mais ses rouages essentiels sont entraînés par les besoins nouveaux de la production marchande. Il faut donc se garder de tout impressionnisme qui aboutisse à enterrer l'affaire au moindre coup de vent sur les marchés financiers ou à la suite du moindre référendum.

La « globalisation » de l'économie mondiale et l'UEM ne s'excluent pas. Elles sont deux représentations concomitantes de l'évolution actuelle de l'économie capitaliste internationale.

1. C'est en cela, par exemple, qu'il n'est pas identique au NAFTA entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique.

2. Etude de la Banque de France, août 1989.

3. *Chronique d'actualité de la SEDEIS*, Patrick Joffre, 15 mars 1986.

4. A. Jacquemin, M. Lammerant, B. Spinoit, « Compétition européenne et coopérative entre entreprises en matière de RD », *Evolution de la concentration et de la concurrence*, n° 80, CEF, 1985.

5. Quinzième rapport de la politique de la concurrence, Commission des CE, Bruxelles, 1986.

6. Suivant le 19^e rapport sur la concurrence, CEE, 1990, analyse dans la *Revue d'économie industrielle*, n° 3, 1991, par Alexis Jacquemin. Le partenariat entre firmes de la « Communauté » exclut donc celles des autres pays européens, notamment de l'AELE. Ces dernières sont donc comptabilisées dans la rubrique opérations internationales.

7. *Le Monde*, 4 octobre 1989.

8. Université Bocconi, A. Sinatra, SDA-Bocconi, Milan, 1986.

9. *Revue de la concurrence et de la consommation*, n° 50, juillet-août 1989, Paris.

10. « Können nur die Mammuts überleben », in *Spiegel*, 1^{er} décembre 1986.

11. Publié dans *Problème économiques*, 15 novembre 1989, Documentation française, Paris.

12. *Financial Times*, 19 octobre 1992.

13. Au début des années quatre-vingt, les investissements extérieurs des entreprises européennes allaient majoritairement vers les Etats-Unis (61 %). Il y a eu par la suite une correction au profit de l'investissement européen. Le cas britannique est lui-même à part : 14 milliards de dollars investis aux USA en 1980 ; 51,4 milliards en 1986.

14. Il va de soi ici que ces évolutions renforcent l'écart entre les choix de production faits par les firmes pour gagner à ce vaste Monopole mondial et l'utilité sociale de ces productions.

15. Patrick Joffre, citant K. Ohmae, *op. cit.*, La Triade, Flammarion, Paris, 1985.

16. *Chronique d'actualité de la SEDEIS*, « De la vente internationale au partenariat mondial », Patrick Joffre, 15 mars 1986.

17. *Le Monde*, 17 mai 1991. Au moment où Schneider rachète l'américain Square D.

18. Par ailleurs, au début des années quatre-vingt, la Communauté était intervenue directement pour accélérer les spécialisations dans certaines branches lourdes en surcapacité : sidérurgie, chimie...

19. 1992, *la nouvelle économie européenne*, « Evaluation par la Commission de la CE des effets économiques de l'achèvement du marché intérieur », CEE, De Boeck Université, Bruxelles, 1988.

20. Se reporter à la dernière livraison du GRIP (Institut permanent de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), *Mémento défense-désarmement 1992*. Notamment l'article de Jean-Paul Hébert, « L'europanisation de l'industrie d'armement ». GRIP, Bruxelles, janvier 1992.

21. En font partie l'ensemble des alliés européens de l'Alliance atlantique à l'exception de l'Islande. Organisme créé en 1976.

22. Philips s'est déclaré hostile, le 1^{er} mai 1991, à la constitution d'une société européenne unique dans les circuits intégrés (*Le Monde*, 4 mai 1991).

23. *Marché unique, marché multiple. Stratégies européennes des acteurs industriels*, CPE-Economica, Paris, 1990.

24. « Standart, procurement, mergers and state aides », *The single european market and beyond*, Dennis Swann, London, 1992.

25. *Revue des Affaires européennes*, n° 4, 1991.

26. Un des domaines les plus importants aujourd'hui est celui du marché pharmaceutique en Europe. Cela débouchera sur une croissance importante des normes en matière de biotechnologie.

27. *Les Entreprises de haute technologie et l'Europe*, Philippe de Woot, Gestion/Economica, Paris, 1988.

28. Il existe aussi en la matière une norme européenne identique et obligatoire.

29. La Grande-Bretagne pendant toute une époque, puis progressivement les USA.

30. *Problèmes économiques*, Documentation française, Paris, 22 juillet 1992.

31. Cette évolution correspond en tout état de cause à l'ampleur atteinte dans les échanges marchands entre pays de la CEE et de l'EEE : depuis 1985, la part des échanges intra-Europe de l'Ouest est passée de 26 % à 33,5 % du commerce mondial de marchandises. Pour les pays scandinaves, la part de leur commerce extérieur avec la CEE est de 46 % pour la Finlande, 54 % pour la Suède et 56 % pour la Norvège.

32. C'est d'ailleurs ce qui donne force à une traduction confédérale de l'union politique plutôt que fédérale.

NOUVEAUTÉS 1992

★ ***La Lutte de classes***, Barta. Réédition des textes du journal publié par le fondateur de l'Union communiste, dont se réclame l'organisation française Lutte ouvrière. Numéros parus entre octobre 1942 et juillet 1945. Ces textes historiques essentiels sont accompagnés d'une importante préface et d'un index des noms. (264 p., 120 F, format A4)

★ ***A la gauche du possible. Pour un projet socialiste autogestionnaire, écologiste et féministe. Ce que veut la LCR.*** (136 p., 50 F)

★ ***Contes de l'évasion ordinaire***, Roger Martin, préface de Gilles Perrault. Pendant près d'un an, Roger Martin s'est plongé dans l'univers des Ateliers et Chantiers navals du Havre, là où sont fabriqués les plus grands voiliers du monde. Dans onze nouvelles pleines de chaleur humaine et de notations précises, l'auteur nous livre les confidences des salariés de cette entreprise. Avec leurs mots, ceux-ci nous décrivent les voyages « intérieurs » grâce auxquels ils se dérobent au quotidien. Gilles Perrault indique dans la préface : « *Débusquant le réel dans sa traque du rêve, l'auteur nous donne, par la grâce d'une écriture liant avec art des thèmes apparemment antinomiques, une création d'une parfaite originalité.* » (168 p., 80 F)

★ ***Ruptures à Cuba. Le castrisme en crise***, Janette Habel, préface de François Maspero. Réédition augmentée d'une postface. (307 p., 130 F)

★ ***Une journée torride***, Vincent Placolý. Prix Frantz Fanon 1991. (168 p., 85 F)

★ ***Chers collègues. Ma vie d'ingénieur chez Renault***, Georges Hufschmitt. (384 p., 140 F)

★ ***Bush Imperator***, A. Gunder Frank, Salah Jaber, A. Serfaty, M. Warshawski. (240 p., 120 F)

★ ***Les Marxistes et la Question juive***, Enzo Traverso, préface de Pierre Vidal-Naquet. (320 p., 140 F)

★ ***La montagne est un peu plus qu'une immense steppe verte***, Omar Cabezas, Prix Casa de las Americas. (228 p., 85 F)

AUX ÉDITIONS LA BRÈCHE
DES LIVRES POUR LA RÉFLEXION,
DES LIVRES POUR LES LUTTES

BON DE COMMANDE

à découper et à renvoyer à La Brèche
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil
chèque à l'ordre de PEC – port payé – envoi dans les 48 heures

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Je commande les ouvrages suivants :

Titre : Quantité : Prix :

Titre : Quantité : Prix :

Titre : Quantité : Prix :

Titre : Quantité : Prix :

Total :

Je désire être régulièrement informé des nouveautés des éditions La Brèche.

Édité par la PEC-SARL
Rédaction-administration :
2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil - France
Directeur de la publication : Léon Crémieux
Commission paritaire n° 55939
Quatrième Internationale (1936)
ISSN 0765 - 1740
Composé et imprimé par Rotographie - France